

Quéré Mathias

Université Toulouse II Jean-Jaurès

UFR Histoire, Arts et Archéologie



« Qui sème le vent récolte la tapette »,
une histoire des Groupes de libération
homosexuels en France de 1974 à 1979.



Le Groupe de libération homosexuel de Lyon lors de la manifestation du 1er mai 1979. (crédits : Michel Jaget)

Mémoire soutenu en juin 2016 sous la direction de Sylvie Chaperon

Heureusement qu'on est pédé, sinon la vie serait bien triste.

Jacques Prince

REMERCIEMENTS

Quand arrive le moment de se lancer dans les remerciements, c'est près de neuf mois de travail qu'il s'agit de retracer. Neuf mois pour en arriver là. Avec ses moments de joie et d'intensité mais aussi de doute et de fatigue quand la vie, elle, continue, loin des archives, dans la lutte ou autour d'un café.

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de recherche, Sylvie Chaperon, pour l'accompagnement prodigué tout au long de cette année, par ses conseils et ses encouragements.

Je souhaite remercier Massimo Prearo pour m'avoir orienté dans le choix de mon sujet de recherche et Dan Callwood pour les échanges outre-Manche que nous avons pu avoir. Merci tout particulièrement à Michael Sibalis pour m'avoir guidé dans la chasse au trésor qu'a été la recherche de mes sources et pour cette matinée passée ensemble à décortiquer les archives de Jean Le Bitoux.

Merci aux bibliothécaires bénévoles du centre LGBT de Paris-Île-de-France pour m'avoir reçu avec gentillesse et intérêt lors de mes différents séjours parisiens, lorsque les heures passées derrière la photocopieuse ne se comptaient plus. Une reconnaissance toute particulière aussi pour Christian Deleusse pour m'avoir ouvert les portes de son appartement marseillais et permis d'accéder à ces innombrables archives sans lesquelles ce travail n'aurait pas été possible.

Et puis je tiens aussi à remercier tout particulièrement toutes celles et ceux, ami.e.s, famille et camarades qui m'ont accompagné, soutenu et encouragé tout au long de ces derniers mois.

Un merci enfin à Virginie pour sa relecture attentive et ses talents de correctrice.

SOMMAIRE

Remerciements.....	3
Sommaire.....	4
Table des sigles et des abréviations.....	5
Introduction.....	7
Première partie : Méthodologie.....	15
I. Une historiographie en construction.....	15
II. Présentation du corpus de sources.....	31
Deuxième partie : Les Groupes de libération homosexuels en France entre 1974 et 1979.....	37
I. Une recomposition politique de l'homosexualité à l'image de son temps.....	37
II. Du groupement au mouvement : affirmation identitaire et autonomie dans une perspective politique.....	66
III. Un mouvement fragile : contradictions, ruptures et manques de perspectives des GLH.....	99
Conclusion.....	131
Bibliographie.....	136
Annexes.....	148
Tables des illustrations.....	151
Tables des matières.....	152

TABLE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS

ALEPH : Association pour la liberté d'expression des pédérastes et homosexuels
APPELS : Association populaire pour l'éducation et la libération sexuelle
BDIC : Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
BNF : Bibliothèque nationale de France
CAPR : Comité d'action pédérastique révolutionnaire
CCL : Centre du christ libérateur
CFDT : Confédération française démocratique du travail
CGT : Confédération générale du travail
CHA : Comité homosexuel d'arrondissement
CHE : Campaign for homosexual equality
CIDH : Centre d'information et de documentation de l'homosexualité
CUARH : Comité urgence anti répression homosexuelle
EHESS : École des hautes études en sciences sociales
FGDS : Fédération de la gauche démocratique et socialiste
FHAR : Front homosexuel d'action révolutionnaire
GLF : Groupe de lesbiennes féministes
GLH : Groupes de libération homosexuels
GLH – GB ou GB : Groupe de libération homosexuel – Groupe de base
GLH – PQ ou PQ : Groupe de libération homosexuel – Politique et quotidien
GP : Gauche prolétarienne
GPA : Grossesse pour autrui
GREH : Groupe de recherche et d'études sur l'homo-sociabilité et les homosexualités
IHTP : Institut d'histoire du temps présent
IMEC : Institut mémoire de l'édition contemporaine
JHC : Jeunes homosexuels chrétiens
LC : Ligue communiste
LCR : Ligue communiste révolutionnaire

LGBTQIA : lesbiennes, gays, bisexuel.le.s, personnes trans', queer, intersex, asexuel.le.s

MES : Mouvement pour l'égalité sexuelle

MLAC : Mouvement de libération de l'avortement et de la contraception

MLF : Mouvement de libération des femmes

NMS : Nouveaux mouvements sociaux

ON : Ordre nouveau

OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole

ORTF : Office de radiodiffusion-télévision française

PACS : Pacte civil de solidarité

PCF : Parti communiste français

PMA : Procréation médicalement assistée

PS : Parti socialiste

PSU : Parti socialiste unifié

SIDA : Syndrome d'immunodéficience acquise

UEH : Université d'été homosexuelle

VGE : Valérie Giscard d'Estaing

VLR ; Vive la révolution

INTRODUCTION

Au printemps 2009, lors d'une lutte étudiante et l'occupation des locaux d'une université bretonne, je découvre sur une table de presse une brochure écrite par un groupe dont j'ignorais alors encore le nom. Intitulé *Rapport contre la normalité* ce texte était signé par un acronyme ambitieux : le FHAR. Les journées d'occupation peuvent être parfois longues et c'est sur le piquet de grève que j'ai entamé la lecture de ce recueil de textes. J'entra percevais pour la première fois un récit de l'histoire de l'homosexualité en France. Pour la première fois je découvrais que des homosexuel.le.s se déclaraient en lutte et se revendiquaient être des sujets révolutionnaires. Pour la première fois je me reconnaissais dans des textes qui affirmaient que j'avais toute ma place dans une lutte sociale. Après l'émerveillement de cette première rencontre j'ai arpenté librairies et bibliothèques à la recherche d'autres ouvrages, d'autres écrits qui s'attelaient à raconter mon histoire, notre histoire, l'histoire de l'homosexualité en France. La déception fut immense. Les étagères étaient vides ou presque. Je trouvais plus d'ouvrages sur la peste noire que sur toute l'histoire de l'homosexualité. Il m'aura encore fallu plusieurs années pour découvrir l'existence des Groupes de libération homosexuels.

Identifier le « je », se situer dans une perspective de recherche n'est pas chose simple. Chercher à le faire avec une démarche d'historien dans le monde académique français l'est encore moins. Il s'agit de ne pas déroger à la sacro-sainte neutralité de la recherche historique. Comment en effet faire preuve de véracité historique si notre subjectivité est en jeu ? Et pourtant c'est un fait : je suis pédé, je suis militant et j'ose espérer qu'un jour je puisse me revendiquer historien. Je ne nie pas ma subjectivité. Au contraire, c'est elle qui m'a poussé à m'intéresser à ce pan de l'histoire qui reste encore aujourd'hui largement méconnu. Il n'en reste pas moins qu'il m'importe de présenter cette histoire de la manière la plus précise et la plus exacte possible pour ne pas la mythifier. En tant que militant je sais ce que signifie idéaliser l'histoire ; pouvoir la comprendre pour ne pas reproduire les erreurs déjà commises implique une démarche qui doit être rigoureuse.

L'irruption en politique des homosexuel.le.s est un fait majeur dans l'histoire de l'homosexualité. En France elle survient au début des années 1970. Les Groupes de libération

homosexuels (GLH) apparaissent en 1974 et incarnent la succession politique du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) disparu quelques mois plus tôt. Ils existent sous cette forme précise jusqu'en 1979 et s'inscrivent ensuite dans une nouvelle dynamique, plus réformiste. Jusqu'alors les homosexuel.le.s avaient développé un monde, une sous-culture qui leur était propre mais qui ne s'était que très peu révélé publiquement. Cette nouvelle décennie représente une prise de parole publique et le surgissement dans un espace politique qui était farouchement hostile à la question homosexuelle. La réflexion pourrait alors simplement être pourquoi. Est-ce l'époque et ce contexte si particulier qu'ont été les années '68 ? Pourquoi avoir adopté une rhétorique révolutionnaire et clamé haut et fort la libération homosexuelle ? Une première lecture de cette histoire voudrait voir dans l'émergence d'un mouvement homosexuel une simple réaction de ces hommes et de ces femmes, d'une part face aux attitudes marginalisantes et excluantes d'une large partie de la gauche et d'autre part face à l'attitude « honteuse » du mouvement homophile. Si cette lecture est intéressante et nécessaire elle suppose pourtant que les homosexuel.le.s n'ont jamais été dans une forme d'initiative politique et les replace une nouvelle fois dans une simple position de victime. Il n'est peut-être aujourd'hui plus suffisant d'appréhender cette histoire sous le seul prisme de l'histoire des vaincu.e.s. Des stratégies de résistance ont existé, des formes d'organisation ont été mises en place pour pouvoir être, s'aimer et survivre même si elles n'étaient pas apparentes aux yeux de tou.te.s. Il s'agit donc peut-être moins de chercher à comprendre comment ces groupes ont intégré une rhétorique révolutionnaire mais plutôt pourquoi, à un moment donné de l'histoire, l'homosexualité s'est constituée en programme politique à part entière. C'était déjà le cas avec le FHAR et cette perspective est renforcée par les GLH. Il est donc possible de suggérer qu'il existe comme l'a proposé l'historienne Florence Tamagne un double mouvement du phénomène historique qui « ne peut être compris qu'à la lumière d'événements internes et externes à la communauté homosexuelle¹ ».

S'intéresser à l'histoire des GLH et vouloir participer à l'écriture de leur histoire implique de formuler un certain nombre de questionnements à leur égard. Leur naissance, leur existence et leur disparition engendrent plusieurs réflexions, articulées autour de quatre thématiques

1 TAMAGNE Florence, *Histoire de l'homosexualité en Europe : Berlin, Londres, Paris, Paris*, Seuil, 2000, p.15

principales qui semblent rythmer la vie de ces groupes. Ce sont celles de la temporalité, de l'autonomie, de l'identité et enfin celle de la géographie. Ces réflexions que je souhaite formuler sont aussi celles de ces groupes qui par la combinaison de ces multiples facteurs cherchent à élaborer ce qui fait l'essence de leur existence, à savoir l'émergence d'un véritable mouvement homosexuel en France.

L'enjeu de la temporalité a été développé théoriquement par Massimo Prearo. Ce qui fait selon lui l'une des spécificités des GLH est qu'ils s'inscrivent dans le temps présent. L'individu de ce qu'il considère être le « moment Arcadie » se réfère « à une représentation sociale de l'homosexualité située temporellement dans une continuité avec le passé, un passé qui se donnait comme principe fondateur du présent historique² ». L'arcadien comme figure du passé donc. Avec l'irruption de mai 1968 et l'horizon révolutionnaire qu'il propose, le FHAR participe à instituer « l'individu au présent par une inscription radicale de l'avenir avec le présent³ ». Les GLH eux, même si de nombreux groupes continuent à se qualifier de révolutionnaires, s'ancrent dans un présent. Il est donc intéressant de questionner ce repositionnement dans le présent et d'analyser comment il se met en place par l'adoption de nouvelles stratégies et une recomposition des lignes politiques. Cette démarche n'est pas pour autant évidente et certaines luttes, comme la revendication immédiate de l'abrogation des lois répressives, divisent les militant.e.s. S'il existe des GLH dans la grande majorité des villes françaises qui cherchent à faire mouvement, il est par ailleurs intéressant de questionner la temporalité de chaque groupe. Qu'est-ce que cela signifie de constituer un regroupement d'homosexuel.le.s à Mulhouse ou à Brest ? Est-ce qu'il existe pour lui-même et comment se maintient-il dans la durée ?

La question de l'autonomie semble aussi être cruciale dans l'existence des GLH. La question que se posent rapidement les militant.e.s est de savoir comment faire exister leurs spécificités. Dans une décennie où les mouvements spécifiques tiennent le haut du pavé, face à l'exclusion que subissent les homosexuel.le.s de la part des organisations gauchistes et des partis politiques classiques, la réponse des « anormaux » tient dans une organisation autonome. Une autonomie qui mérite d'être interrogée dans la manière dont elle prend corps. C'est à travers cette revendication d'une indépendance – même si parfois tronquée – vis-à-vis de toutes les

2 PREARO Massimo, *Le moment politique de l'homosexualité : mouvements, identités et communautés en France*, Lyon, France, Presses universitaires de Lyon, 2014, p. 165

3 *Ibid.*

organisations déjà en place que se constitue un véritable mouvement homosexuel structuré, où la visibilité se veut être le paradigme de leur existence.

Un autre enjeu fondamental dans l'histoire des GLH qui doit être questionné est l'enjeu identitaire. Existe-t-il une identité homosexuelle ? Quelle est-elle et quelle forme prend-t-elle ? Par ailleurs ces revendications identitaires sont-elles partagées par tou.te.s et axées comme un enjeu de lutte ? Mario Mieli, dans son ouvrage *Éléments de critique homosexuelle*, propose un début de réflexion qui, même s'il est pensé dans un cadre italien, peut être transposé au cas français.

« La dure persécution de l'homosexualité nous a amenés, nous autres gays, à nous attacher à notre *identité* d'homosexuels : pour nous défendre et pour nous affirmer, il nous fallait avant tout savoir résister, savoir *être* homosexuels. C'est pour cette raison que le mouvement gay a accentué particulièrement la thématique de l'*identité* homosexuelle. Notre première tâche a été d'apprendre à nous connaître, à nous découvrir et à nous aimer pour ce que nous sommes, à extirper le sentiment de culpabilité que l'on nous avait inculqué par la force et à pouvoir affronter en toute conscience la vie, la société et le monde : une fois cette identité atteinte et vécue jusqu'au bout, il est temps pour nous de libérer les tendances enfouies dans le désir⁴. »

Cette question autour d'une lutte identitaire se pose dans la signification même du sigle GLH. La première signification de l'acronyme était Groupe de libération *des* homosexuels. L'acronyme fut modifié pour devenir, selon les groupes et les écrits, Groupe de libération homosexuel, Groupe de libération homosexuelle ou encore Groupes de libération homosexuels. Ce choix dans la définition n'est absolument pas neutre. Michael Sibalis considère que le fait de parler de Groupe de libération des homosexuels ou de Groupe de libération homosexuel démontre qu'il y a une « ambiguïté fondamentale au cœur du GLH et dans les esprits de ses membres : le GLH était-il un groupe de libération gay cherchant à libérer les homosexuels ou bien un groupe de révolutionnaires homosexuels cherchant à libérer tout le monde ?⁵ ». Cette dynamique identitaire et les questionnements et réflexions qu'elle suppose va transcender toute l'histoire des groupes.

La question spatiale et géographique de l'homosexualité a entre autres été pensée par

4 MIELI Mario, *Éléments de critique homosexuelle*, Paris, France, EPEL, 2008, pp. 287-288

5 SIBALIS Michael, « Le mouvement de libération gay (1960-1990) » dans GIAMI Alain et HEKMA Gert (dir.), *Révolutions sexuelles*, Paris, France, la Musardine, 2015, p. 208

Florence Tamagne. Il est essentiel dans un premier temps d'interroger les Groupes de libération homosexuels dans une perspective géographique. Arcadie et le FHAR étaient principalement des faits parisiens. Les GLH vont, pour la première fois dans l'histoire du militantisme homosexuel, exister dans une grande majorité des moyennes et grandes villes françaises. Les enjeux d'une militance homosexuelle dans une ville de « province » doivent être pensés dans une logique qui leur est propre. Il semble y avoir une « spécificité locale » qui engendre des réponses différentes en fonction des réalités de chacun.e. C'est aussi dans cette perspective qu'il faut questionner un mouvement qui se veut national. Couplée au paradigme géographique, la question de la spatialité a aussi toute son importance dans l'action menée par les GLH. L'existence des homosexuel.le.s dans une ville se fait dans un rapport à l'espace qui leur est propre. La sous-culture homosexuelle s'exprime dans des lieux de sociabilité, des formes de ghettos⁶ qui sont au premier abord invisibles pour la société des « normaux ». Elle engendre des réflexions et des actions politiques de la part des militant.e.s des GLH spécifiques et évolutives tout au long de leur existence.

Ces différentes thématiques et réflexions, si elles sont présentées ici de manière séparée doivent cependant être pensées comme complémentaires. Les unes influencent les autres ; elles sont imbriquées. Face à ce constat, la question serait donc de chercher à comprendre comment, dans une France en profonde mutation où l'horizon révolutionnaire bascule dans une lutte du temps présent, les homosexuel.le.s, avec l'apparition des Groupes de libération homosexuels, vont chercher à faire émerger sur tout le territoire français, à travers une pratique politique autonome et la recherche d'une affirmation identitaire, un véritable mouvement homosexuel.

Pour répondre à ces différentes interrogations et inscrire ce cadre réflexif et théorique dans l'histoire et la réalité quotidienne des GLH, il est nécessaire de définir la temporalité de ces groupes et les bornes chronologiques dans lesquelles je vais inscrire ce mémoire. L'étude de l'histoire des homosexualités a jusqu'à présent été majoritairement pensée comme une étude sur le long terme, encore plus quand elle était principalement prise en charge par les antiquisant.e.s et

6 Je peux donner ici la définition du ghetto établie par le *Dictionnaire des cultures Gays et lesbiennes*, qui établit que « si à l'origine, le terme « ghetto » désigne les quartiers où les juifs étaient assignés à résidence, son sens s'est progressivement étendu pour désigner plus largement les espaces urbains où se regroupent certaines communautés, voire de l'état de ségrégation dont elles sont victimes. Le mot, appliqué aux gays et lesbiennes, et les polémiques qu'il suscite reflètent l'état des débats autour de la question homosexuelle à un moment de son histoire ». ÉRIBON Didier (dir.), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, France, Larousse, 2003, p. 218

les médiévistes. S'intéresser à un groupe comme les GLH déplace cette temporalité sur le très court terme, c'est-à-dire le temps de quelques années. Sa chronologie en devient nécessairement plus précise et définir les « moments » de cette histoire est un enjeu important. L'acte fondateur du GLH parisien, fruit de l'union de l'ancienne commission jeune d'Arcadie et du groupe du FHAR de l'université de Jussieu, correspond selon les propos de Jacques Girard à juin 1974. J'ai fait le choix de clore ma période de recherche avec la première Université d'été homosexuelle (UEH) de Marseille organisée par le GLH phocéen en juillet 1979. Cette décision est arbitraire puisqu'une grande partie des GLH continue à exister et maintient une activité politique jusque dans la première moitié des années 1980. Mais l'été 1979 marque une rupture importante dans l'histoire de l'activisme homosexuel. D'un côté l'un des groupes les plus importants par sa taille et son influence sur le reste du mouvement a disparu un an auparavant. Le GLH – Politique et quotidien en tant que groupe s'est dissout au cours de l'année 1978⁷. Les GLH de « province », à la recherche d'un nouveau souffle, réorientent leurs activités politiques. De l'autre, on assiste lors de ces premières UEH à la constitution par tous les GLH et d'autres organisations homosexuelles présentes du Comité urgence anti répression homosexuel (le CUAHR). Cette nouvelle entité représente une véritable rupture épistémologique dans l'histoire du militantisme homosexuel français. Avec le CUAHR c'est la perspective politique de ces groupes qui évolue, à l'instar des tous les mouvements d'extrême gauche en cette fin des « années 1968 ». La tendance gauchiste et révolutionnaire d'une partie des GLH s'oriente vers des positions plus réformistes et revendicatrices de droits. « Les nouveaux discours abandonnent la rhétorique radicale de l'oppression et de la libération pour celle, plus libérale, des droits et de la reconnaissance⁸. »

Dans cette proposition d'écriture d'une histoire des GLH, j'ai défini trois moments, trois phases constitutives de leur histoire. La période située entre mai 1974 et 1975 représente la genèse du mouvement. Dans un contexte politique et social spécifique naissent des groupes, d'abord à Paris puis sur tout le territoire hexagonal, qui s'autodéterminent comme étant les Groupes de libération homosexuels. Entre 1976 et 1977, avec près d'une trentaine de groupes répartis à travers toute la France, les militant.e.s homosexuelles cherchent à structurer un

7 SIBALIS Michael, « Le mouvement... », *op. cit.*, p. 216

8 CHAUVIN Sébastien, « Les aventures d'une "alliance objective" : Quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au XX^e siècle », *L'Homme et la Société*, n°158, 2006, p.125

mouvement homosexuel par la mise en place d'une série d'actions politiques, l'organisation d'un réseau et le développement d'une réflexion théorique propre. Dès la fin de l'année 1977 des tensions commencent à faire surface. Accentuées en 1978 et 1979, que ce soit par des difficultés internes au mouvement ou par une série d'événements extérieurs, les GLH entrent en crise. L'année 1979 représente la dernière chance pour l'homosexualité d'exister comme force politique à travers l'action d'un mouvement. L'évolution des groupes, accentuée par un contexte en profonde mutation, entraîne une requalification fondamentale de l'orientation politique et idéologique de l'homosexualité militante.

Il y a cependant une précision que je me dois d'apporter ici. Si le propos de ma recherche est de comprendre comme l'homosexualité se constitue en tant que mouvement, les ambiguïtés temporelles sont nombreuses. Dans chaque ville, les groupes évoluent selon un agenda qui leur est propre. S'il est possible de dégager une chronologie générale de l'histoire des GLH les réalités de chaque groupe peuvent déroger à ce mouvement unitaire. Du fait du moment de leur création, des spécificités locales ou encore des tensions internes, ce qui peut être vécu dans un groupe à un moment donné peut différer d'une ville à l'autre. Il existe donc des allers-retours permanents, des chevauchements, des événements qui s'appellent et se répondent de façon parfois aléatoire, dans une chronologie pas toujours évidente à définir.

Avant d'aller plus loin, je souhaiterais préciser un point quant à la terminologie que je vais utiliser tout au long de ce mémoire. Le terme même d'homosexualité a été inventé à la fin du XIX^e siècle en Allemagne. Jusqu'alors celle-ci était perçue comme une pratique. Nommer un état a permis de la penser, la conceptualiser et par ce biais de constituer une identité. Les membres d'Arcadie se considéraient comme étant des homophiles et le FHAR a milité pour donner une connotation politique à l'usage du terme de pédé. J'ai donc dû réfléchir à la terminologie que j'allais utiliser concernant les GLH. George Chauncey dans son ouvrage *Gay New-York* fait par exemple le choix d'utiliser le mot gay pour désigner des personnes dans une époque où ce terme ne revêtait pourtant pas la même signification qu'aujourd'hui. Ce choix largement justifié ne peut être appliqué selon moi au cas français. Le mot gai n'apparaît en France qu'à la toute fin de la décennie des années 1970 et ne recouvre pas la même réalité que dans le monde anglo-saxon. Pour ne pas tomber dans un anachronisme difficilement justifiable j'ai considéré qu'il me fallait

utiliser les termes et qualificatifs utilisés par les membres du GLH eux.elles-mêmes. De manière récurrente illes parlent d'eux.elles-mêmes en se désignant comme homosexuel.le.s. ou lesbiennes. Dans certains cas précis, dans certains écrits, illes s'auto-dénominent comme pédés ou gouines. Utiliser les termes de pédé et de gouine est encore pour de nombreuses personnes synonyme d'injure. L'utiliser dans un cadre académique est aussi complexe. Je n'emploierai donc ces termes que de manière ponctuelle, quand il s'agira de retranscrire une situation particulière. De manière plus générale c'est donc par le qualificatif d'homosexuel.le.s que je nommerai les activistes des GLH. Je dois aussi préciser que je porte un intérêt particulier à l'écriture inclusive. Celle-ci est une manière, dans la forme d'un texte, de ne pas discriminer ou invisibiliser les différentes identités de genre. Elle est à mes yeux d'autant plus importante lorsqu'on s'aventure à travailler sur les questions de genre ou de sexualité. C'est pourquoi je vais chercher à féminiser tout mon mémoire, même si au premier abord la lecture semble être moins fluide. Ce n'est qu'une question d'habitude.

Première partie : Méthodologie

I. UNE HISTORIOGRAPHIE EN CONSTRUCTION.

L'historiographie que je présente dans le cadre de ce mémoire de recherche explore deux thématiques. La première est articulée autour des années 1968. À la lecture des sources il m'est très rapidement apparu que les GLH n'existaient pas seulement pour eux-mêmes et qu'ils s'inscrivaient et évoluaient dans une époque singulière. Il était donc nécessaire d'interroger cette époque pour pouvoir mettre en perspective les luttes de ces différents groupes militants et ainsi comprendre les questions et les enjeux autour de cette longue décennie. Proposer ensuite une historiographie de l'homosexualité et des mouvements militants homosexuels m'a amené à chercher à comprendre pourquoi il n'existait que si peu de travaux de recherche sur l'homosexualité en France et tout particulièrement en ce qui concerne la militance homosexuelle. Cette historiographie est aussi primordiale pour mettre à jour ce qui a déjà été écrit sur le sujet et ainsi saisir quelques éléments autour de l'histoire des Groupes de libération homosexuels, de leur chronologie et de leurs influences.

LES ANNÉES 68, HISTORIOGRAPHIE D'UN CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL.

Nombreuses ont été les choses dites et écrites sur les années 1968. On peut convenir qu'il s'agit de tout sauf d'un objet historique neutre. Il a été utilisé, revendiqué, réapproprié et manipulé en fonction des engagements politiques des un.e.s et des autres. Et cela dans une perspective partisane : pour en faire un référentiel de l'histoire militante et révolutionnaire en France ou au contraire pour chercher à en liquider – encore une fois – l'héritage.

Ainsi, essayer de construire les années 68 en tant qu'objet historique suppose donc de parvenir à se dégager d'une lecture interprétative ; pratique jusqu'ici courante⁹. Philippe Artières,

9 ARTIÈRES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68, une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2008, 847 p. 7

dans l'introduction à l'ouvrage collectif *68, une histoire collective (1962-1981)* qu'il a dirigé avec l'historienne Michelle Zancarini-Fournel, exprime l'idée que pour faire acte d'historien il faut historiciser notre approche du sujet et laisser de côté nos propres représentations¹⁰.

Il note un renouvellement de l'historiographie depuis la fin des années 1980 en soulignant que la recherche historique a été profondément modifiée sur le plan des méthodes et des objets analysés¹¹. Ces transformations sont dues à plusieurs raisons. Tout d'abord, l'acceptation des sources a été singulièrement élargie, tout particulièrement en ce qui concerne les archives personnelles comme les lettres, les journaux ou encore les autobiographies. Par ailleurs certains fonds d'archives qui n'avaient été que peu exploités comme les séries judiciaires ont trouvé aux yeux des historiens un nouvel intérêt¹². En ce qui concerne l'étude de certains aspects spécifiques, comme par exemple l'histoire des luttes homosexuelles, l'intérêt porté à la constitution de fonds inédits sur l'histoire des communautés au XX^e siècle a permis de mettre à jour toute une myriade de documents de ces différents mouvements et a abouti ainsi à l'élaboration de nouveaux sujets d'étude¹³. Par ailleurs la fin de l'ère des grandes concentrations industrielles à la fin des années 1980, lieux d'avant-garde de la contestation sociale et politique de ces années 68, a engendré la collecte d'un certain nombre de matériaux qui ont permis de retracer la vie dans ces usines, les luttes qui y ont été menées ou encore le quotidien des ouvrier.e.s¹⁴. La création du Centre des archives du monde du travail inauguré en 1993 à Roubaix ou encore celle de l'Institut mémoire de l'édition contemporaine (IMEC) ont certainement rendu plus simple l'accès et l'étude de ces archives.

Le renouvellement de l'historiographie consacrée à cette période est aussi lié à l'émergence de nouvelles problématiques. Des thèmes comme ceux de la mémoire et son corollaire l'oubli, les perspectives autour du genre et les questions autour des personnes racisées se sont développés. Il n'était plus question d'appréhender la question du genre ou de la domination masculine comme étant un sujet à part mais comme étant un enjeu central de l'enquête historique. Cette reconfiguration des problématiques pour l'étude de cette période a

10 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68...*, *op. cit.*, p. 8

11 *Ibid.*

12 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68...*, *op. cit.*, p. 9

13 *Ibid.*

14 *Ibid.*

ainsi engendré une véritable révolution disciplinaire¹⁵. À cela, il faut aussi reconnaître le rôle joué par l'anthropologie historique qui, par son approche pluridisciplinaire, a grandement participé à la transformation de l'écriture de l'histoire en accordant une importance inédite à la culture matérielle, aux pratiques et aux enjeux symboliques. Il faut aussi rappeler le renouveau de l'histoire politique et la place laissée aux émotions¹⁶. Philippe Artières rappelle que l'organisation du séminaire « Les années 1968 : événements, cultures politiques et mode de vie » à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) entre 1994 et 1996 a permis de faire apparaître une approche d'un mai-juin renouvelée. Enfin on peut signaler que l'étude du périphérique – ici la « province » comme autre grande scène de ces « événements », loin de la Sorbonne et du quartier latin – a permis d'élargir le regard sur ce qu'avait été cette époque et de montrer l'importance des mobilisations tout au long de cette décennie¹⁷.

Inscrire les Groupes de libération homosexuels dans les années 1968, c'est aussi réfléchir à ce que sont ces années 68 en tant que durée et comment l'historiographie discute les limites chronologiques de cette longue décennie. L'apparition des GLH en 1974 survient dans un moment qui pourrait être qualifié de rupture : le premier choc pétrolier en 1973 ou encore l'élection de Valérie Giscard d'Estaing (VGE) en 1974. Les GLH s'inscrivent dans ce que l'on a pu nommer plus tardivement des « mouvements spécifiques » et sont liés à la pensée gauchiste et révolutionnaire post-soixante-huitarde. Le débat entre les historien.ne.s est ici de définir quand est-ce que ce mouvement prend fin. C'est ce que formule Antoine Artous dans l'ouvrage collectif qu'il dirige, *La France des années 1968*, rejoint par Artières et Zancarini-Fournel, qui proposent une étude de cette période dans la longue durée, c'est-à-dire deux décennies, de 1962 à 1980¹⁸.

À l'instar des ouvrages d'Hervé Hamon et de Patrick Rotman, *Génération*¹⁹, un certain nombre d'historien.ne.s délimitent les années 68 à « une période historique qui culminerait [...] avec la manifestation du 4 mars 1972, à l'occasion de l'enterrement de Pierre Overney, militant maoïste assassiné par un vigile de Renault-Billancourt. Cette manifestation est présentée comme

15 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68...*, *op. cit.*, p.10

16 *Ibid.*

17 *Ibid.*

18 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68...*, *op. cit.*, p. 8

19 HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, *Génération*. Tome 1, *Les années de rêve*, 1990, 615 p., Tome 2, *Les années de poudre*, Paris, France, Seuil, 1990, 615 p.

la dernière grande manifestation du « gauchisme post-soixante-huitard » avant l'auto-dissolution en 1973, de la Gauche Prolétarienne (GP) [...] et de la dissolution de Ligue communiste (LC) [par le ministère de l'intérieur], après la manifestation violente du 21 juin contre le meeting d'extrême droite de l'Ordre nouveau (ON). Par la suite, que se passe-t-il ? Manifestement rien, sinon un processus de décomposition. L'affaire est entendue pour Danielle Tartakowsky qui écrit que « l'extrême gauche rentre en crise dès 1972 ». Comme par hasard, c'est l'année de la signature du programme commun de la gauche par le Parti communiste français (PCF) et le Parti socialiste (PS). Que par exemple, aux élections municipales de 1977, des listes unitaires de la gauche révolutionnaire atteigne en moyenne 8,33 % des suffrages, avec des poussées de 12 à 17 % dans certains quartiers populaires, n'interroge pas l'historienne²⁰ ». Difficile de s'empêcher de penser que faire s'éteindre le gauchisme post-soixante-huitard à l'auto-dissolution de la Gauche prolétarienne et la dissolution de la Ligue communiste génère un imaginaire de ces années 68 comme étant particulièrement viril et patriarcal, où l'on a complètement érudé tous les groupes et toutes les questions qui s'intéressaient au genre.

Antoine Artous fait le même constat concernant ce qui a été dénommé les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS). « Ainsi, si on s'attarde volontiers sur la formidable mobilisation des lycéens de 1973 contre la loi Debré (réforme des sursis), on oublie qu'encore en 1976 l'université connaît une très forte grève générale à l'appel d'une coordination nationale des comités de grève étudiants. On se polarise sur les premières années (1970-1973) du Mouvement de libération des femmes (MLF) et on oublie toute l'histoire ultérieure des mouvements féministes. En ce qui concerne le mouvement homosexuel, tout se passe comme si rien n'existait au-delà de la spectaculaire apparition du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), en 1971, alors que celui-ci va être suivi par le développement, dès 1974, des Groupes de libération homosexuelle [...]. Quant à la lutte contre le programme électro-nucléaire, elle culmine avec l'importante manifestation de Creys-Malville en juillet 1977 pour se poursuivre jusqu'à Plogoff²¹. »

Même s'il existe un tournant dans la seconde moitié des années 1970, l'analyse de Jean-Pierre Le Goff qui annonce le délitement du « gauchisme post-soixante-huitard » n'est pas

20 ARTOUS Antoine, EPSZTAJN Didier, SILBERSTEIN Patrick (dir.), *La France des années 1968*, Paris, Syllepse, 2008, p.15

21 ARTOUS Antoine, EPSZTAJN Didier, SILBERSTEIN Patrick (dir.), *La France... , op. cit.*, p.16

satisfaisante. Si le poids de l'union de la gauche se fait sentir dans les devenirs politiques des forces de gauche et que « l'on se contente de faire l'histoire du « mouvement de Mai » à partir du seul devenir des courants « maoïstes » et/ou « spontanéistes », on occulte toute une partie de l'« héritage » politico-culturel des années 1968²² ».

L'HISTOIRE DE L'HOMOSEXUALITÉ EN FRANCE, LA DIFFICILE MISE EN PLACE D'UNE HISTORIOGRAPHIE.

Les études sur l'homosexualité s'inscrivent dans un ensemble faisant parti des *études gays et lesbiennes* et qui pourrait être défini comme « l'ensemble des travaux menés, au sein ou hors de l'université, dans les différentes disciplines (histoire, histoire littéraire, histoire de l'art, histoire du cinéma, sociologie, anthropologie, sciences politiques et juridiques etc.), sur tout ce qui concerne les relations – sexuelles, affectives, amicales... – entre personnes du même sexe, ainsi que les discours, culturels ou politiques, concernant ces sexualités et ces désirs, mais aussi, plus largement, sur la manière dont sont construites les catégories de la sexualité à une époque ou dans une aire géographique donnée²³ ».

S'intéresser à l'historiographie de la sexualité et plus précisément à celle de l'homosexualité oblige à faire des allers-retours permanents entre la production académique anglo-saxonne et celle faite en France. Sémantiquement l'histoire de la sexualité aux États-Unis et au Royaume-Uni est avant tout une histoire de l'homosexualité alors qu'en France elle relève bien plus de l'hétérosexualité²⁴. Eric Fassin résume la situation ainsi : « si aux États-Unis l'homosexualité occulte souvent l'hétérosexualité, en France, c'est parfois le contraire²⁵ ». La nuance était peut-être inutile. Laure Murat, dans un article cherchant à faire un bilan historiographique des études gays et lesbiennes, oppose au modèle de développement des *lesbian and gay studies* anglo-saxon le système français, qui a longtemps maintenu une forte méfiance

22 ARTOUS Antoine, EPSZTAJN Didier, SILBERSTEIN Patrick (dir.), *La France ...*, op. cit., p. 23

23 ÉRIBON Didier, « Études gays et lesbiennes », dans Didier Éribon (dir), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003, p.183.

24 REVENIN Régis, « Les études et recherches lesbiennes et gays en France (1970-2006) », *Genre & Histoire*, Automne 2007, p. 3

25 FASSIN Eric, « Genre et sexualité : des langages de pouvoir », *Histoire et sociétés : revue européenne d'histoire sociale*, n°3, 3e trimestre 2002, pp. 63-64

vis-à-vis de cette discipline considérée comme communautariste. Cette perspective s'oppose au dogme de l'idéal républicain – et de ce fait à l'universalisme à la française – si fortement soutenu par la communauté scientifique hexagonale. L'université française a longtemps jugé comme irrecevable des études dont l'objet était aussi marginal. De même, comme le souligne Sylvie Chaperon dans son bilan historiographique de la sexologie française contemporaine, les « traditions académiques » persévèrent à maintenir un classement implicite entre les différents objets de savoir, accordant visibilité et reconnaissance à certains et en dépréciant d'autres²⁶. Par ailleurs le champ d'application de ces études est nécessairement transdisciplinaire : la philosophie se mêle à l'histoire qui fait des détours par la psychanalyse et la sociologie. Cette conception est donc trop large et difficile à enfermer ce qui la rend suspecte auprès des universitaires français.e.s, habitué.e.s aux cloisonnements de leur discipline. Il existe une certaine méfiance de la part des chercheur.e.s face à de nouveaux sujets d'études qui sont le fruit d'une société en perpétuel mouvement²⁷. En outre, celles et ceux travaillant sur les études gays et lesbiennes pour des raisons qui pourraient être liées à leur propre sexualité peuvent être soupçonné.e.s de militantisme, ce qui nuirait à la rigueur scientifique d'un travail de recherche. Il faut aussi peut-être indiquer qu'un certain nombre de chercheur.e.s militant.e.s directement issu.e.s du sérail gauchiste des années 1970 ont tenu à maintenir à distance le monde académique par crainte d'une récupération institutionnelle²⁸. Cette possible subjectivité et la place du « je » en histoire embarrasse moins les chercheur.e.s anglo-saxon.e.s. Je peux pour exemple donner la parole à Jeffrey Weeks, l'un des premiers historiens britanniques à s'être intéressé à l'histoire de l'homosexualité au Royaume-Uni. Se revendiquant historien, sociologue et militant gay, il explique que le titre de son recueil d'articles, *Making Sexual History*, signifie à la fois « faire l'histoire de la sexualité », en la conceptualisant et en l'écrivant en tant qu'historien, et « faire l'histoire de la sexualité », en la vivant en tant qu'individu²⁹.

L'histoire des sexualités renvoie clairement à la fois à l'expérience commune et au vécu

26 CHAPERON Sylvie, « La sexologie française contemporaine : un premier bilan historiographique », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n°17, février 2007, p. 8

27 MURAT Laure, « Tentative de bilan historiographique des études gay et lesbiennes », dans Bruno PERREAU (dir.), *Le choix de l'homosexualité. Recherches inédites sur la question gay et lesbienne*, Paris, France, EPEL, 2007, p. 240

28 CHAPERON Sylvie, « La sexologie..., *op. cit.*, p. 10

29 REBREYEND Anne-Claire, « Comment écrire l'histoire des sexualités au XX^e siècle ? », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n°22, 2005, p. 187

propre de l'historien. C'est bien ce que notait déjà Georges Duby. Il souligne qu'« à propos de l'amour et de la sexualité, l'historien, je pense, parle bien davantage de lui-même que lorsqu'il traite de la diplomatie de Gladstone ou du grand domaine carolingien³⁰ ».

La recherche française s'est ainsi longtemps cantonnée dans sa tour d'ivoire pendant que dans le monde anglo-saxon, militant.e.s et chercheur.e.s alliaient leurs forces pour constituer un nouveau champ disciplinaire³¹. Florence Tamagne, auteure d'un article intitulé « Histoire des homosexualités en Europe : un état des lieux » publié dans la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, souligne que ces *lesbian and gay studies* se sont tout d'abord intéressées à des figures « exemplaires » à l'image d'Oscar Wilde, Magnus Hirschfeld ou encore André Gide pour avoir « ouvert la voie de l'émancipation » pour ensuite redécouvrir « une histoire dont la trace avait été, volontairement ou non, gommée des récits officiels, et donc la mémoire, parcellaire, n'avait souvent survécu que sous forme mythique ou apocalyptique³² ».

Même si la situation n'est pas similaire en tous lieux et qu'il ne faut certainement pas glorifier outre mesure la situation étasunienne, au contraire de la France, le débat est aujourd'hui installé dans la communauté intellectuelle et dispose d'un certain nombre de relais dans la société dans un sens plus large³³. Là où aux États-Unis ces études disposent d'une très large audience, à travers des revues, des journaux, des colloques ou encore des festivals, il suffit de s'attarder quelques instants dans une librairie, une bibliothèque universitaire ou municipale en France pour observer la distance qu'il reste encore à parcourir : les rayons sont vides ou presque.

Cette disparité est très intéressante, surtout quand il apparaît que la France s'est tournée relativement tôt vers les questions de sexualité à travers le prisme des sciences sociales (elles étaient jusqu'alors réservées aux médecins et aux psychiatres) avec la rupture provoquée par les années 1968. Le surgissement du FHAR ou encore du MLF doit selon Laure Murat être considéré comme un moment crucial tant au niveau d'une certaine prise de conscience que par la création d'un champ de réflexion. Elle y inscrit tout particulièrement Michel Foucault, dont l'ouvrage *Histoire de la sexualité* est devenu une référence de premier plan pour les études gays et

30 REBREYEND Anne-Claire, « Comment écrire..., *op. cit.*, p. 187

31 MURAT Laure, « Tentative de bilan..., *op. cit.*, p. 239

32 TAMAGNE Florence (dir.), « Histoire des homosexualités en Europe : un état des lieux », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, *Écrire l'histoire des homosexualités en Europe : XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Société d'histoire moderne et contemporaine, 2006, 239 p., p. 7

33 MURAT Laure, « Tentative de bilan..., *op. cit.*, p. 240

lesbiennes internationales³⁴. En outre le milieu universitaire anglo-saxon s'est bien plus intéressé à certain.e.s auteur.e.s français.e.s que les universitaires français.e.s eux.elles-mêmes. Je peux prendre pour exemple la conférence intitulée « La pensée straight » donnée par Monique Wittig en 1978 à New York dont les mots de conclusion « Les lesbiennes ne sont pas des femmes » résonnent encore aujourd'hui. Mais c'est surtout vers le féminisme qu'il faut se tourner pour mesurer l'impact de ce nouveau champ intellectuel. Avec en creux l'insatiable débat entre les féministes matérialistes et celles se revendiquant de l'essentialisme, des publications ont fait date à l'instar des ouvrages de Nicole-Claude Mathieu ou de Colette Guillaumin. Des philosophes comme Geneviève Fraisse se sont attachées à analyser *La Différence des sexes* et des sociologues comme Christine Delphy à *Penser le genre*³⁵.

Pour en revenir à l'histoire, Florence Tamagne soutient l'idée que la publication en 1986 par Joan Scott de l'article « Genre : une catégorie utile d'analyse historique³⁶ » a marqué l'essor des études sur le genre dans la perspective où celui-ci impliquait de cesser de considérer « l'histoire des femmes comme une « sphère séparée » pour la réintégrer dans une histoire universelle³⁷ ». Massimo Prearo lui, soutient que s'est opéré un basculement dans le domaine des recherches historiographiques lors du passage « d'une étude de l'homosexualité dans l'histoire à une étude de l'histoire de l'homosexualité³⁸ ». Par ailleurs les historien.ne.s français.es de l'époque contemporaine ont investi ce champ de recherche bien après les antiquisant.e.s, les médiévistes et, surtout, les modernistes, alors qu'elles disposaient de sources plus abondantes³⁹.

Selon Laure Murat ce n'est qu'à partir du colloque organisé par Didier Éribon au centre George Pompidou en 1997 et grâce à ses publications ultérieures telles que la *Réflexion sur la question gay*, qu'une discussion autour de l'homosexualité s'engage véritablement dans le champ intellectuel français. Florence Tamagne souscrit à cette chronologie en y ajoutant la publication controversée de Frédéric Martel *Le rose et le noir*⁴⁰. C'est dans ce nouvel élan qu'est publié en

34 *Ibid.*

35 *Ibid.*

36 SCOTT Joan, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique » [1986], *Les cahiers du CRIF*, « Le genre de l'histoire », n°37-38, printemps 1988, pp. 125-153.

37 TAMAGNE Florence (dir.), *Histoire des homosexualités...*, *op. cit.*, p. 11

38 PREARO Massimo, *Réflexions critiques sur l'histoire contemporaine de l'homosexualité*, dans *Bulletin d'Histoire Politique*, Homosexualités et politique en Europe, Volume 16, n°3, Université Laval, Québec, janvier 2010, p. 1

39 REBREYEND Anne-Claire, « Comment écrire l'histoire des sexualités au XX^e siècle ? », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n°22, 2005, p.186

40 TAMAGNE Florence (dir.), *Histoire des homosexualités...*, *op. cit.*, p. 10

2003 sous la direction de Didier Éribon le premier *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes* suivi la même année par un *Dictionnaire de l'homophobie* coordonné par Louis-Georges Tin.

Dans sa tentative de bilan historiographique, Laure Murat propose aussi un répertoire d'ouvrages publiés sur l'histoire homosexuelle. Elle entame cette liste par la publication en 1981 par Marie-Jo Bonnet d'*Un choix sans équivoque* sur les relations amoureuses entre les femmes, publié la même année que la compilation de Gilles Barbedette et Michel Carassou sur le *Paris gay 1925*. S'en suivent quelques ouvrages qu'elle qualifie de « défrichage⁴¹ » comme celui de Pierre Hahn sur le contexte médical et policier en France intitulé *Nos ancêtres les pervers* ou encore l'ouvrage de Maurice Lever sur la persécution des homosexuels du Moyen Âge à la Révolution *Les bûchers de Sodome*. À noter aussi la publication dans les années 2000 de la thèse de l'historienne Florence Tamagne, *Histoire de l'homosexualité en Europe (Berlin, Londres, Paris, 1919-1939)* suivi de *Mauvais genre* sur les représentation gays.

Si le premier séminaire d'histoire des sexualités a été initié dès 1979 par Philippe Ariès à l'EHESS⁴², il a encore fallu attendre la fin des années 1980 pour voir se développer d'autres initiatives comme le Groupe de recherche et d'études sur l' homo-sociabilité et les homosexualités (GREH)⁴³ ou les séminaires Zoo animés par Marie-Hélène Bourcier dans le but de « faire circuler le plus largement possible un type de savoir et de références relatifs à la construction historique, sociale politique et culturelle de l'homosexualité, de l'hétérosexualité, de la bisexualité, de la transsexualité et des genres⁴⁴ ». Mais il faut tout de même faire le constat d'une politique éditoriale très timide, de traductions très tardives – il aura fallu dix ans pour que soit traduite en français l'œuvre majeure de George Chauncey *Gay New York* – et de la quasi inexistence de travaux sur la question trans'. Enfin, elle regrette que, alors que la France a connu tant d'écrivains de l'acabit de Proust, Gide ou Cocteau, il n'y ait rien qui ait été écrit sur l'histoire littéraire touchant à l'homosexualité.

Au-delà d'une chronologie de la production scientifique, l'histoire de l'homosexualité a aussi dû faire face à un changement de paradigme initié par la publication aux États-Unis de

41 MURAT Laure, « Tentative de bilan..., *op. cit.*, p. 242

42 REVENIN Régis, « Les études..., *op. cit.*, p.2

43 CHAMBERLAND Line, Homosexualités : enjeux scientifiques et militants, *Sociologie et sociétés*, vol. 29, n°1, Montréal, Canada, Presses de l'Université de Montréal, 1997, p. 9

44 MURAT Laure, « Tentative de bilan..., *op. cit.*, p. 243

l'ouvrage *Gay New York* de George Chauncey⁴⁵ cité plus haut. Même s'il traite de l'histoire de l'homosexualité aux États-Unis, la réflexion qu'il propose est en mesure de s'appliquer au cas français. Plusieurs commentateurs.trices soulignent que l'émeute de Stonewall en juin 1969 ne doit pas être pensée comme le début d'une histoire gay américaine qui serait par conséquent linéaire⁴⁶. Je peux faire le parallèle ici avec l'histoire du FHAR qui, pour beaucoup, est ou était considérée comme la genèse du militantisme homosexuel français en reléguant le mouvement Arcadie dans l'oubli. Pour reprendre les termes d'Éric Fassin, il n'est pas possible de résumer l'histoire de l'homosexualité à une « inexorable avancée [vers] l'émancipation⁴⁷ ». Cette construction d'une histoire linéaire répond selon Florence Tamagne à des objectifs politiques de la part des militant.e.s dans la perspective de construire une mémoire homosexuelle. Elle écrit que « la construction des grands récits avait également valeur politique en donnant des points d'ancrage au mouvement gay et lesbien et en permettant l'expression des subjectivités gays et lesbiennes longtemps étouffées⁴⁸ ». Elle explique cette situation en soulignant que les chercheur.e.s militant.e.s de la première heure ne pouvaient s'appuyer sur une mémoire homosexuelle solidement ancrée. Cette « rupture générationnelle » a, selon elle, permis de prendre « le contre-pied d'une histoire « linéaire » de l'homosexualité, qui verrait le passage d'une longue période de répression, marquée par la peur des sanctions pénales et/ou sociales, à la libération du coming out⁴⁹ ». C'est ce qui permet aujourd'hui de s'intéresser à la période des années 1950-1960 avec une approche distincte. L'historien britannique Julian Jackson qui a travaillé sur le mouvement français Arcadie développe une analyse similaire. Il écrit que « l'historiographie anglo-saxonne s'est éloignée de la représentation de l'histoire de l'homosexualité moderne conçue comme une sorte de progrès triomphal et téléologique, où les historiens cherchent avant tout à expliquer comme on en est arrivé à la situation actuelle⁵⁰ ». Et de conclure : « en définitive, quand il s'agit d'écrire l'histoire de l'homosexualité moderne, il faut en permanence être conscient de la mesure dans laquelle nos catégories de progressisme et de

45 CHAUNCEY George, *Gay New York: 1890-1940*, traduit par ÉRIBON Didier, Paris, France, Fayard, 2003, 554 p.

46 BLINDON Marianne, « George CHAUNCEY, *Gay New York (1890-1940)*, traduit de l'américain par Didier ÉRIBON, Paris, Fayard, 2003, 555 p. », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n°22, 2005, pp. 271-272.

47 FASSIN Eric, « Politique de l'histoire : *Gay New York* et l'historiographie homosexuelle aux États-Unis », *Actes de la recherche en science sociale*, n°125, décembre 1998, p. 4

48 TAMAGNE Florence (dir.), *Histoire des homosexualités...*, *op. cit.*, p. 19

49 TAMAGNE Florence (dir.), *Histoire des homosexualités...*, *op. cit.*, pp. 21-22

50 JACKSON Julian, « Arcadie : sens et enjeux de l'« homophilie » en France, 1954-1982 », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n°53, avril 2006, p. 151

conservatisme, de subversion et de conformité, sont contingentes et provisoires⁵¹ ». Pour reprendre les termes de Massimo Prearo dans ses réflexions critiques sur l'histoire contemporaine de l'homosexualité, il semblerait que les historien.ne.s aient aujourd'hui dépassé le paradigme d'une histoire linéaire et que « les grilles d'analyse ne soient plus attachées aux impératifs d'une construction mémorielle militante⁵² ». S'il est admis que l'histoire de l'homosexualité ne peut être résumée à l'avènement d'une libération alors « c'est l'identité même de l'homosexualité qui est remise en cause. D'une époque à l'autre, elle n'est en effet jamais, ni tout à fait la même, ni tout à fait autre⁵³ ».

Laure Murat constate que si l'histoire a toujours du mal à intégrer la question du genre ou de l'homosexualité dans son champ de recherche, d'autres disciplines comme la sociologie, la psychanalyse et le droit ont su donner plus de place à ces questions. Comme le souligne Régis Revenin, l'arrivée de la gauche au pouvoir dans les années 1980 a dans un premier temps permis un déplacement des travaux militants vers un cadre de recherche plus académique, au sein de l'université⁵⁴. Il remarque aussi que la fin des années 1980 et le début des années 1990 correspondent à une large production autour de la question du SIDA, des pratiques sexuelles et de la santé des personnes LGBT. Je peux citer pour exemple *Homosexualité et sida : actes du colloque international : 12 et 13 avril 1991* dirigé par Michael Pollak et Rommel Mendes-Leite ou encore l'ouvrage de Frank Arnal *Résister ou disparaître ? : les homosexuels face au sida : la prévention de 1982 à 1992*. La fin des années 1990 correspond, elle, à de nouvelles revendications de la part des gays et des lesbiennes dont le centre d'intérêt se déplace vers l'égalité des droits : conjugalité, lutte contre l'homophobie ou encore la question de l'homoparentalité. L'instauration du Pacte civil de solidarité (PACS) en 1999 est le symbole d'une nouvelle mutation de la société. Les travaux de recherche se tournent ainsi « naturellement » vers ces nouvelles questions sociétales et proposent de nouveaux axes d'études à travers principalement les sciences sociales et les sciences juridiques. L'intérêt va être porté sur des essais juridiques divers comme l'ouvrage publié sous la direction de Daniel Borrillo, *Homosexualité et droit : de la tolérance à la reconnaissance juridique*. Les chercheur.e.s

51 JACKSON Julian, « Arcadie..., *op. cit.*, p. 173

52 PREARO Massimo, *Réflexions critiques sur l'histoire contemporaine de l'homosexualité ..., op. cit.*, p. 2

53 FASSIN Eric, « Politique..., *op. cit.*, p. 6

54 REVENIN Régis, « Les études..., *op. cit.*, p. 6

s'intéressent aussi à l'homoparentalité, le mariage égalitaire ou encore l'homophobie et la lesbophobie avec des publications telles que *L'homophobie : un comportement hétérosexuel contre nature* écrit par Ginette Pelland. Face à la place prise par l'Église dans le débat autour de la question de l'homosexualité, tout particulièrement lors de l'adoption du PACS, un certain nombre de travaux se penchent sur la relation entre la religion et les homosexuel.le.s. En 2004 Hélène Buisson-Fenet publie un ouvrage intitulé *Un sexe problématique : L'Église et l'homosexualité masculine en France : 1971-2000*. Il convient aussi de noter qu'il existe quelques travaux psychanalytiques sur la question⁵⁵. La multiplication des travaux de recherche sur le genre et la sexualité a permis de rendre visible dans le champ académique le fait que l'identité homosexuelle pouvait être multiple. C'est par ce biais que Jean-Yves Le Tallec s'est attelé à écrire sur l'une des figures identitaires les plus décriées dans la communauté homosexuelle : les folles. Par son ouvrage *Folles de France. Repenser l'homosexualité masculine*, il fait entrer dans l'histoire de l'homosexualité cette figure aujourd'hui toujours décriée par des gays en quête de respectabilité. Dans une perspective plus récente de travaux sociologiques sur la question homosexuelle, je peux citer l'ouvrage de Sébastien Chauvin et Arnaud Lerch, sobrement intitulé *Sociologie de l'homosexualité* publié en 2013. Ils se proposent de « mettre en lumière non seulement la manière dont la culture façonne la sexualité, mais aussi la façon dont, à partir de ces sexualités, s'élaborent en retour des cultures originales⁵⁶ ». Si une loi pour le mariage pour toutes et tous a été adoptée en 2013, la mobilisation des opposant.e.s à cette réforme leur a tout de même permis d'exclure la Procréation médicalement assistée (PMA) de l'arsenal législatif promis. La Grossesse pour autrui (GPA) qui ne figurait pas dans les promesses électorales du candidat socialiste François Hollande a quant à elle été renvoyée du côté de l'impensable. C'est à partir de ce recul gouvernemental que sont apparus de nouveaux écrits sur la parentalité homosexuelle. Avec la volonté affichée de vouloir approfondir les débats, est paru en 2014 *Homosexualité et parenté* sous la direction de Jérôme Courduriès et d'Agnès Fine. Dans une démarche anthropologique les contributeurs.trices à ce recueil cherchent à analyser les effets de l'homosexualité sur les relations de parenté dans nos sociétés contemporaines. Concernant un renouvellement de la théorie politique de l'homosexualité on peut présenter ici la récente

55 REVENIN Régis, « Les études..., *op. cit.*, p. 6

56 CHAUVIN Sébastien, LERCH Arnaud, *Sociologie de l'homosexualité*, Paris, La Découverte, 2013, p. 4

publication de Massimo Prearo, *Le moment politique de l'homosexualité, Mouvements, identité et communauté en France* paru en 2014. Cet ouvrage cherche à analyser comment l'homosexualité a été pensée par ses militant.e.s sous la forme de mouvement, d'identité ou encore de discours.

Pour conclure ce rapide bilan historiographique il convient de souligner que l'intérêt pour la question homosexuelle, tout particulièrement dans les sciences sociales, ne semble pas se démentir et l'on a aujourd'hui encore de nombreux et nombreuses doctorant.e.s en sociologie qui s'attellent à travailler dans ce champ disciplinaire sous la direction de François de Singly, d'Évelyne Pisier ou encore d'Éric Fassin⁵⁷. Ce qui fait peut-être défaut à la proposition de Laure Murat ce sont des perspectives quant au futur des recherches sur l'histoire de l'homosexualité en France. C'est au contraire ce que semble proposer Régis Revenin dans son article sur les études et recherches lesbiennes et gays en France. S'il récuse le fait d'écrire une histoire militante, il propose, à l'instar de *l'Histoire des femmes en Occident* rédigé sous la direction de Michelle Perrot et de Georges Duby, de « proposer une histoire relationnelle, en faisant émerger les lesbiennes et les gays comme de « nouveaux » sujets historiques, et non plus comme des victimes uniquement, en tant qu'ils et elles sont interrogé.e.s, mais interrogent aussi la société dans son ensemble, depuis le XIX^e siècle principalement⁵⁸ ».

UNE HISTORIOGRAPHIE À CONSTRUIRE : L'HISTOIRE DU MOUVEMENT MILITANT HOMOSEXUEL FRANÇAIS.

Si l'histoire de l'homosexualité tend à devenir un champ de recherche légitime dont la production au niveau académique se développe, l'étude de l'histoire des mouvements militants homosexuels est quant à elle encore balbutiante. Les travaux qui leur sont consacrés sont relativement récents et souvent publiés sous la forme d'articles dans des revues spécialisées. Par ailleurs il faut aussi souligner que les principaux chercheur.e.s qui s'intéressent à ces différents groupes sont majoritairement anglo-saxons.

Il est difficile de comprendre les GLH s'ils ne sont pas replacés dans un moment

57 MURAT Laure, « Tentative de bilan..., *op. cit.*, p. 243

58 REVENIN Régis, « Les études..., *op. cit.*, p. 5

spécifique de l'histoire du mouvement homosexuel. Les Groupes de libération homosexuels n'auraient pu voir le jour sans l'existence de groupes qui les ont précédés, desquels ils revendiquent un héritage ou qu'au contraire ils récusent.

L'historiographie que je vais présenter ici est chronologique dans la succession des groupes au cours des années 1960 et 1970 et non pas en fonction de l'année de publication des articles ou des ouvrages qui les concernent. Cela pour rendre plus intelligible l'histoire de ce mouvement militant homosexuel.

La mémoire militante homosexuelle avait tendance à faire du Front homosexuel d'action révolutionnaire l'année zéro de l'histoire du mouvement homosexuel français. Cette analyse a été bouleversée en 2009 avec la publication par un historien anglais, Julian Jackson, que j'ai cité précédemment, d'un ouvrage intitulé *Arcadie. La vie homosexuelle en France, de l'après-guerre à la dépénalisation*. Les représentations collectives autour d'Arcadie, façonnées par les différents groupes militants des années 1970, ont présenté l'organisation d'André Baudry comme étant une entité conservatrice. Un mouvement qui, par ailleurs, ne se serait soucié que de sa respectabilité et qui n'aspirait qu'à se faire discret au sein de la société pour mieux se faire accepter. Par le dépouillement des archives d'Arcadie et grâce à un certain nombre d'entretiens, Julian Jackson propose une tout autre lecture de cette histoire au point de modifier considérablement l'historiographie de l'histoire militante de l'homosexualité en France – dans la dimension qui est la sienne.

Si Arcadie préfigure à l'histoire du mouvement homosexuel français, c'est pourtant à partir de mai 1968 que l'homosexualité devient un sujet politique et s'engager dans la voie militante. Par un article publiée dans la revue *Genre, sexualité & société* en décembre 2013, l'historien canadien Michael Sibalís fait entrer l'éphémère Comité d'action pédérastique révolutionnaire (CAPR) dans la Sorbonne occupée et par ce biais ouvre la contestation des années 1968 à l'homosexualité⁵⁹.

Si l'histoire du FHAR est peut-être la plus renommée – et sans doute aussi la plus fantasmée – parmi les différents groupes militants homosexuels, force est de constater que les écrits le concernant sont eux aussi presque inexistantes. Toujours dans la revue *Genre, sexualité & société*, Michael Sibalís a publié un autre article sous le nom de *L'arrivée de la libération gay en*

59 SIBALIS Michael, « Mai 68 : le Comité d'Action Pédérastique Révolutionnaire occupe la Sorbonne », *Genre, sexualité & société*, n°10, 2013.

France. *Le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire* en juin 2010.

Que ce soit pour Arcadie, le CAPR ou encore le FHAR, il s'agit avant tout d'histoires parisiennes. La première monographie sur la vie homosexuelle en « province » a été rédigée par Antoine Idier autour de la vie homosexuelle à Lyon dans les années 1970⁶⁰.

Enfin, alors qu'elle ne se concentre pas sur un groupe en particulier, il est possible de présenter dans cette historiographie l'article de Sébastien Chauvin publié en 2006 autour de la relation entre les groupes homosexuels et le féminisme, prisme essentiel pour comprendre la genèse de ces groupes, leur essence et leurs dynamiques⁶¹. Cette démarche primordiale n'avait jusqu'à cette date pas encore retenu, semble-t-il, l'attention des historiens.

Ainsi, même si elle reste limitée à quelques publications, les principaux groupes et mouvements homosexuels ont commencé à être documentés. Il n'existe pour les GLH pas d'entreprise similaire. Aucun ouvrage ou article s'intéressant uniquement à l'existence de ces groupes n'a encore vu le jour. Les écrits disponibles sur les Groupe de libération homosexuels sont plus généralement de courts paragraphes dans des ouvrages ou des articles retraçant plus globalement l'histoire du mouvement homosexuel français. Exception faite du livre de Jacques Girard, *Le mouvement homosexuel en France 1945-1980* publié en 1981, qui consacre plusieurs chapitres aux GLH. Il est certainement le premier ouvrage à vocation historique français à traiter de l'histoire du mouvement homosexuel. Selon Jacques Girard, ce livre ne raconte pas « une histoire de l'homosexualité mais relate [...] comment, à travers leur mouvement, des homosexuels se sont pensés⁶² ». *Le rose et le noir* de Frédéric Martel propose lui aussi quelques pages sur les GLH dans une histoire plus vaste qui a pour objectif de retracer l'histoire des homosexuels en France depuis 1968. Le très récent article de Michael Sibalís, *Révolutions sexuelles*, dans l'ouvrage collectif d'Alain Giami et de Gert Hekma étudie lui aussi l'histoire du mouvement de libération gay entre 1960 et 1990⁶³. Par ailleurs, l'histoire des GLH et tout particulièrement leur lutte pour l'abrogation du délit d'homosexualité à partir de 1977 est aussi abordée dans un autre écrit d'Antoine Idier intitulé *Les Alinéas au placard* publié en 2012. Enfin,

60 IDIER Antoine, *Dissidanse rose : fragments de vies homosexuelles à Lyon dans les années 70*, Lyon, Michel Chomarat, 2012, 153 p.

61 CHAUVIN Sébastien, « Les aventures d'une "alliance objective" ... », *op. cit.*, pp. 111-130.

62 GIRARD Jacques, *Le Mouvement homosexuel en France : 1945-1980*, Paris, France, Syros, 1981, 206 p., p. 8

63 GIAMI Alain et HEKMA Gert (dir.), *Révolutions sexuelles*, Paris, France, la Musardine, 2015, 394 p.

je peux signaler l'écriture en cours d'une thèse par Dan Callwood sous la direction de Julian Jackson sur les homosexuels dans les années 1970 en France qui cherche à balayer un grand nombre de thématiques : homosexuels « médiatisés », répression policière, mouvements militants ou encore les commerces gays.

La perspective de ce mémoire de recherche est donc d'une part d'essayer de réunir tous les éléments déjà constitués autour des GLH, d'autre part de commencer à écrire une histoire qui ne l'a été que de manière très parcellaire.

II. PRÉSENTATION DU CORPUS DE SOURCES.

Une première difficulté lorsque l'on souhaite étudier les Groupes de libération homosexuels concerne les archives, nécessaires pour mener un travail d'historien. Contrairement à de nombreux pays anglo-saxons ou du nord de l'Europe, il n'existe pas en France de centre d'archive national, qu'il soit institutionnel ou non, consacré aux questions de genre et des homosexualités. À Amsterdam par exemple, depuis 1978 le centre de ressources Homodok archive l'histoire des mouvements et des personnes LGBTQIA. En France une première tentative eut lieu en 2002 à l'initiative de Jean Le Bitoux en collaboration avec le maire de Paris d'alors, Bertrand Delanoë. Malgré une très forte subvention et l'attribution d'un local, le projet échoua. Il fut repris par la suite par Louis George Tin qui vit l'initiative capoter une seconde fois. S'il n'existe pas d'explications claires quant à l'échec de ces tentatives, il est possible qu'elles soient liées à des querelles internes et des luttes de pouvoir au sein de la communauté homosexuelle parisienne.

Il s'agissait donc de trouver quelles étaient les personnes ressources et qui parmi les ancien.ne.s militant.e.s avait eu la perspicacité et la rigueur de garder, de conserver et d'archiver les matériaux – journaux, tracts, comptes rendus, correspondances – des différents GLH, à Paris comme en région. Le début de mes recherches s'est donc transformé en véritable chasse au trésor. Grâce à un premier entretien avec ma directrice de mémoire Sylvie Chaperon, j'ai pu accéder à des contacts qui m'ont dirigé vers de tierces personnes. C'est ainsi que j'ai pu obtenir un rendez vous avec Massimo Prearo qui après m'avoir conseillé sur mon sujet de recherche m'a dirigé vers Michael Sibalis. Un échange mail transatlantique avec lui m'a permis de contacter Christian Deleusse, militant du GLH de Marseille qui dispose d'un fonds d'archive conséquent mais dans lequel aucun inventaire n'a pour l'instant été réalisé. J'ai par ailleurs pris contact avec Dan Callwood, qui m'a lui aussi indiqué la piste de Christian Deleusse.

Au fil de mes échanges et de mes déplacements, j'ai ainsi pu établir plusieurs « fonds » ou bibliothèques qui pourraient me servir pour mes recherches. J'ai dans un premier temps consulté la bibliothèque du centre LGBT de Paris – Île-de-France. Cette bibliothèque dispose de nombreux journaux datant des années 1970 qui allaient s'avérer être très utiles. J'ai ensuite eu

l'occasion de me rendre à la BDIC à Nanterre qui accueille le fonds Daniel Guérin, militant anarchiste et homosexuel. Ce fonds, pour important qu'il soit, n'avait pour ainsi dire presque rien sur les GLH mais se concentrait bien plus sur le FHAR. La Bibliothèque nationale de France (BNF) propose elle aussi certains journaux des différents GLH mais sa collection est cependant bien plus lacunaire que celles du centre LGBT- Paris IDF.

Le seul fonds public est le fonds Michel Chomarat à la bibliothèque municipale de Lyon. Je devais entrer en contact avec la bibliothécaire par l'intermédiaire de Jean-Yves Le Tallec mais cette piste n'a pas abouti. Il existe ensuite les archives privées de Patrick Cardon, fondateur des Cahiers Gay kitch camp qui se trouve aujourd'hui à Montpellier. Malgré quelques échanges mails je n'ai pas eu l'occasion de consulter ce fonds. Le fonds Jean Le Bitoux pour sa part se trouve dans les caves de la mairie de Paris, inaccessible au public. J'ai eu cependant la chance, grâce à ma rencontre avec Michael Sibalis, d'accéder à un certain nombre de copies de documents – tout particulièrement ceux relatifs au GLH – PQ – que Jean Le Bitoux lui avait transmis.

Enfin, le fonds privé de Christian Deleusse à Marseille est peut-être l'un des plus importants. Au cœur de Marseille, il dispose d'un petit appartement entièrement destiné à entreposer les archives du mouvement LGBTQIA dans l'attente de pouvoir les verser à un hypothétique centre d'archive. Il s'y trouve la grande majorité des revues et journaux homosexuels depuis les années 1970. Des caisses entières rangées par années retracent l'histoire des Universités d'été homosexuelles, du Comité urgence anti répression homosexuelle (CUARH) ou encore de Gai pied. Une dizaine de cartons recueillent les archives des GLH et principalement celui de Marseille mais au vu des années qui m'intéressent, ce ne sont que deux cartons estampillés pour l'un 1977-1979 et pour l'autre 1979-1980 que j'ai pu dépouiller. J'ai aussi pu consulter deux autres cartons qu'une personne anonyme venait de confier à Christian Deleusse. Ces archives ne faisaient « naturellement » l'objet d'aucun inventaire mais contrairement aux autres caisses rangées sur les étagères, celles-ci n'étaient pas datées. Ces deux cartons ont pourtant été les plus précieux dans mes recherches.

Pour comprendre le corpus de sources sur lequel je base mon travail, il est important de rappeler les bornes chronologiques qui ont déterminé cette étude dans un espace temps. Ma recherche s'étire de la fondation des GLH en juin 1974 à l'Université d'été homosexuelle en juillet

1979. Même si les archives étaient parfois difficiles d'accès et qu'il n'y avait pas toujours d'inventaire pour guider mes recherches j'ai tout de même pu avoir accès à des documents en tous genres : journaux et tracts des différents groupes, correspondance entre les GLH, bulletins internes, photos, paroles de chansons etc. De quoi écrire une thèse. Mais étant dans le cadre d'un mémoire de Master 1 il m'a fallu faire attention d'un côté à ne pas me « noyer » dans les sources et de l'autre à avoir en tête qu'il s'agissait d'un travail de recherche sur un an. Cette temporalité ne me permettait pas d'envisager étudier les GLH autrement que pour donner un rapide aperçu de leur histoire. Il ne sera donc pas possible dans ce travail de proposer une histoire exhaustive de ces groupes. Il m'a donc semblé pertinent pour une première approche de chercher à définir les GLH au niveau de leurs structures, de leurs choix politiques et idéologiques et de leurs actions dans une chronologie donnée.

Les sources sur lesquelles j'ai pu travailler sont relativement nombreuses. Il y a tout d'abord les différents numéros du bulletin d'information *Agence Tasse* édités par l'APPELS, sigle de l'Association populaire pour l'éducation et la libération sexuelle. Ce bulletin, publié de 1976 jusqu'à 1979, est composé à ma connaissance de 33 numéros. C'est par le biais du centre LGBT de Paris-Île-de-France que j'ai pu avoir accès à la collection. Sur les 33 numéros, deux sont manquants : le tout premier numéro ainsi que le numéro 26. Deux de ces numéros (les 24, 25) que je pensais aussi manquants sont en réalité intégrés à la revue *Diff/Éros*. Selon l'éditorial du second numéro, l'*Agence Tasse* se veut être « un lien⁶⁴ » entre les différents GLH de France. Ce n'est pas une « revue d'étude⁶⁵ » comme l'est la revue *Diff/Éros* que j'aborderai plus loin. Ce bimensuel veut « donner la parole⁶⁶ » à toutes celles et ceux qui le souhaitent. On y trouve tout au long des numéros des revues de presses, des petites annonces, des présentations des groupes, une rubrique internationale etc.

Même si ce bulletin n'apparaît que près de deux ans après la création du premier GLH, il est pourtant crucial pour retracer l'histoire des groupes. L'*Agence Tasse* est pour ainsi dire l'organe de presse interne aux GLH. Il « n'appartient » à aucune des différentes tendances et reflète – relativement – bien les identités, les positionnements et les processus politiques des

64 « Éditoriale », *Agence Tasse*, n°2, 5 mai 1976, p. 1

65 *Ibid.*

66 *Ibid.*

groupes. Il faut cependant nuancer cette neutralité et noter que tout du moins dans un premier temps, ces bulletins sont faits par des membres des GLH parisiens et que les groupes de « province » créent leur propre bulletin. Il apporte par ailleurs des éléments chronologiques et rapporte les différentes actions et événements organisés par les GLH. Enfin, le fait d'avoir existé pendant près de trois ans donne une valeur particulière à ce bulletin. Car nombreux sont les journaux et publications qui à cette époque ne vivent que le temps de quelques numéros. Il me permet donc d'étudier les différents GLH sur une temporalité relativement longue.

La deuxième source sur laquelle j'ai pu me pencher sont les cinq numéros de la revue *Diff/Éros*. Élaborés par l'équipe de l'*Agence Tasse* ces bimestriels sont publiés d'avril 1977 au printemps 1978. Si le numéro deux de l'*Agence Tasse* en parle dès mai 1976 (l'éditorial du premier numéro parle d'un processus d'élaboration qui remonte à octobre 1975) sous le titre provisoire d'« *Interdit* » il faut attendre un an supplémentaire pour que se finalise sa première parution. À l'esthétique et à la mise en page plus élaborée, cette revue se veut être plus réflexive et plus poussée que le bulletin de l'APPELS et se propose d'être « l'écho de tous ceux qui se battent individuellement et collectivement, qui se remettent en question et qui remettent en question la société qui nous enferme dans notre misère sexuelle⁶⁷ ». Au contraire du bulletin de l'*Agence Tasse* où les articles ne sont presque jamais signés, *Diff/Éros* propose parfois les écrits des « plumes » du mouvement homosexuel français : Françoise d'Eaubonne, Pierre Hahn, Jean-Louis Bory etc. La revue donne donc une lecture complémentaire de l'*Agence Tasse*. Je peux aussi notifier que les deux derniers numéros de la revue ne font pas l'objet d'une publication spécifique mais sont intégrés dans l'*Agence Tasse*.

La troisième source qui m'a été essentielle sont trois bulletins que l'on pourrait qualifier de « province ». Leur élaboration et leur publication est prise en charge, dans sa proposition éditoriale, par le GLH d'une ville chaque fois différente. Le premier *bulletin des GLH de province* est daté de mai 1976 sur une proposition du GLH de Bordeaux et coordonné par le GLH – Politique et quotidien. Il est composé de tracts, textes et manifestes d'une dizaine de groupes à travers la France. Le deuxième numéro, paru en janvier 1977, est lui aussi élaboré par le groupe de Bordeaux. Il pose le constat que « les contacts épistolaires qui existent entre quelques GLH font ressortir un besoin de communication et d'information. (...) C'est ce besoin qui est à l'origine

67 *Diff/Éros*, n° 1, 1977, avril 1977, p. 2

du bulletin de province⁶⁸ ». À la différence du premier bulletin, les groupes de Paris sont associés à sa publication ce qui mène au troisième numéro rebaptisé *Bulletin National des GLH* coordonné par le GLH de Mulhouse et publié en avril 1977. Un numéro suivant est annoncé sous l'égide du groupe de Lille, mais soit il n'a jamais été publié soit je n'ai pas pu le trouver. L'intérêt des ces journaux – et par la même occasion celle des GLH dans son ensemble – est qu'ils font exister un mouvement qui n'est pas seulement un mouvement homosexuel parisien. Il donne la parole à tout un nombre de groupes disséminés sur tout le territoire français et offre un aperçu plus global et certainement plus juste de ce qu'étaient ces groupes, de leurs spécificités et des liens qui les unissaient.

Par ailleurs il existe deux documents qui, peut-être dans une moindre mesure, sont intéressants dans la constitution de ce corpus de sources. Il s'agit de deux bulletins internes du GLH – Politique et quotidien. Provenant des archives de Jean Le Bitoux qui m'ont été communiquées par Michael Sibalis, le premier bulletin est manquant et il ne m'est pour l'instant pas possible d'établir s'il y a eu des numéros postérieurs au numéro trois. Ces deux documents sont ainsi successivement datés pour le deuxième de juillet à septembre 1976 et pour le numéro trois d'octobre 1976 à janvier 1977. Le titre de chaque bulletin est « *Réflexions* » suivi de la mention « *bulletin intérieur pour le débat d'orientation* ». Si je fais le choix de donner une résonance particulière à ces documents du GLH – PQ c'est pour souligner le rôle moteur que celui-ci a occupé dans le mouvement plus global des GLH. L'histoire générale de ces groupes a été marquée par les dissensions parisiennes et par la perspective révolutionnaire que proposait le GLH – PQ. Par ailleurs sa disparition en 1978 marque un tournant dans la perspective politique et idéologique de ces groupes, ce qui renforce sa place prédominante.

Un autre document crucial que je me suis proposé d'intégrer à mon corpus de sources est le *Dossier de presse sur l'homosexualité* réalisé par le GLH – Politique et quotidien et publié en 1977. Les militant.e.s du groupe ont recensé, découpé et organisé de nombreux articles de presse – des plus divers – qui parlaient du GLH et de la question de l'homosexualité. Ce sont donc plus de cent pages d'articles qui offrent une perspective extérieure du mouvement. Si l'on dispose de quelques articles de journaux comme *Minute* qui représente peut-être ce que la presse française avait de plus conservateur et de plus réactionnaire, ce sont surtout des articles de journaux de

68 Bulletin des GLH de province, n°2, Paris, France, 1977, p. 3

« gauche » ou d' « extrême gauche » (*L'Humanité, Front Libertaire, Libération*) qui composent cette revue de presse. Ce constat est tout particulièrement intéressant pour mon sujet de recherche. Il visibilise ainsi la complexité des rapports entre les GLH et la gauche. Ce dossier de presse aborde les questionnements, les réflexions et les engagements politiques des différents GLH. Émerge ainsi une certaine idée de ce qui faisait la structure idéologique, politique et militante de ces groupes. Ce sont donc des thématiques comme la répression, le droit, la médecine ou encore le féminisme et le lesbianisme qui sont abordées. Travaillant sur des sources qui sont majoritairement des sources de presses internes aux GLH, il me semblait aussi intéressant d'avoir comme outil de travail des sources extérieures à l'organisation. Il ne faut cependant pas oublier le fait que ce dossier de presse a été constitué par le GLH – PQ et que nombre des journalistes écrivant sur le sujet sont des camarades de luttes de ces militant.e.s. Une approche externe peut possiblement permettre de prendre un peu de recul face aux subjectivités des autres organes de presse.

Enfin, de manière épisodique, j'ai pu utiliser des sources de groupes locaux. Ces documents spécifiques m'ont plusieurs fois permis d'avoir un éclairage sur un fait, une situation, un positionnement quand les sources à vocation « nationale » se faisaient plus rares. Ainsi, à partir de 1978, alors que l'*Agence Tasse* s'épuise, une multiplicité de journaux se fondent à travers toute la France : *Le fond de l'air est rose* à Angers, *Comme ça* à Marseille, *Gay West* pour les GLH de l'ouest par exemple. Ces bulletins et journaux aux productions plus aléatoires constituent sans même le vouloir un relais des journaux et revues précédemment cités qui lentement disparaissent. C'est donc à leur lecture que la compréhension des mutations à l'intérieur des GLH est possible. Pour ne pas me « noyer » dans mon corpus de sources je m'étais tout d'abord dit que les archives des GLH de « province » représentaient une masse de documents que je ne pouvais me permettre d'exploiter dans ce premier mémoire. Mais face au silence de certaines sources, face à certains événements, j'ai dû me résoudre à consulter ces archives, mais toujours avec une question précise en tête pour ne pas prendre le risque de m'y perdre.

Deuxième partie : Les Groupes de libération homosexuels en France entre 1974 et 1979.

I. UNE RECOMPOSITION POLITIQUE DE L'HOMOSEXUALITÉ À L'IMAGE DE SON TEMPS.

1. LES ANNÉES GISCARD.

1A. UNE LIBÉRALISATION POLITIQUE, SOCIALE ET ÉCONOMIQUE.

L'élection de Valérie Giscard d'Estaing en mai 1974 provoque une rupture historique forte dans l'histoire de la V^e République. Après une élection qui a vu la gauche aux portes du pouvoir, le successeur de Georges Pompidou se propose d'instaurer une société libérale avancée⁶⁹. Dans un contexte économique qui voit la fin de ce que Jean Fourastié a pu conceptualiser en tant que les « Trente Glorieuses », la société française est dans l'attente de changements politiques et sociaux conséquents.

« J'écoute et j'entends encore l'immense rumeur du peuple qui nous a demandé le changement. Nous ferons ce changement avec lui, pour lui, [...] nous le conduirons en particulier avec sa jeunesse qui porte comme des torches la gaieté et l'avenir⁷⁰. » Valérie Giscard d'Estaing a bien saisi que les attentes des français.e.s ont largement dépassé les propositions traditionnelles du personnel politique conservateur. C'est comme si les effets de mai 68 et ses aspirations au changement avaient mis plusieurs années pour irriguer tout le corps social⁷¹. VGE a aussi saisi que cette aspiration à de nouvelles libertés collectives, cette volonté d'organisation par de larges franges de la population est une situation que l'État doit limiter pour ne pas voir apparaître de

69 GAURON André, *Histoire économique et sociale de la Cinquième République*, Tome 2 : *Années de rêves, années crises (1970-1981)*, Paris, La Découverte, 1988, p. 239

70 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68, une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2008, p. 646

71 HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, *Génération*. Tome 1, *Les années de rêve*, 1990, 615 p., Tome 2, *Les années de poudre*, Paris, France, Seuil, 1990, p. 251

pouvoirs concurrents⁷². Dans une logique d'incorporation de la critique pour l'annihiler, le nouveau président français fait sienne une partie des revendications des mouvements sociaux et s'engage dans la révision de l'arsenal législatif. Le septennat débute par l'adoption de plusieurs réformes « symboliques » qui marquent une volonté d'étendre les libertés individuelles. C'est tout d'abord la légalisation du divorce par consentement mutuel qui est voté le 4 juin 1974. S'en suit l'abaissement de la majorité à 18 ans qui est adopté le 25 juin 1974. Le 4 décembre 1974 est aussi adoptée une loi sur la contraception qui supprime l'autorisation parentale pour l'achat de contraceptifs et leur remboursement par la sécurité sociale. Enfin est soumis au vote des député.e.s un projet de loi visant à abolir la loi de 1920 qui interdit l'avortement. Si VGE saisit l'urgence de mettre fin à un certain nombre de situations absurdes, aucune loi n'est cependant adoptée sans les tergiversations du gouvernement et les résistances d'une majorité qui reste farouchement conservatrice, adepte de l'ordre et de la morale. La loi sur le divorce et encore plus celle sur l'avortement ne sont votées que grâce aux voix des députés de gauche. Simone Veil, ministre de la Santé, reconnaît cette urgence et le besoin de légiférer lors du débat sur l'avortement. Lors des débats à l'Assemblée nationale elle reconnaît le 26 octobre 1974 que « nous sommes arrivés à un point où, en ce domaine, les pouvoirs publics ne peuvent plus éluder leurs responsabilités. La situation actuelle est mauvaise. Elle est déplorable et même dramatique parce que la loi est ouvertement bafouée, pire même ridiculisée ». Face à cet aveu, la réaction de l'opposition de gauche est sans équivoque : « vos hardiesses, répond le député socialiste de Lille, Pierre Mauroy, sont des hardiesses à retardement »⁷³.

Même si le gouvernement cherche à combler un fossé qui n'a cessé de se creuser depuis près d'une décennie, jamais la société française n'a paru aussi cloisonnée, bloquée, comme le diagnostique dans un retentissant essai le sociologue Michel Crozier⁷⁴. La fracture entre les sommets de l'État, des institutions incapables de se transformer et un contexte sociétal en perpétuelle évolution est colossale. Les nouveaux courants de pensée, féconds et novateurs, développés par une « nouvelle société » sont mal ou peu perçus⁷⁵. C'est dans ce contexte que Michel Antoine Burnier et Bernard Kouchner entament une longue enquête pour comprendre à

72 GAURON André, *Histoire économique...*, *op. cit.*, p. 240

73 GAURON André, *Histoire économique ...*, *op. cit.*, p. 241

74 CROZIER Michel, *La société bloquée*, Paris, Seuil, 1970, 251 p.

75 HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, *Génération ...*, *op. cit.*, p. 251

quoi ressemble la France en ce début des années 1970. Ils parcourent les différents foyers de contestation et donnent la parole à toutes celles et ceux qui s'engagent : professeur.e.s, ouvrier.e.s, gauchistes et syndicalistes. Il me semblait intéressant de présenter ici un extrait de l'introduction de ce livre-reportage qui permet de mettre des mots sur un état de tension permanent.

« La France bougonne, grommelle, conteste, se bat et se surveille. En 1970, les rêves se tarissent et s'opposent. Les femmes et les enfants refusent de jouer les doublures et parlent d'esclavage. Des prêtres se marient, d'autres retroussent leur soutane. Les volutes de la drogue retombent vite. On se met en ménage à quinze, on divorce à tour de bras [...]. À l'époque de la voiture et du Frigidaire, de la vente à crédit et des loisirs collectifs, là où des observateurs pondérés attendaient une génération raisonnable, la France découvre le romantisme de l'illégalité. Le phénomène prend une ampleur mondiale : devant le gâchis et les contradictions des sociétés bouleversées par les sciences et les techniques, une jeunesse que l'échec n'a pas encore démobilisé a tout à gagner dans le combat qu'elle mène contre une organisation dont elle est exclue. Gauchistes et contestataires ne sont pas les marionnettes d'un complot international. Fils naturels de notre société ils naissent du pourrissement des conformismes, du vieillissement des routines et des morales [...]. Les gauchistes et les autres se révoltent parce qu'ils savent qu'on ne peut rien changer au long des voies élimées et bouffonnes des carcans politiques. Par la violence et l'ironie ils récuse le système tout entier, son enseignement et sa culture, son organisation sociale et son ordre policier [...]. Si les cris ne s'accordent pas encore, chaque français est individuellement un rebelle⁷⁶ . »

Au-delà d'une société en crise, d'autres changements, de nature économique et politique, transforment la France en profondeur. Si le choc pétrolier de 1973, suite à la décision des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) d'augmenter le cours du prix du baril, a des conséquences importantes sur l'économie française il existe parallèlement d'autres facteurs d'explication. Selon Jacques Marseille l'économie mondiale fait aussi face à un ralentissement de la croissance qui s'était maintenue à des niveaux exceptionnels depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette situation peut être couplée à une « crise de l'emploi », conséquence du recul d'une partie des activités industrielles⁷⁷. Par ailleurs le chômage, quasi inexistant pendant toute la période des « Trente Glorieuses », passe de 1,6 % en 1966 à 2,8 % en 1974 pour atteindre 4 % en 1975 et s'établir à 7,4 % en 1981⁷⁸. En parallèle d'un contexte économique qui se détériore, l'échiquier politique français connaît lui aussi de profondes transformations. La gauche

76 HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, *Génération ...*, op. cit., pp. 250-251

77 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68 ...*, op. cit., p. 656

78 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68 ...*, op. cit., p. 657

parlementaire, avec pour avatars la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS) et le Parti communiste français (PCF), n'a pas véritablement su comment engranger électoralement les aspirations des français.e.s après les événements de mai-juin 1968, souvent trop occupée à se combattre. Pourtant le 26 juin 1972 est signé le « Programme commun de gouvernement » entre les deux entités, alliance qui va se maintenir jusqu'aux élections municipales de 1977. Cette plateforme électorale devait servir pour les élections législatives de 1974. Même si ce programme est le fruit de la stratégie miterrandienne et d'une certaine manière la réponse politique des partis de gauche aux événements de 1968, cette alliance suscite l'espoir que la majorité de droite, au pouvoir depuis quinze ans, puisse être renversée⁷⁹. L'hégémonie du PCF face au futur Parti socialiste commence dans le même temps à se déliter. Après un premier infléchissement du PCF à l'automne 1974 lors des élections législatives, les socialistes prennent définitivement le pas sur les communistes sur le terrain électoral, comme le confirment les élections municipales de 1977. La publication de *l'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne en 1974 porte aussi un coup à la perspective politique du marxisme et développe une critique du modèle soviétique qui n'est plus seulement l'apanage de la droite conservatrice.

Que ce soit sur le plan politique, social ou économique, ces multiples transformations contribuent à l'émergence voire au renforcement d'un certain nombre de mobilisations et de mouvements sociaux originaux.

1B. L'ENRACINEMENT DES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX.

Les longues années 1968 permettent l'émergence d'un certain nombre de mouvements spécifiques qui vont être qualifiés de Nouveaux mouvements sociaux (NMS). Ils apparaissent au tout début des années 1970, montent en puissance et jalonnent toute la décennie. Les Groupes de libération homosexuels, en tant que mouvement politique de l'homosexualité, s'inscrivent dans cette perspective d'un développement des luttes spécifiques. Si chaque mouvement dispose de ses propres particularités, de sa propre temporalité et d'objectifs politiques singuliers, les liens sont nombreux et les luttes parfois communes.

Alors qu'une partie des organisations gauchistes rentrent en crise dès le début des années

79 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, 68 ..., *op. cit.*, p. 672

1970 (auto-dissolution de la Gauche prolétarienne et dissolution de la Ligue communiste en 1973) et que la lumière faite sur les réalités dans les systèmes soviétique et maoïste sapent les fondements idéologiques de l'extrême gauche⁸⁰, l'idéal gauchiste et révolutionnaire n'est pas pour autant abandonné. Les nouveaux mouvements sociaux qui se développent adoptent une temporalité distincte des organisations gauchistes classiques. L'horizon révolutionnaire qui place sa temporalité dans un avenir radieux mais lointain est lentement remplacé par des luttes inscrites dans le temps présent avec comme volonté politique de faire adopter tout un ensemble de revendications. Par ailleurs, comme le signale Michelle Zancarini-Fournel, c'est en changeant d'échelle d'observation, en se situant « au niveau des groupes et des parcours individuels » que ce qu'elle appelle les « traces » des événements de mai-juin 1968 apparaissent comme plus durables et plus effectives⁸¹.

Les mouvements féministes et plus particulièrement le Mouvement de libération des femmes (MLF) sont certainement les cas les plus emblématiques de ces NMS. Les luttes féministes prennent corps sur plusieurs terrains. D'un côté un combat principalement revendicatif pour des avancées concrètes des droits des femmes, de l'autre la remise en cause de leur assignation en tant que femme, mère ou épouse. Dans une perspective de renouvellement des répertoires d'actions, les féministes ont affirmé des mots d'ordre et des revendications politiques dans le droit fil de la tradition extra-parlementaire de l'extrême gauche sans se contraindre à une organisation institutionnalisée ou à des objectifs progressifs et limités, propres aux partis⁸². Depuis son apparition en plein mois d'août de l'année 1970, le MLF, rejoint ensuite par le Mouvement de libération de l'avortement et de la contraception (MLAC), a fait du droit à l'avortement son premier combat. L'adoption par le gouvernement de la loi Veil n'est pourtant pas une victoire totale pour les féministes. D'un côté elles replacent le corps des femmes dans les mains d'une institution patriarcale qu'est le corps médical et de l'autre, la loi – sans être le reflet exacte des revendications portées par le MLF et le MLAC – n'est votée que pour une durée de cinq ans. Quand arrive le moment de son réexamen par l'Assemblée nationale, pour marquer leur présence et affirmer un rapport de force, les féministes organisent le 6 octobre 1979 une marche

80 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68 ...*, *op. cit.*, p. 674

81 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68 ...*, *op. cit.*, p. 405

82 RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline, *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012, p. 41

non-mixte à Paris qui rassemble plus de 30 000 femmes⁸³. À partir de 1975 est mené un second combat d'ampleur qui cherche à faire adopter une loi sur le viol. Celle-ci est votée cinq ans plus tard, en décembre 1980⁸⁴. Sur le plan peut-être plus théorique et politique de la libre disposition des corps, les féministes élaborent un discours qui remet en cause le modèle « postvichyste » d'une morale traditionnelle et d'une sexualité enfermée dans le mariage ayant pour but la procréation⁸⁵. Avec pour mot d'ordre « le privé est politique », les féministes analysent les rapports sociaux entre les hommes et les femmes dans les termes d'une domination, d'une aliénation et d'une oppression spécifique.

Si la lutte des femmes est emblématique, les années 1970 voient se développer les luttes d'un certain nombre de nouveaux acteurs sociaux. Il en va ainsi de la jeunesse qui maintient tout au long de la décennie une mobilisation lycéenne et étudiante conséquente. En 1973 d'abord, contre la loi Debré qui limitait les sursis avec pour slogan : « Cinq ans déjà, coucou nous revoilà » puis à nouveau en 1976, pour ne citer que les mobilisations majeures. 1968 a représenté auprès de cette jeunesse une rupture dans l'évolution de leurs attitudes politiques. Rupture quant à leur attitude face à la politique traditionnelle partisane, couplée à la réelle volonté de prendre la parole eux.elles-même pour eux.elle-mêmes⁸⁶. Annick Percheron résume la situation ainsi : « Depuis 1968, et c'est un des plus grands changements intervenus, les jeunes ont appris à poser leurs problèmes non plus en termes individuels mais en termes collectifs et politiques⁸⁷ ».

Avec la crise et la recomposition du mouvement ouvrier, de nouvelles formes d'organisation émergent. De nouvelles thématiques et des luttes spécifiques permettent à la résistance ouvrière de transformer son cadre. Avec les années 1970 apparaît le concept de l'autogestion dont la Confédération française démocratique du travail (CFDT) se fait l'écho. La lutte autour de l'usine LIP, la grève de la CIP, usine de confection dans le bassin minier du Nord ou encore celle du Joint français en sont des exemples concrets. Les méthodes de luttes se font aussi plus radicales. Selon une note du ministère de l'Intérieur en juillet 1975, un conflit sur deux se déroule avec une occupation des bâtiments, des piquets de grèves et la séquestration des cadres

83 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68 ...*, *op. cit.*, p. 649

84 *Ibid.*

85 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68 ...*, *op. cit.*, p. 650

86 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68 ...*, *op. cit.*, p. 647

87 PERCHERON Annick, « Se faire entendre : morale quotidienne et attitudes politiques des jeunes », *La Sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, 1980, p. 165

et des patrons⁸⁸. L'écologie entre dans le champ politique lors des élections de 1974 avec la candidature de René Dumont⁸⁹. Loin de se limiter au domaine électoral elle investit le champ politique en donnant à certaines luttes un écho qui continue de résonner aujourd'hui : la mobilisation contre la centrale nucléaire de Fessenheim ou encore contre l'extension d'un camp militaire dans le Larzac. Il est aussi important de rapporter la constitution de luttes des personnes immigrées, concernant souvent leurs conditions de vie et de travail. De nombreuses grèves de loyers dans les foyers de la région parisienne participent à la politisation de ces migrant.e.s et les amènent à se positionner sur des questions internationales, comme autour de la question palestinienne⁹⁰.

Ces Nouveaux mouvements sociaux proposent une multiplicité de thématiques de luttes et de nouvelles formes d'organisation. Ils nous renseignent aussi en creux sur l'état d'esprit d'une époque et sur leur capacité à faire évoluer des situations par un ancrage dans le présent. Mais cette explosion de la vie militante ne doit pas faire oublier un cadre judiciaire et répressif encore conséquent, tout particulièrement en ce qui concerne les minorités, quelles qu'elles soient.

1C. AUTOUR DE LA QUESTION JURIDIQUE ET DE LA RÉPRESSION.

Même si Valérie Giscard d'Estaing a fait baisser l'âge de la majorité de 21 à 18 ans, l'inégalité est toujours de mise entre hétérosexuel.les et homosexuel.les. La majorité sexuelle en ce qui concerne l'hétérosexualité est, elle, de 15 ans. L'homosexualité continue à être sous le coup de tout un arsenal de lois répressives. Cette situation va influencer certaines revendications des futurs GLH. L'étude des données juridiques et répressives se trouve simplifiée grâce aux chiffres et analyses données tout au long de la décennie 1970 par Claude Courrouve et l'association qu'il a constituée avec Louis Mallet. Celle-ci, connue sous le nom de l'Aleph (Association pour la liberté d'expression des pédérastes et homosexuels) devient en 1977 le Centre d'information et de documentation de l'homosexualité (CIDH)⁹¹. Son but est de « constituer un centre d'information

88 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68 ...*, *op. cit.*, p. 657

89 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68 ...*, *op. cit.*, p. 662

90 ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68 ...*, *op. cit.*, p. 666

91 GIRARD Jacques, *Le Mouvement homosexuel en France : 1945-1980*, Paris, France, Syros, 1981, p.119

et d'étude concernant les divers modes de répression et de normalisation qui visent le comportement homosexuel⁹² ».

Jusqu'en 1942 aucune loi ne qualifiait l'homosexualité de « crime contre-nature ». La condamnation pour homosexualité avait été supprimée lors de l'adoption de la constitution de 1791. Le XIX^e siècle a tout de même été l'occasion pour le pouvoir politique de réprimer une certaine « déviance ». La régulation des désordres sexuels est rendue possible par l'adoption des articles 331 (condamnant les attentats à la pudeur), 334 (excitation de mineur à la débauche) et 330 (outrage public à la pudeur) du code pénal. C'est donc tout un dispositif législatif qui est mis en place pour inculper de manière indirecte les homosexuels⁹³. Par une ordonnance du 6 août 1942, qui modifie l'article 334 du code pénal, Philippe Pétain réintroduit de manière explicite dans le droit français la pénalisation des relations homosexuelles : « Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans [...] quiconque aura [...] pour satisfaire ses propres passions, commis un ou plusieurs actes impudiques ou contre nature avec un mineur de son sexe âgé de moins de vingt et un ans ». Lorsque le général De Gaulle arrive au pouvoir, par une ordonnance du 8 février 1945, son ministre de la justice, François de Menthon, catholique et résistant, confirme la loi de Pétain en affirmant qu'elle ne donne lieu à aucune critique⁹⁴. Cette législation est la conséquence d'une rhétorique de la résistance qui se basait largement sur des valeurs liées à la masculinité et la virilité en opposition avec une France prostrée et soumise durant l'Occupation. En 1960 le député Paul Mirguet parvient par l'adoption d'un amendement à faire qualifier l'homosexualité de fléau social au même titre que l'alcoolisme ou la tuberculose. L'intérêt porté à la question homosexuelle par les pouvoirs publics se retrouve aussi dans l'existence d'un groupe de contrôle des homosexuels au sein de la brigade des mœurs de la préfecture de Paris.

L'infraction « homosexualité » avec une personne de moins de vingt et un ans relève des tribunaux correctionnels et appartient aux infractions qualifiées d'« infractions contre les bonnes mœurs et la morale » parmi lesquelles on trouve, à titre indicatif, le proxénétisme ou encore le racolage. Comme le souligne l'Agence *Tasse* numéro 10 du 5 octobre 1976, les poursuites sous le

92 « L'ALEPH », *Agence Tasse*, n° 6, 15 juillet 1976, p. 8

93 JACKSON Julian, *Arcadie : la vie homosexuelle en France, de l'après-guerre à la dépénalisation*, Paris, France, Autrement, 2009, p. 27

94 JACKSON Julian, *Arcadie ...*, *op. cit.*, p. 46

coup de l'article 330.1 baissent régulièrement au cours de la décennie. Au cours de l'année 1971 ce sont 306 personnes qui sont poursuivies, 297 en 1972, 251 en 1973, 147 en 1974, 179 en 1975 et 117 en 1976. À titre de comparaison, ce sont 424 condamnations qui avaient été prononcées pour la seule année 1966⁹⁵. Ces chiffres, il faut le souligner, ne concernent ni le détournement de mineurs, ni les outrages à la pudeur, ni l'excitation de mineur à la débauche, mais bien le seul délit d'homosexualité. Il faut aussi avoir à l'esprit que ces chiffres ne concernent pas les mineurs – c'est-à-dire dans le cas précis de l'homosexualité, moins de 18 ans – qui sont jugés par les tribunaux pour enfants.⁹⁶

La gauche, et tout particulièrement le Parti communiste, à l'égal d'une grande partie de l'extrême gauche française a longtemps considéré que l'homosexualité était un vice petit-bourgeois, dégénérescence capitaliste dont les ouvriers étaient épargnés. Un dossier juridique autour de l'homosexualité publié dans le numéro 17 de l'*Agence Tasse* propose des statistiques établies par Daniel Guérin qui donnent à voir les condamnations pour délit d'homosexualité à partir des catégories socio-professionnelles. Pour l'année 1971, ce sont 123 ouvriers qui ont été condamnés, représentant 44,6 % des condamnations totales pour une représentation de 37,8 % de la population active. En comparaison les professions libérales et les cadres supérieurs – cette catégorie justement des petits bourgeois – représentent, avec 8 condamnés, 3,81 % des condamnations⁹⁷. Il faut bien sûr ramener cette population à la part qu'elle occupe dans la société active (c'est-à-dire 4,9 % selon les chiffres de Guérin) et ne pas oublier que les plus privilégié.e.s disposent de plus de ressources lorsqu'il s'agit de se soustraire à la répression, mais cela suffit amplement à remettre en cause cette idée véhiculée par une grande partie de la gauche.

La répression de l'homosexualité ne passe pas seulement par une répression policière ou judiciaire. Celle-ci est aussi la résultante d'un état d'esprit global de la société quant à son rapport à l'autre. Dans son ouvrage sur Arcadie, Julian Jackson nous propose les résultats de trois sondages réalisés en 1975, 1979 et 1980. Ceux-ci donnent quelques indications sur le rapport de l'opinion publique à l'homosexualité. Pour l'année 1975, à la question de savoir comment décrire l'homosexualité, 42 % des personnes interrogées considèrent que c'est une maladie à guérir, 24 % pensent que c'est un comportement comme un autre et 22 % soutiennent que c'est une perversion

95 « Infraction homosexualité », *Agence tasse*, n° 10, 5 octobre 1976, p. 8

96 *Ibid.*

97 « Dossier juridique de l'homosexualité », *Agence Tasse*, n° 17, 20 janvier 1977, p. 5

à combattre. La question suivante s'intéresse à la manière dont des parents réagiraient à la nouvelle de l'homosexualité de leur enfant. 3 % affirment que cela ne les dérangerait pas, 16 % pensent que cela « me ferait de la peine, mais je le laisserais vivre comme il veut », 34 % chercheraient à le faire changer et 38 % seraient « profondément choqué et [...] feraient tout pour le faire changer ». Les résultats pour les années 1979 et 1980 sont pratiquement identiques à ceux de 1975. Ces sondages montrent invariablement que l'acceptation de l'homosexualité reste très limitée⁹⁸.

L'homosexualité reste donc particulièrement visée par la justice et la répression. Cette logique répressive ne souligne certainement que l'état d'esprit d'une large part de la population française qui voit l'homosexualité au mieux comme une maladie, au pire comme une perversion. C'est dans ce contexte que sont apparus différents mouvements et organisations aux objectifs politiques spécifiques.

2. UN HÉRITAGE COMPLEXE EN COURS DE RÉACTUALISATION.

L'histoire de l'homosexualité n'est pas une histoire linéaire. Ce n'est pas une lente évolution vers l'émancipation et la libération. Différents groupes se sont succédé, se nourrissant les uns les autres, se contredisant parfois. Il est possible de parler d'une reformulation et d'une reconfiguration permanente des stratégies militantes. Deux groupes ont une importance particulière – et cela de manière spécifique – dans l'apparition, le développement et la définition des Groupes de libération homosexuels : Arcadie et le FHAR.

2A. ARCADIE

Arcadie est aujourd'hui reconnue comme la première organisation homosexuelle française. Longtemps méprisée, elle a retrouvé sa place dans l'histoire homosexuelle grâce à l'historien Julian Jackson. C'est l'exclusion d'un « groupe jeune » d'Arcadie qui est à l'origine du premier GLH parisien. Dans la construction identitaire des GLH, la référence à Arcadie est régulière : c'est un modèle en opposition.

98 JACKSON Julian, *Arcadie ...*, *op. cit.*, p. 253

Arcadie est fondée en 1954 et menée d'une main de fer par André Baudry jusqu'à ce que celui-ci décide de la dissoudre en 1982. Pendant près de quinze ans, jusqu'à l'apparition de l'éphémère Comité action pédérastique révolutionnaire (CAPR), Arcadie a constitué la seule organisation homosexuelle en France. Loin de ce que la mémoire militante a pu en retenir, il est aujourd'hui important de souligner que la situation qu'ont affronté les fondateurs d'Arcadie était particulièrement complexe et que loin de « raser les murs », ils ont pris des risques conséquents pour exister. Arcadie proposait un espace de sociabilité distinct et avait pour ambition de rassembler ce qu'André Baudry appelait le « peuple homophile » en une sorte de communauté. La rencontre avec Arcadie pour ses adhérent.e.s implique des situations particulières. Pour certain.e.s elle représente une première initiation au monde homosexuel, une première étape qui va être suivie par de nombreuses autres. Il y en a pour qui Arcadie n'est qu'un autre espace de sociabilité homosexuelle alors que pour d'autres, enfin, l'organisation représente une toute nouvelle façon de vivre leur homosexualité et devient le centre de leur vie homosexuelle.

Même s'il dispose de représentants dans différentes villes françaises, c'est un mouvement homophile – tel qu'il se revendique à partir de 1975 – majoritairement parisien. Au cours de ces années 1970, critiquée de toute part, Arcadie vit pourtant son âge d'or. La revue revendique entre 12 000 et 15 000 abonnés en 1972, 25 000 en 1974 et 30 000 en 1975⁹⁹. Ce qu'il y a d'intéressant chez Arcadie c'est cette dimension à vouloir comprendre qui sont ses membres et à chercher à définir sociologiquement les statuts de ses adhérent.e.s. Cela permet donc d'obtenir un certain panorama de ce qu'est la population homosexuelle en France à la fin des années 1960 et au cours des années 1970. Il faut cependant prendre en compte le fait que les adhérent.e.s d'Arcadie sont des individu.e.s qui, d'une certaine manière, plus ou moins secrète, reconnaissent leur homosexualité et cherchent à sortir de l'isolement. C'est une attitude qui est certainement très loin d'être le cas de la majorité des homosexuel.le.s en France. En 1974 une grande enquête est menée par la revue auprès de ses membres et ce sont quelques mille réponses qui sont obtenues¹⁰⁰. Les adhérent.e.s de plus de 60 ans représentent 8,1 % des membres (contre 23,1 % dans la population). On constate aussi une légère surreprésentation des hommes entre 25 et 40 ans. La

99 JACKSON Julian, *Arcadie...*, *op. cit.*, p. 238

100 *Ibid.*

moitié d'entre eux.elles habite Paris et sa région. Sur le plan social, les professions libérales et les membres de la classe moyenne dominant largement. Ils représentent 39 % des membres alors que les ouvriers ne sont que 7 %. 3 % d'entre eux sont étudiant.e.s. Il est par ailleurs fondamental de souligner qu'Arcadie est une organisation presque exclusivement masculine même si des lesbiennes ont pu chercher à s'y regrouper elles aussi.

En 1977 Arcadie envoie un autre questionnaire à ses adhérent.e.s de province pour connaître les modes de vie de ses membres¹⁰¹. Les quelques cinq cent réponses obtenues donnent une image particulièrement sombre de la vie des homosexuel.le.s français.es au milieu des années 1970. 50 % d'entre eux.elles vivent seul.e.s, 25 % vivent en famille et 9 % sont marié.e.s. Illes ne sont que 15 % à avoir un.e « ami.e » avec qui illes vivent. Dans le même temps, 25 % n'ont aucune vie sexuelle et près de 26 % ne disposent d'aucun contact avec le milieu homosexuel. Quand ce contact existe, il passe pour 18 % d'entre eux.elles par Arcadie. 45 % des personnes interrogées déclarent fréquenter d'autres homosexuel.le.s, alors que 40 % d'entre elles ne connaissent pas même un autre arcadien. En ce qui concerne la question du « *come out* », dans un quart des cas ni famille ni ami.e.s ne sont au courant de leur homosexualité. Dans le même temps, la moitié d'entre eux.elles l'ont confié à quelques personnes et le dernier quart affirme ne pas se cacher. Enfin, dans le cadre professionnel, dans les deux tiers des cas personne ne le sait.

Arcadie conçoit d'une façon toute particulière l'homosexualité et de la manière dont elle doit s'exprimer dans l'espace public. C'est ce positionnement qui lui attire les foudres des organisations homosexuelles militantes des années 1970. Dans le bulletin numéro 76 de l'organisation, André Baudry affirme que « la masse homophile [...] doit vivre dans un tel silence, confondue dans la société, que rien ne pourra la faire remarquer¹⁰² ». Il va même jusqu'à apporter son soutien à l'ordre moral et à la famille traditionnelle que tant d'autres honnissent. « Loin de porter atteinte à la moralité publique nous l'élèverons [...] Nous ne portons pas davantage atteinte à la Famille, à l'esprit de Famille, à la stabilité familiale¹⁰³. » Se fondre dans la masse implique aussi selon André Baudry de présenter une image respectable de l'homosexualité. C'est dans ce sens qu'il récuse toutes celles et ceux qui souhaitent se présenter sous un autre jour. Dans le mot du mois du numéro 273 de la revue il s'adresse ainsi à toutes les formes

101 JACKSON Julian, *Arcadie...*, *op. cit.*, p. 253

102 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 52

103 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 66

d'homosexualité qu'il considère comme déviantes : « Pourquoi ne connaît-on de vous que vos excès, vos délires, vos tapages, vos excentricités, votre obsession du sexe et rien que le sexe ? Puisque vous désirez – exigez – être admis par la société [...] pourquoi alors donnez-vous de votre personnalité cette image misérable, triste, nauséabonde parfois, peu ragoutante souvent, pourquoi faites-vous peur ? ». « Pourquoi depuis des siècles avons-nous toujours donné une si piètre image de ce que nous sommes ?¹⁰⁴ » Ces allégations, en rupture totale avec les positionnements du FHAR et des GLH, permettent de mieux comprendre la haine et le mépris que les organisations révolutionnaires portent à Arcadie.

André Baudry considère qu'Arcadie doit s'adresser à trois publics : les homosexuels, les élites et ceux qui font l'opinion (dans la perspective de pouvoir les influencer et les pousser à changer la législation et faire avancer les mœurs), et enfin le public hétérosexuel au sens large. Arcadie ne s'est jamais conçue comme un mouvement politique traditionnel. Sa direction rejette la notion d'une action militante classique. Il n'est « pas question de hisser un drapeau ni une banderole » et refuse de manifester dans la rue¹⁰⁵. L'organisation est donc accusée par ses détracteurs de très peu contribuer à faire évoluer les dispositifs législatifs malgré ses discours en ce sens. Il est cependant intéressant de noter que lors de son colloque à Reims les 23 et 24 avril 1977 qui réunit près de 400 délégués, Marc Daniel, l'un des principaux responsables du mouvement, rappela les deux thèmes du combat mené par Arcadie en dehors de toute revendication politique : « l'évolution des mentalités dans la société et la modification de certains textes de loi en vigueur dans le pays et stigmatisant les homophiles¹⁰⁶ ».

Cette recherche permanente de la discrétion et cette fameuse revendication d'un droit à l'indifférence génère des conflits récurrents avec les GLH. Enfanté en son sein mais révolté par son conservatisme, le FHAR bouleverse le paysage et la perspective de l'homosexualité militante.

2B. LE FHAR

Le FHAR est devenu par le biais du discours militant la référence principale de la

104 « Sur Arcadie », *Agence Tasse*, n°9, 5 mai 1976, p. 3

105 JACKSON Julian, *Arcadie...*, *op. cit.*, p. 260

106 « Baudry, Doucé et les autres », *Agence tasse*, n°22-23, 5 et 20 mai 1977, p. 10

mythologie homosexuelle. Il représente un « moment » dans l'histoire de l'homosexualité pour reprendre le titre d'un article écrit par Massimo Prearo et peut-être même une « simple » parenthèse et non le début du mouvement homosexuel¹⁰⁷. Le FHAR est le référentiel permanent des GLH. Ceux-ci, à sa disparition, en ont pris le relais politique. Le FHAR s'inscrit par ailleurs dans un discours de libération sexuelle porté par une époque et propose une nouvelle acceptation de l'identité homosexuelle.

L'interruption de l'émission de Méné Grégoire le 10 mars 1971 à la salle Pleyel, consacrée à « l'homosexualité ce douloureux problème », constitue l'acte fondateur du FHAR dans l'imaginaire de ses militant.e.s. Un peu plus d'un mois plus tard, le 23 avril 1971, grâce à la participation de Guy Hocquenghem au groupe gauchiste Vive la révolution (VLR), le journal maoïste *Tout!* ouvre ses pages au FHAR qui y publie ses textes fondateurs. Il donne à voir pour la première fois la question de l'homosexualité dans un journal distribué en kiosque. Ce numéro 12 du journal fut par ailleurs rapidement saisi et Sartre, son directeur de publication, mené en justice. Sa diffusion lance véritablement le groupe. À partir de la fin du mois de mai 1971 des réunions hebdomadaires se tiennent dans un des amphithéâtres de l'École des Beaux-Arts. « À la première [réunion] nous étions une trentaine. Le jeudi suivant une centaine et au moment des départs en vacances un millier » note Guy Hocquenghem. Les participant.e.s font état d'un désordre et d'un chaos sans nom lorsqu'elles évoquent la tenue de ces rencontres. Un groupe particulier, les Gazolines, nom du groupuscule formé par les folles du FHAR, met par ailleurs tout en œuvre et mobilise tous ses efforts pour rendre les discussions impossibles et ainsi ne pas reproduire l'univers du militantisme traditionnel.

Un autre coup d'éclat du FHAR est la participation du groupe, de concert avec les féministes du MLF, à la manifestation du 1^{er} mai 1971. C'est la première apparition publique de l'homosexualité dans l'espace politique traditionnel. Le FHAR célèbre à l'instar du mouvement homosexuel étasunien l'idéologie du « *come out* », loin du paradigme de respectabilité que cherchait à professer Arcadie. « Lesbiennes et pédés, arrêtons de raser les murs¹⁰⁸ ». Ce mot d'ordre reflète avec justesse cette volonté politique de sortir de l'ombre pour chercher à exister au

107 PREARO Massimo, « Le moment 70 de la sexualité : de la dissidence identitaire en milieu militant », *Genre, sexualité & société*, n°3, printemps 2010.

108 FRONT HOMOSEXUEL D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE, *Rapport contre la normalité*, Paris, Champ libre, 1971, p. 6

grand jour. Écrit durant l'été 1971 sous la plume de Guy Hocquenghem, Pierre Hahn ou encore Françoise d'Eaubonne, la publication du *Rapport contre la normalité* peut être considérée comme le manifeste politique du FHAR. Ce recueil est à la fois un cri de rage et d'existence mais aussi un procès à charge contre toutes les formes de répression : la médecine, la justice, la psychiatrie.

Si le FHAR a d'abord été créé par une majorité de lesbiennes féministes, les assemblées générales des Beaux-Arts se convertissent rapidement en un lieu de drague masculin. Des orgies se déroulent dans les alcôves de l'école, à l'abri des regards. Comme le souligne Michael Sibalís, il y a une « déconnexion évidente entre les visées politiques du FHAR et les attentes plus prosaïques de la plupart des jeunes hommes présents à ces réunions¹⁰⁹ ». Ces assemblées représentent pour nombre de jeunes homosexuels le seul espace de rencontre et de sociabilité en dehors de la rue Sainte-Anne et du jardin des Tuileries¹¹⁰. Cette dépolitisation couplée avec la surreprésentation masculine entraîne le départ des lesbiennes qui fondent en 1973 le groupe des Gouines rouges. La perspective politique du FHAR est rapidement battue en brèche et du fait de son manque d'organisation, le groupe s'essouffle dès 1973. À la demande de l'administration de l'école la police disperse la dernière assemblée générale début 1974.

Contrairement à ce qui est l'essence politique des GLH, le FHAR se refusait à être un groupe organisé et s'imaginait bien plus comme une expérience vécue collectivement¹¹¹. C'est contre toute forme d'organisation qu'il se définissait : « le FHAR [...] n'est que l'homosexualité en marche. Tous les homosexuels conscients sont le FHAR [...]. Oui, nous sommes une nébuleuse de sentiments et d'actions¹¹² ». Au-delà de se penser comme homosexuel.le.s, les militant.e.s du FHAR sont avant tout révolutionnaires, et de ce fait en opposition totale avec Arcadie. C'est ce qui caractérise certainement de façon fondamentale ce groupe. Comme le note Jacques Girard, si le FHAR est révolutionnaire ce n'est pas seulement dans une acception classique du terme. Illes sont aussi révolutionnaires parce qu'illes remettent en question la virilité masculine, veulent mettre à bas la construction des rôles sociaux et aspirent à détruire la famille hétéro-patriarcale¹¹³. Ce sont aussi eux.elles qui théorisent pour la première fois l'idée d'un

109 SIBALIS Michael, « Le mouvement ..., *op. cit.*, p. 204

110 Hauts lieux de drague parisiens. La rue Sainte-Anne représente la dimension marchande du ghetto alors que les jardins des Tuileries et sa drague, dans l'appréhension d'une descente de la brigade des mœurs ou des « casseurs de pédés », se rapproche plus d'une version sauvage du ghetto.

111 SIBALIS Michael, « Le mouvement..., *op. cit.*, p. 207

112 FRONT HOMOSEXUEL D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE, *Rapport contre..., op. cit.*, p. 72

113 GIRARD Jacques, *Le Mouvement..., op. cit.*, p. 90

« ghetto homosexuel » et qui construisent un discours politique cherchant à s'en extraire et voulant le détruire¹¹⁴.

En cherchant à retracer rapidement l'histoire du FHAR, ce que je cherche à exposer ici ce sont toutes les problématiques et questions que ses militant.e.s ont fait surgir et comment celles-ci sont soit reprises par les futurs GLH soit les influencent d'une manière ou d'une autre.

2C. LA QUESTION HOMOSEXUELLE OBTIENT LENTEMENT DROIT DE CITÉ

La libéralisation progressive de la société française encouragée timidement par Valérie Giscard d'Estaing permet à de nombreuses thématiques de trouver un écho au-delà des cercles où elles étaient jusqu'alors cantonnées. L'homosexualité en fait partie. Une loi du 7 août 1974 démantèle l'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF) et insuffle un vent de liberté dans la production télévisuelle. La parution de nouveaux journaux et la fin de la censure pour d'autres publications permet aussi la démocratisation et la visibilité d'un discours longtemps maintenu sous silence.

En mai 1975, après plus de vingt ans d'interdiction d'affichage la revue *Arcadie*, par une décision du ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski, reparaît à nouveau dans les kiosques¹¹⁵. Cette première liberté concédée entraîne d'autres. La revue *Homo* retrouve elle aussi la vente libre et en 1976 apparaît une nouvelle publication nommée *Dialogues homophiles*. Le numéro 2 du bulletin de l'*Agence Tasse*, par une analyse des différents journaux et revues homosexuelles, permet aussi de prendre la mesure de cette presse spécifique foisonnante mais que la censure, par son arsenal de mesures répressives, avait rendue difficile d'accès. Il cite donc, en plus de celles déjà mentionnées, les revues *Sexpol* (qui même si elle traite régulièrement d'homosexualité n'est pas une publication spécifiquement homosexuelle), *Olympe*, *In*, *Hommes*, *Don* et *Andros*¹¹⁶.

La diffusion, à une heure de grande écoute, d'une émission sur l'homosexualité va représenter une véritable révolution. Le mardi 21 janvier 1975, Antenne 2, dans son programme *Les dossiers de l'écran*, consacre un dossier à l'homosexualité précédé par la diffusion du film de

114 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 86

115 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 114

116 « Revues », *Agence Tasse*, n° 2, 5 mai 1976, p. 8

Roger Peyrefitte *Les amitiés particulières*, qui est suivi par 19 millions de téléspectateurs¹¹⁷. Une première émission médicale à laquelle avaient participé Yves Navarre et André Baudry avait déjà été diffusée sur cette chaîne le 29 novembre 1973, mais elle n'avait obtenu que le quart de l'audience de l'émission de 1975. Au court du débat qui suit la diffusion du film, sont présents sur le plateau quelques écrivains à l'instar de Jean-Louis Bory, d'Yves Navarre et de Roger Peyrefitte. Les autres invités sont un prêtre, le père Xavier Thévenot, un endocrinologue et un neuropsychiatre ainsi que Paul Mirguet, auteur de l'amendement qualifiant l'homosexualité de fléau social. André Baudry représente Arcadie et s'indigne qu'aucune femme n'ait été invitée. Le débat est relativement favorable à l'homosexualité et le député Mirguet est mis en difficulté par l'ensemble des autres intervenants. C'est au cours de cette émission que Jean-Louis Bory tient les propos suivants, qui vont nourrir une réflexion autour de l'identité homosexuelle : « Il y a une réalité homosexuelle et si je suis là, c'est parce que l'homosexualité existe. Je n'avoue pas que je suis homosexuel, parce que je n'en ai pas honte. Je ne proclame pas que je suis homosexuel, parce que je n'en suis pas fier. Je dis que je suis homosexuel parce que cela est¹¹⁸ ».

L'événement qui donne définitivement droit de cité à l'homosexualité est la création le 4 janvier 1973 par Jean-Paul Sartre et Serge July, un ancien de la Gauche prolétarienne, du journal *Libération*. Son mot d'ordre tranche avec ce que sont les journaux de l'époque : « Libération sera ce que ses lecteurs en feront¹¹⁹ ». Le premier relais médiatique entre le journal et le mouvement homosexuel se fait par l'intermédiaire de Jean-Luc Henning, suspendu à cette même époque par l'éducation nationale pour avoir fait lire l'ouvrage du FHAR, *Trois milliards de pervers*, à ses élèves. C'est particulièrement la publication des petites annonces « Chéri(e) » qui accompagne la libéralisation de la parole homosexuelle. Cette prise de position en faveur de l'homosexualité va coûter un procès au journal en 1979 « pour outrage aux bonnes mœurs et incitation à la débauche¹²⁰ ». Très rapidement après sa création, des « stars » homosexuelles rejoignent le journal à l'image de Guy Hocquenghem qui y fait son entrée en 1976, bientôt rejoint par des anciennes Gazolines comme Hélène Hazera ou encore Michel Cressole. Une autre figure marquante de l'homosexualité à se joindre au journal se trouve en la personne du dessinateur

117 MARTEL Frédéric, *Le rose et le noir : les homosexuels en France depuis 1968*, Paris, Seuil, 2008, pp.150-151

118 *Ibid.*

119 MARTEL Frédéric, *Le rose et le noir...*, *op. cit.*, p. 154

120 *Ibid.*

Copi et de sa fameuse « femme assise » discutant avec un canard ou un gastéropode¹²¹. L'intérêt du journal pour la question homosexuelle est tel que Frank Arnal, co-fondateur du journal *Gai pied* en 1979 en parle en ces termes : « *Libération* a publié plus d'informations sur l'homosexualité en huit ans que l'ensemble de la presse quotidienne française depuis 1881¹²² ». Nombre des futurs GLH se constituent en publiant dans *Libération* une petite annonce pour se retrouver et se rencontrer. Les Groupes de libération homosexuels ne sont souvent que de petits groupuscules rassemblant quelques dizaines de personnes au maximum. Mais leur impact dépasse de loin leur taille grâce à la publicité qui leur est faite par le journal¹²³. Ainsi Jean Le Bitoux, figure historique du GLH – Politique et quotidien, réussit de manière audacieuse en juin 1977 à faire publier en une du journal un article s'intitulant « La colère gai » pour un rassemblement qui a « seulement » réuni 300 personnes¹²⁴. Pour reprendre les termes de Julian Jackson, si le journal *Le Monde* représente le soutien de l'establishment à Arcadie, *Libération* devient la voix du gauchisme homosexuel¹²⁵.

La sphère de la culture et du show-business est elle aussi perméable à la question homosexuelle. Les références à celle-ci se font de plus en plus nombreuses dans la chanson. Dans l'opéra rock *Starmania* de Michel Berger en 1977, Fabienne Thibeault chante *Un garçon pas comme les autres*. En 1978 la chanson de Charles Trenet *L'Abbé à l'harmonium* fait planer quelques sous-entendus. Cette chanson fait suite à *La flûte du maire* qui est elle aussi pleine d'ambiguïtés. Patrick Juvet quant à lui fredonne qu'il « fait des rêves immoraux de garçons enlacés »¹²⁶. Un groupe de théâtre travesti nommé les Mirabelles présente à Aix-en-Provence en 1974 un spectacle intitulé *Fauves* et obtient une reconnaissance conséquente. En passant de la scène *off* du festival d'Avignon à des représentations parisiennes, cette troupe propose une succession de spectacles, comme *Les Guérrilléroses* ou encore *Les Oiseaux de nuit*. Le psychanalyste Félix Guattari leur consacre même un article dans *Libération*. L'homosexualité semble être dans l'air du temps, tout du moins dans ce monde du spectacle et du show-biz¹²⁷.

121 *Ibid.*

122 *Ibid.*

123 JACKSON Julian, *Arcadie...*, *op. cit.*, p. 247

124 *Ibid.*

125 *Ibid.*

126 MARTEL Frédéric, *Le rose et le noir...*, *op. cit.*, p. 152

127 MARTEL Frédéric, *Le rose et le noir...*, *op. cit.*, p. 154

En ce début des années 1970, la société française semble être en passe d'accepter une certaine présence de l'homosexualité en son sein. Cette soudaine ouverture est le fruit de l'introduction de la question homosexuelle dans le monde du spectacle, de la télévision et tout particulièrement dans les journaux. Le FHAR et son horizon révolutionnaire a disparu. Arcadie et sa vision passéiste de l'émancipation n'est plus en phase avec son époque. Cette situation permet, d'abord à Paris puis à travers toute la France, l'éclosion d'une nouvelle formule militante homosexuelle, s'inscrivant de manière résolue dans le présent. Ce sont les Groupes de libération homosexuels.

3. LA NAISSANCE DES GROUPES DE LIBÉRATION HOMOSEXUELS

3A. DU GLH UNITAIRE PARISIEN...

Le GLH parisien se constitue à partir d'un groupe de jeunes homosexuel.le.s venant d'Arcadie et de quelques rescapé.e.s du FHAR de l'université de Jussieu. Les documents d'archives qui racontent ces premiers moments sont rares et pour certains d'entre eux inaccessibles¹²⁸. Le témoignage précieux d'un de ces anciens militants, Michel Heim, permet cependant de reconstituer sa courte histoire.

Tout commence par la constitution en 1971 au sein même d'Arcadie d'un groupe de jeunes homosexuel.le.s. Illes se proposent de réfléchir à des problématiques qui leur sont propres et d'essayer de rompre l'isolement qui les entoure, que ce soit au sein de leur famille ou de l'école. Au sein du mouvement homophile, un numéro de la revue mensuelle leur est confié. Il doit par son contenu trancher avec les bulletins habituels d'Arcadie. Loin des positions apolitiques d'André Baudry, ce numéro parle de marxisme et affirme qu'il ne peut y avoir de solidarité entre un patron et un ouvrier homosexuel. La rupture avec l'organisation a lieu quelques temps plus tard lorsque le groupe organise un débat au Club durant lequel la question des folles, sujet honni par Baudry, est évoqué et qu'un militant se propose d'aller s'enchaîner à une statue¹²⁹. Après la

128 Les archives personnelles de Jean Le Bitoux qui retracent l'histoire des GLH parisiens sont entreposées à la mairie de Paris mais il est impossible d'y accéder.

129 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, op. cit., p. 177

plainte de quelques vieux arcadiens auprès de leur guide, Baudry s'exclame : « Je ne veux plus vous voir, le groupe est noyauté par le PC, dehors !¹³⁰ ». Les dirigeants de la commission « jeunes » du club, Jean-Pierre Januel et Jean-Pierre Matteï, tous deux militants du Parti communiste français, sont expulsés d'Arcadie rejoints par tous les membres de la commission, en opposition avec les pratiques autoritaires de Baudry. L'ironie de la situation fait que le numéro coordonné par les jeunes militant.e.s ne sort qu'après leur expulsion du Club, en septembre 1973. Se pose alors la question de la suite à donner à leur bannissement. La commission se scinde en deux. Une première tendance arcadienne disparaît aussitôt et la seconde, oppositionnelle, adopte un nouveau nom : Philandros. Au bout de quelques semaines cette entité ne regroupe plus qu'une demi-douzaine de personnes¹³¹. La principale question qui animait le groupe était celle de sa structuration et de comment se constituer en association alors que par sa nature, elle était contraire aux « bonnes mœurs¹³² ».

En avril 1974, sur la proposition d'Alain Leroi, plus connu sous le pseudonyme de Jeanne d'Arc, le nom du groupe change pour adopter celui de GLH¹³³. La question de l'action militante est posée et la première initiative du groupe est d'aller distribuer des tracts sur le marché de la rue de Bretagne. Le jour du tractage personne n'ose véritablement passer à l'action. Comme le souligne Michel Heim, « sans doute le GLH n'aurait-il pas survécu à cette difficulté de passage à l'acte si, à ce moment précis, nous n'avions pas été contacté par d'anciens participants du FHAR¹³⁴ ». Ces ancien.ne.s du FHAR sont les lambeaux de l'ancien groupe de l'université de Jussieu. À eux.celles-ci, se joignent au GLH dès septembre 1974 les militant.e.s d'autres groupes ayant disparu : ceux.celles des journaux *l'Antinorm* et de *Sexpol*¹³⁵. Même si l'arrivée de ces nouveaux.elles militant.e.s est salvatrice pour le tout nouveau GLH, subsiste la crainte de revoir se jouer la fin chaotique des réunions aux Beaux-Arts. Illes redoutent que « le seul souci de satisfaire [leur] Ibid.o l'emportât sur l'action militante pour laquelle [ils étaient] en principe réunis¹³⁶ ». Le GLH, dans une logique d'organisation et de structuration, se donne un premier

130 *Ibid.*

131 « Témoignage de Michel Heim », 30 septembre 1998, sur le site web de Jacques Girard, www.multimania.com/jgir (ce site n'est plus en ligne), p. 4

132 « Témoignage de Michel Heim », *op. cit.*, p. 5

133 « GLH 14 décembre, "Notre" historique du GLH », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 33

134 « Témoignage de Michel Heim », *op. cit.*, p. 5

135 « GLH 14 décembre, "Notre" historique du GLH », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 33

136 « Témoignage de Michel Heim », *op. cit.*, p. 5

président en la personne de Jean-Paul Amouroux. Dans un souci de maintenir un degré de formalisme et d'organisation forte, le groupe se dote d'un manifeste en sept points intitulé « Manifeste programme pour la libération des homosexuels ». Ce premier GLH se veut ouvert à toutes et tous : « Le GLH doit être ouvert à tous. Sans distinction d'opinion philosophique, politique ou religieuse. Sans ségrégation raciale ou nationale¹³⁷ ». Il revendique par ailleurs, et ce en opposition totale avec l'image de respectabilité d'Arcadie, « tous les différents types de comportement homosexuels. Les homosexuels efféminés, les hypervirils, les travestis etc. [...] doivent pouvoir faire entendre leurs revendications propres, par et avec les moyens du groupe¹³⁸ ».

L'action militante du groupe se met rapidement en place et prend de l'importance. Au début de l'année 1975 le GLH compte une trentaine de militant.e.s¹³⁹. Les distributions de tracts sur les marchés se font nombreuses, tout comme l'affichage ou encore l'inscription du sigle GLH à la bombe sur les pissotières qui n'ont pas encore été détruites. La tendance unitaire¹⁴⁰ partage aussi un local avec un groupe anti-militariste connu sous le nom du MRAP rue du Faubourg-Saint-Denis et tient une permanence tous les vendredis soir¹⁴¹. Au cours du mois de février 1975 le local est plastiqué par un « groupe d'intervention nationaliste ». Cet attentat met le GLH à la rue et ouvre une période de flou. « Privé de lieu d'ancrage, [le GLH] n'allait pas tarder à dériver pour finir par se déchirer¹⁴². »

La relève politique du FHAR est donc constituée avec l'apparition du GLH unitaire parisien. Mais les pratiques militantes et les aspirations théoriques des un.e.s et des autres sont diverses. Dans un schéma lié aux pratiques politiques d'une époque, le groupe se scinde rapidement en tendances avant de provoquer l'éclatement.

3B. ... À L'ÉCLATEMENT EN TENDANCES

137 « Manifeste programme pour la libération des homosexuels » (janvier 1975), sur le site web de Jacques Girard, www.multimania.com/jgir (ce site n'est plus en ligne), p. 9

138 « Manifeste programme pour la libération des homosexuels », *op. cit.*, p. 10

139 « Témoignage de Michel Heim », *op. cit.*, p. 6

140 Nom utilisé rétrospectivement pour parler du GLH parisien avant les différentes scissions.

141 *Ibid.*

142 *Ibid.*

L'unité du GLH parisien dure moins de deux ans. Deux scissions successives donnent naissance à trois entités distinctes : le GLH – Politique et quotidien, le GLH – Groupe de base et le GLH 14 décembre. Ces scissions racontent la dynamique d'une époque et soulignent à quel point l'idée d'une identité homosexuelle est diverse.

La division du GLH unitaire parisien en trois tendances est la conséquence de plusieurs mois de conflit à l'intérieur du groupe. Le futur GLH 14 décembre évoque trois crises qui provoquent la rupture. La première, telle que je l'ai déjà mentionnée dans le point précédent, est la conséquence du plasticage du local rue du Faubourg-Saint-Denis. Les responsabilités sont de plus en plus diluées et le nouveau bureau politique ne se réunit jamais¹⁴³. À sa tête Alain le Huet cherche à préserver l'unité du groupe¹⁴⁴. Les premières crispations s'étaient faites sentir autour de la participation à la manifestation du 1^{er} mai 1975. En cette journée symbolique, la question posée était de savoir s'il fallait participer – certain.e.s souhaitaient ne pas manifester du tout – à la marche du matin avec les organisations gauchistes ou alors à celle de l'après-midi qui regroupe les partis politiques traditionnels et les syndicats. La décision prise est de suivre les deux cortèges¹⁴⁵. Le GLH 14 décembre rappelle dans son historique que « le désir d'engagement politique de certains militants n'est guère partagé par d'autres et le débat pour la participation au défilé [...] manque de provoquer une scission¹⁴⁶ ». Par ailleurs Michel Heim souligne que les assemblées générales du GLH sont de plus en plus théoriques contrairement à ce qu'elles étaient à son début et qu'elles prennent le pas sur l'action militante¹⁴⁷. Une grande majorité des ancien.ne.s de Philandros ne se reconnaissent plus dans les débats d'alors et se retirent progressivement du groupe¹⁴⁸. L'été marque une pause durant laquelle Alain Huet, Jean le Bitoux et Michel Heim se rendent ensemble au congrès de la Campaign for homosexual equality (CHE) à Sheffield en Angleterre. Trois fortes personnalités du GLH unitaire qui vont chacun prendre la tête d'une des futures tendances. Ce voyage accentue les débats entre celles et ceux qui voient l'opportunité de constituer une sorte de CHE en France de tendance réformatrice et d'autres qui souhaitent

143 « GLH 14 décembre, "Notre" historique du GLH », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 33

144 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 119

145 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 118

146 « GLH 14 décembre, "Notre" historique du GLH », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 33

147 « Témoignage de Michel Heim », *op. cit.*, p. 6

148 « Témoignage de Michel Heim », *op. cit.*, p. 7

davantage développer un mouvement « lutte de classes »¹⁴⁹. Michel Heim relativise ce débat qui aurait divisé les réformistes et les révolutionnaires, d'un côté parce que le contexte socio-économique ne permettait plus selon lui de réellement maintenir un discours révolutionnaire, de l'autre car les querelles étaient aussi fortement personnifiées. Les premiers membres du GLH se sentaient dépossédés par les militant.e.s plus récent.e.s qui s'approprièrent l'organisation en la vidant de ses principes fondateurs¹⁵⁰. On ne peut par ailleurs observer ces scissions sans y voir un processus classique des groupes gauchistes et leur tendance à constituer une myriade de chapelles, son.sa plus proche camarade devenant souvent son.sa meilleur.e ennemi.e.

La deuxième crise se déroule lors d'un week-end de réflexion les 13 et 14 septembre 1975 qui est consacré à la question du mouvement homosexuel. Alors qu'il n'existe déjà plus de pratiques collectives comme les distributions de tracts sur les marchés, la tension est telle dans le groupe que certain.e.s commencent à parler d'exclusion¹⁵¹. Ce week-end permet la confrontation d'idées qui vont marquer les futures tendances. Le débat se cristallise autour de « la lecture qui a été faite des luttes homosexuelles, des historiques et des analyses d'Arcadie et du FHAR¹⁵² ». Du point de vue du GLH – PQ c'est à partir de ce moment que le futur GLH – Groupe de base assume une position réformiste – autour de la dépénalisation de l'homosexualité par exemple – et commence à s'organiser en dehors du GLH unitaire¹⁵³. Le nom de GLH – Groupe de base n'est choisi qu'à la fin de l'année 1975. Jusqu'à cette date on parle de la tendance du XVIII^e arrondissement, lieu des réunions du groupe. Un autre week-end de réflexion est proposé aux dates du 13 et 14 décembre 1975 avec la préparation en amont d'un bulletin intérieur où toutes les tendances doivent pouvoir s'exprimer¹⁵⁴.

Les rapports entre les différents courants continuent à être particulièrement agressifs et la cohabitation entre tou.te.s n'est déjà plus possible. La tendance Politique et quotidien issue du groupe du XI^e arrondissement lance donc une invitation générale pour se retrouver les 13 et 14 décembre 1975 au centre international de la Villa Montsouris¹⁵⁵. Le groupe du XVIII^e envoie une

149 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, 119

150 « Témoignage de Michel Heim », *op. cit.*, p. 7

151 « GLH 14 décembre, "Notre" historique du GLH », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 33

152 « GLH PQ, Réponse à la circulaire de Bordeaux et de Mulhouse », *Bulletin des GLH de province*, n°2, janvier 1977, p. 37

153 *Ibid.*

154 « GLH 14 décembre, "Notre" historique du GLH », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 33

155 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 119

pétition signée par tous ses membres et acte de ce fait une première scission¹⁵⁶. Il ne reste plus qu'aux indécis.es à choisir leur camp. La deuxième scission, même si prévisible au vu des long mois de débats, éclate autour du texte d'un certain Jacques Mao. Celui-ci y écrit que « les ouvriers sont nos meilleurs alliés et les femmes nos pires ennemis »¹⁵⁷. Les lesbiennes, présentes dans cette rencontre au sein d'un groupe nommé Les Pétroleuses, n'apprécient guère ce genre de discours. Les versions divergent sur qui sont les responsables de la scission qu'entraîne ce nouveau conflit. Les membres du futur GLH 14 décembre – dont la dénomination provient du jour de la scission – rejettent la faute sur la tendance Politique et quotidien qui, en plus d'une « prise de pouvoir » dans le but de mettre en débat ses propres textes, a voulu acculer les indécis.es à choisir entre eux et le Groupe de base¹⁵⁸. Jean Nicolas du GLH – PQ argue quant à lui que ce sont les membres de 14 décembre qui ont choisi la rupture en s'étant « notamment opposé à la convergence de notre lutte avec celles des femmes et du mouvement ouvrier »¹⁵⁹. Si ces ruptures mettent fin à la perspective d'un grand mouvement homosexuel, Jean-Pierre du GLH – PQ relativise l'éclatement du groupe en développant l'idée que « la scission du GLH a permis à chaque groupe de se développer ; il y a parfois des scissions qui sont utiles [...] »¹⁶⁰.

Paris se retrouve donc avec trois tendances politiques homosexuelles à la fin de l'année 1975. Le résultat n'est en réalité que peu étonnant au vu d'un scénario gauchiste. Jean Nicolas confirme aussi que la majeure activité des groupes avant les scissions était le « torpillage [des] différentes tendances qui voulaient s'exprimer¹⁶¹ ». Trois tendances donc. La première, le GLH XVIII^e, plus communément appelé Groupe de base, fonctionne avec des groupes de quartier et un groupe dirigeant qui se retrouve affublé du qualificatif de comité des sages par les membres de la tendance 14 décembre¹⁶². La perspective première du GB est de rassembler tous les homosexuel.le.s, quel.le.s qu'illes soient, pour former un véritable mouvement de masse. Illes sont en cela les héritier.e.s des principes de Philandros et du GLH unitaire. Vient ensuite le GLH – PQ pour qui les homosexuels « doivent tenir leur place dans le front général anti-répression

156 « GLH 14 décembre, "Notre" historique du GLH », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 33

157 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 119

158 « GLH 14 décembre, "Notre" historique du GLH », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 33

159 « GLH PQ, Réponse à la circulaire de Bordeaux et de Mulhouse », *Bulletin des GLH de province*, n°2, janvier 1977, p. 37

160 *Ibid.*

161 *Ibid.*

162 « GLH 14 décembre, "Notre" historique du GLH », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 34

actuel¹⁶³ ». Il revendique une certaine proximité avec le mouvement ouvrier et le mouvement féministe. Enfin le GLH 14 décembre refuse « le pouvoir et les structures trop contraignantes¹⁶⁴ » et revendique un certain mépris pour la rhétorique militante : « Sur le plan théorique, ils ont une liste de lieux communs qui les définissent globalement et un manifeste ouvert où chaque membre apporte sa propre contribution, contradictoire ou non avec la précédente (les lieux communs ont été écrits un après-midi de beuverie) [...]»¹⁶⁵ ».

Après des mois de tensions et de conflits théoriques, le GLH unitaire parisien se scinde en trois tendances autonomes. Les conflits et les rancœurs sont tels que toute action commune semble irréalisable. La perspective de constituer un mouvement homosexuel de masse paraît à ce moment impossible. Mais à la différence des groupes homosexuels passés, à travers toute la France se constituent de nouveaux GLH.

3C. DES GLH À TRAVERS TOUTE LA FRANCE.

Dès la fin 1975 des GLH se créent à travers toute la France. Ce fait est une évolution notable par rapport à ce qu'avait pu être le FHAR. Ce changement est représentatif d'une nouvelle perspective du militantisme homosexuel : il n'est plus simplement un fait parisien et de quelques grandes villes. Il est national.

Florence Tamagne, dans son état des lieux de l'homosexualité, souligne l'importance de la géographie de l'homosexualité¹⁶⁶. Dans celle-ci, elle observe qu'il existe une prédominance de la ville. Dans l'étude des mouvements militants homosexuels français la question de la spatialité est centrale. Nombre de groupes et d'événements ont eu Paris pour terrain de jeu. Même si la question se pose, il ne s'agit pas seulement du fait d'un centralisme parisien. On peut assez facilement établir que les homosexuel.le.s y migrent quand illes le peuvent, attiré.e.s par tout ce qu'une capitale propose et tout particulièrement l'anonymat. Contrairement à des mouvements comme Arcadie (même s'il avait des représentants en région) et le FHAR (alors qu'il s'est aussi

163 *Ibid.*

164 *Ibid.*

165 *Ibid.*

166 TAMAGNE Florence (dir.), « Histoire des homosexualités en Europe : un état des lieux »..., *op. cit.*, p. 17

développé dans certaines grandes villes), les GLH sont les premiers groupes à s'être véritablement développés dans toutes les moyennes et grandes villes françaises.

Le premier GLH en « province » est celui de Mulhouse. Il apparaît en mars 1975¹⁶⁷ après la parution d'une petite annonce dans *Libération*. L'utilisation du journal à cette fin, je l'ai déjà montré, est courante. L'*Agence Tasse* en donne un autre exemple : « Ça fait deux fois que l'on voit, dans Libé, l'annonce demandant aux personnes intéressées d'Angoulême et de sa région à créer un GLH, de venir avec Libé sous le bras, square du Palet »¹⁶⁸. À Rouen, dès octobre 1975 quelques personnes se rencontrent pour échanger autour de l'homosexualité et de leur propre vécu. Mais ce n'est qu'à partir de l'obtention d'un local en janvier 1976 que le GLH local prend vraiment forme¹⁶⁹. Le groupe de Lille, quant à lui, s'attribue pour jour de naissance le 3 décembre 1975¹⁷⁰. Dans d'autres villes la création d'un groupe se fait plus tardivement. À Orléans par exemple la constitution du groupe ne se fait qu'en juillet 1976. Si la création des groupes est relativement étalée dans le temps, et que certains par exemple n'éclosent pas avant 1977 ou 1978, c'est malgré tout au cours des années 1975 et 1976 que la majorité des villes voient apparaître un premier regroupement. Par ailleurs, comme le souligne Jacques Girard, les groupes en régions se font et se défont, meurent et renaissent de leurs cendres¹⁷¹. N'étant que très peu nombreux, il suffit que quelques militant.e.s s'en aillent pour que la dynamique collective s'en trouve affectée. C'est ainsi le cas de Montpellier qui s'exprime dans le *Bulletin des GLH province* numéro 2 : « C'est une lettre un peu désespérée que je vous envoie car le GLH de Montpellier traverse une bien triste période (et je me demande même si l'on peut encore appeler notre petit noyau un groupe). Pratiquement toutes les personnes qui faisaient partie du groupe l'an dernier ont été dispersées pour différentes raisons »¹⁷². Il ne s'agit pas ici de faire l'inventaire complet de tous les GLH de France. Dans ce même bulletin une carte est éditée par le groupe de Mulhouse qui propose la liste de tous les groupes se revendiquant comme étant des GLH. Il en dénombre 28 à la fin de l'année 1976¹⁷³. Il m'est cependant nécessaire de préciser que si certains groupes ont une production écrite relativement conséquente, ce qui permet de s'y attarder un peu et de tenter de

167 « Groupe de libération de l'homosexualité de Mulhouse », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 6

168 « Divers », *Agence Tasse*, n°3, 20 mai 1976, p. 5

169 « Groupe de libération homosexuel de Rouen », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 18

170 « Groupe de libération homosexuel de Lille », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 13

171 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, op. cit., p. 146

172 « Montpellier le 2.12 », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 15

173 « Groupe de libération de l'homosexualité de Mulhouse », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 6

retracer leur histoire, d'autres – soit parce qu'ils furent trop éphémères soit parce que je n'ai pu accéder aux sources – ne sont en réalité qu'un nom, parfois avec une adresse. C'est le cas du GLH de Brest qui n'a jamais proposé une seule communication, que ce soit dans les bulletins ou dans l'Agence Tasse. Son existence n'est attestée que par son adresse quelque fois publiée par ces différents organes de presse.

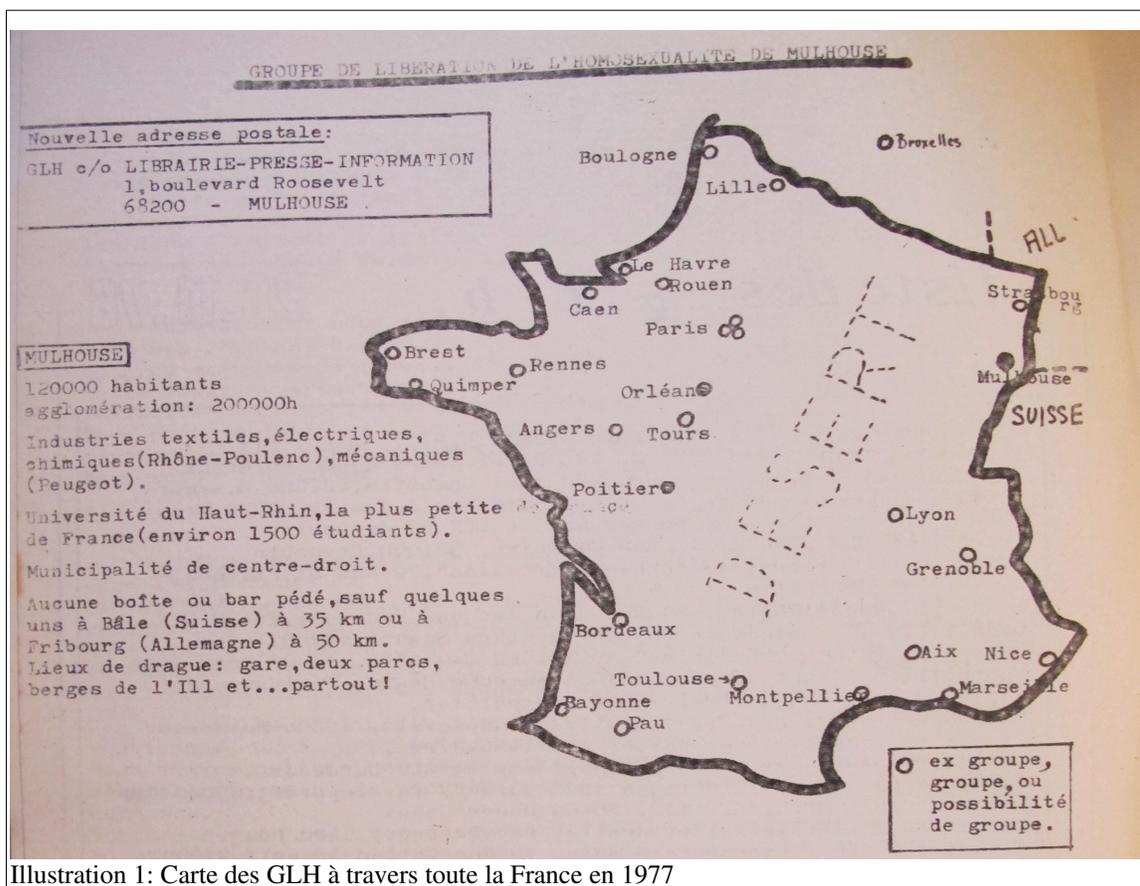


Illustration 1: Carte des GLH à travers toute la France en 1977

Le schéma de constitution d'un groupe dans une ville de région est largement partagé. Un ressenti tout d'abord face à la répression qui vise les homosexuels et un ghetto assez similaire d'un endroit à l'autre. Il existe souvent une ou plusieurs boîtes spécialisées, quelques bars, ou un restaurant pour ce qui est du ghetto marchand. Le ghetto sauvage lui est composé de quelques tasses – quand elles existent encore –, des gares, des berges ou encore des jardins. Du côté de Rouen sont ainsi recensés dans les écrits du GLH le jardin Solférino et Saint Maclou¹⁷⁴.

174 « Groupe de libération homosexuel de Rouen », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 18

La genèse des groupes est aussi relativement similaire. Que ce soit par une petite annonce dans *Libération* ou par un affichage, souvent à l'université, ce sont quelques personnes qui se retrouvent. À Rouen la première rencontre a lieu suite à un affichage, vers octobre 1975¹⁷⁵. Des réunions périodiques sont tenues et c'est près d'une vingtaine de personnes qui essayent de se rencontrer et de partager du commun. Si l'envie de partager autour d'une condition commune est souvent le point de départ d'un groupe, celle d'engager une action politique apparaît rapidement. Il s'agit « d'élargir la discussion, d'amener un débat sur l'homosexualité, une action vers l'extérieur, de créer un lieu de rencontre alternatif au ghetto des boîtes, et à l'isolement »¹⁷⁶. Le noyau de ces groupes est dans un premier temps restreint. À Rouen le groupe n'est d'abord composé que de quatre à cinq personnes pour atteindre un noyau actif d'une dizaine de membres. La majorité de ces groupes gardent cet aspect groupusculaire même si les prises de contact sont plus nombreuses. Le GLH de Mulhouse, qui semble avoir un certain goût pour les statistiques, annonce qu'après un an et demi d'existence 79 hommes et 6 femmes ont pris contact d'une manière ou d'une autre avec eux.elles¹⁷⁷. Si l'on réfléchit à une sociologie des personnes impliquées dans les GLH, il est à noter que la grande majorité des militant.e.s sont soit des étudiant.e.s soit des intellectuel.le.s¹⁷⁸. Les membres des GLH sont ainsi principalement issu.e.s des milieux libéraux et privilégiés. Malgré les discours d'ouverture et la volonté de s'adresser à tou.te.s, les classes populaires sont largement absentes de ce processus d'organisation. Après la question d'un premier regroupement et la constitution d'une entité GLH se pose la question de l'existence physique du groupe. Au départ une simple boîte postale constitue souvent la seule forme de contact. Le principe de réalité dans n'importe quelle ville de région est celui d'une discrimination intense et la peur – parfois à rebours des discours sur le *come out* – de se présenter sous sa véritable identité. Certains groupes se retrouvent aussi dans l'arrière-boutique d'une librairie comme à Bordeaux autour de la librairie Parallèle¹⁷⁹, d'un restaurant comme à Lyon où ils se réunissent aux Tables Rabattues¹⁸⁰ ou d'un local associatif à l'instar du GLH de Marseille qui se réunit à la Criée. Lorsque c'est possible, les groupes tentent d'obtenir un véritable local. À

175 *Ibid.*

176 *Ibid.*

177 « Groupe de libération de l'homosexualité de Mulhouse », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 6

178 « Groupe de libération homosexuel de Rouen », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 18

179 « Groupe de libération homosexuel de Bordeaux », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 4

180 IDIER Antoine, *Dissidanse rose : fragments de vies homosexuelles à Lyon dans les années 70*, Lyon, France, Michel Chomarat, 2012, p. 99

Rouen, à partir du mois de janvier 1976, le GLH obtient un lieu pour se retrouver, prêté par un club de science-fiction¹⁸¹. Disposer d'un local permet non seulement d'organiser des réunions et de donner une matérialité au groupe mais aussi de proposer des permanences d'accueil. Comme le note le GLH de Bordeaux, c'est par ce relais du local que se sont faites les rencontres les plus importantes¹⁸².

Les GLH qui se forment sur tout le territoire français sont des groupes autonomes, qui se constituent en fonction d'une réalité locale et de l'initiative de quelques individu.e.s. Il est cependant important de notifier que les GLH parisiens et surtout celui de la tendance Politique et quotidien sont relativement présents dans l'accompagnement des groupes « provinciaux ». Ils peuvent leur apporter leur expérience, un certain soutien logistique ou même des contacts. Le GLH de Bordeaux, dans son texte de présentation du *Bulletin des GLH province* numéro 1, reconnaît avoir eu le soutien du PQ ce qui lui a permis de « tenir le coup »¹⁸³. L'éditorial du numéro 2 est encore plus explicite : « Des groupes de province n'auraient pas démarré si, à certains moments Paris n'avait pas assuré un relais, si des contacts avec des copains de Paris n'avaient pas été possibles¹⁸⁴ ». Ce lien avec Paris est tout autant idéologique. De nombreux groupes de régions adoptent un manifeste ou une plate-forme qui a des bases proches ou communes avec un groupe parisien, et particulièrement avec la tendance gauchiste.

Des GLH se sont donc constitués à Paris mais aussi sur tout le territoire français à partir de 1974. Au cours de l'année 1976 la grande majorité des GLH existe déjà. Si le besoin de se réunir a souvent pour origine la nécessité de se retrouver autour d'une identité commune, celle-ci, comme l'ont déjà montré les scissions parisiennes, n'est pas uniforme. La tâche de ces groupes est donc de chercher à la définir tout en menant en parallèle une réflexion sur les perspectives d'une lutte politique autonome.

181 « Groupe de libération homosexuel de Rouen », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 18

182 « Groupe de libération homosexuel de Bordeaux », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 4

183 *Ibid.*

184 « Éditorial », *Bulletin des GLH province*, n° 2, janvier 1977, p. 2

II. DU GROUPEMENT AU MOUVEMENT : AFFIRMATION IDENTITAIRE ET AUTONOMIE DANS UNE PERSPECTIVE POLITIQUE.

1. UN MOUVEMENT QUI CHERCHE À SE VISIBILISER ET À S'ORGANISER.

1A. DES ORGANES DE PRESSE POUR SORTIR DE L'ISOLEMENT.

Afin de se constituer en tant que mouvement, de communiquer entre les différentes villes, de se structurer et de s'organiser, des membres des GLH développent plusieurs organes de presse. Le premier en date est l'*Agence tasse*, un bimensuel d'informations. Les fondateurs du bulletin se lancent ensuite dans la publication d'une revue, *Diff/Éros*, qui se veut être un outil de réflexion et d'analyse.

À partir de 1975 les GLH se multiplient sur tout le territoire. Ce n'est plus seulement un fait parisien. C'est pourquoi dès le mois d'octobre 1975 quelques militant.e.s des différentes tendances parisiennes (alors encore regroupées au sein du GLH unitaire) se retrouvent pour penser un bulletin d'informations qui leur serait spécifique¹⁸⁵. Ce journal est enregistré comme étant le bulletin de l'APPELS (Association populaire pour l'éducation et la libération sexuelle). Cet acronyme relativement vague peut être considéré comme une stratégie souvent utilisée par les groupes homosexuels pour échapper à la censure, ne pas tomber sous le coup de la loi et tout de même avoir une existence légale. Le choix du nom d'*Agence tasse* n'est pas seulement lié à la tasse en porcelaine reproduite sur la première page de chaque numéro, représentant « celle du thé de la femme au foyer¹⁸⁶ ». C'est aussi le mot d'argot utilisé pour désigner les pissotières. Ce choix ne semble pas partagé par tous ses lecteurs.trices. Françoise B. de Paris dénonce le fait que la tasse est « le lieu, par excellence, du ghetto masculin et n'a donc rien à voir avec la "libération"¹⁸⁷ ». Les rédacteurs du journal se justifient en arguant que « la tasse est le lieu des plus misérables du ghetto masculin homosexuel. Si nous voulons nous battre pour nous libérer, nous changer, et notre vécu, et la société qui le rend tel qu'il est, il nous faut partir de ce qui est et

185 « Éditorial », *Agence Tasse*, n°20, 5 avril 1977, p. 1

186 « Éditorial », *Agence Tasse*, n°6, 15 juillet 1976, p. 2

187 *Ibid.*

de nos contradictions, de la répression et de l'auto-répression qui en résulte. [...] il faut assumer nos contradictions avant de les dépasser¹⁸⁸ ».

Le journal s'est formé après la parution d'une annonce dans *Libération* appelant à la constitution d'un groupe pour éditer un journal sur les luttes des minorités sexuelles¹⁸⁹. Le premier numéro paraît le 20 avril 1976 et est tiré à 600 exemplaires¹⁹⁰. Le tirage du second est presque doublé et le troisième atteint 1 300 exemplaires¹⁹¹. Ce sont les seuls chiffres dont je dispose pour analyser quantitativement sa diffusion. Celle-ci se fait d'abord par abonnement¹⁹² sous pli ouvert ou fermé. En fonction du développement des groupes dans les villes et de leur implantation dans le paysage politique militant local, il est aussi possible de le trouver dans certaines librairies. Le journal, bimensuel, est très artisanal dans sa réalisation et ne dispose pas d'une grande valeur esthétique, ceci étant lié en partie au fait que les rédacteurs veulent le maintenir au coût le plus bas. Ce relatif « amateurisme » est justifié par ses rédacteurs. « Nous sommes bénévoles. Nous travaillons tous. Nous n'avons pas de local, pas de belle machine à écrire, mais nous essayons de tout taper sur la même machine. Nous n'avons pas appris – nous apprenons – à faire des mises en pages, à taper à la machine, à utiliser une ronéo¹⁹³. » Les membres – tous des hommes – qui composent l'équipe du journal sont au nombre de sept dont cinq qui font partie des trois tendances des GLH¹⁹⁴. Alain Huet est l'une des figures de l'*Agence Tasse*. Il est pour sa part membre de la tendance 14 décembre et l'un des seuls contributeurs du journal à signer de son vrai nom, ce qu'il déplore. Il analyse cette situation en soulignant l'auto-répression dont font preuve les homosexuels par peur d'être fichés comme tels ou encore comme agitateurs politiques dans un contexte de répression des mouvements sociaux¹⁹⁵.

Le numéro 2 du bulletin donne quelques éléments d'informations quant à la ligne éditoriale recherchée par le journal. S'il ne se considère pas comme étant le journal des GLH, il souhaite que « toute personne ou tout groupe existant ou en gestation, qui essaie, plus ou moins heureusement, de se battre pour vivre autrement sa sexualité minoritaire et/ou différente puisse

188 *Ibid.*

189 « Éditorial », *Agence Tasse*, n°20 septembre 1976, p. 1

190 « Éditorial », *Agence Tasse*, n°2, 5 mai 1976, p. 1

191 « L'Agence Tasse », *Agence Tasse*, n°4, 5 juin 1976, p. 2

192 Au 1^{er} septembre 1976, le journal revendique 116 abonné.e.s.

193 « Éditorial », *Agence Tasse*, n°6, 15 juillet 1976, p. 2

194 « L'Agence Tasse », *Agence Tasse*, n°4, 5 juin 1976, p. 2

195 « Éditorial », *Agence Tasse*, n°22/23, 5 et 20 mai 1977, p. 1

s'y exprimer et appeler tout le monde à se battre avec ou comme lui et elle¹⁹⁶ ». L'*Agence Tasse* se veut donc être un lien entre les différents groupes et les différentes composantes du mouvement homosexuel en France. L'aspiration des rédacteurs est qu'il soit à la mesure de ses lecteurs.trices. L'objectif affiché est que ceux.celles-ci envoient des articles et des informations au journal et que celui-ci ne fasse que centraliser les écrits pour ensuite les répercuter ; un bulletin pour donner la parole. Il revendique cependant clairement une « contestation de la norme, de l'ordre et de l'organisation de la société¹⁹⁷ » ce qui le différencie de bien des publications homosexuelles de cette décennie. Le contenu du journal est quant à lui très varié et diffère en fonction des numéros. On y trouve des rubriques qui relatent ce qu'il se passe à l'étranger, des revues de presses, les adresses, actions et productions théoriques des différents groupes ou encore des comparatifs divers (que ce soit autour des différents centres de soin « accueillants » ou des nombreuses marques de lubrifiants¹⁹⁸). À l'image du journal *Libération* sont publiées des petites annonces des plus diverses. Il y a celui qui cherche une « nana sérieuse pour mariage blanc en vue de faciliter sa naturalisation française », ou encore celui qui se dit « homo, jeune, châtain, yeux verts, 1m70, [et] cherche homo 23-25 ans, 1m75, 70 kg, chevelu, viril et sensible aimant musique classique et voyages pour amour profond et exclusif »¹⁹⁹. Une analyse sociologique des différents profils de celles et ceux qui publient ces petites annonces pourrait être intéressante à faire afin de dégager un profil sociologique des lecteurs.trices du journal. Jusqu'au printemps 1979 ce sont 33 numéros qui voient le jour.

Si l'*Agence Tasse* se veut être un bulletin d'information, les rédacteurs du journal lancent en avril 1977 une revue intitulée *Diff/Éros*. Cette nouvelle publication veut donner du contenu aux réflexions portées par le mouvement homosexuel. Elle doit être l'occasion de développer des analyses et des discours que la forme d'un bulletin ne permet pas. L'idée de lancer cette revue est évoquée dès le premier numéro de l'*Agence Tasse*²⁰⁰. Mais le manque d'argent pour la financer et la faiblesse numérique de l'équipe rédactionnelle retarde de près d'un an sa parution. Avant d'apparaître sous le nom de *Diff/Éros* la future revue avait pour titre *Interdits*. Le numéro 14 de l'*Agence Tasse* fait part de ce choix. « Pourquoi *Interdits* ? Parce que nombreux, très nombreux –

196 « Éditorial », *Agence Tasse*, n°6, 15 juillet 1976, p. 2

197 *Ibid.*

198 « Aïe ! Aïe !! Aïe !!! », *Agence Tasse*, n°4, 5 juin 1976, p. 8

199 « Annonces », *Agence Tasse*, n°4, 5 juin 1976, p. 4

200 « Éditorial », *Agence Tasse*, n° 2, 5 mai 1976, p. 1

quoi que marginaux – sont les groupes et les individus qui, condamnés par la morale en vigueur, et réprimés dans leur sexualité, refusent de se résigner et de se taire. Leur lutte sera plus forte s'ils se regroupent. *Interdits* sera l'instrument de leur rassemblement pour miner l'autorité, le modèle imposé du « bon sexe » légal, conjugal et reproducteur. « *Interdits* » défendra l'exercice à découvert de toutes les formes de sexualité²⁰¹. » Mais ce titre potentiel est jugé trop négatif par certain.e.s. et après un appel à contribution, le numéro 19 du bulletin annonce le choix d'un intitulé définitif. La revue *Diff/Éros* est née.

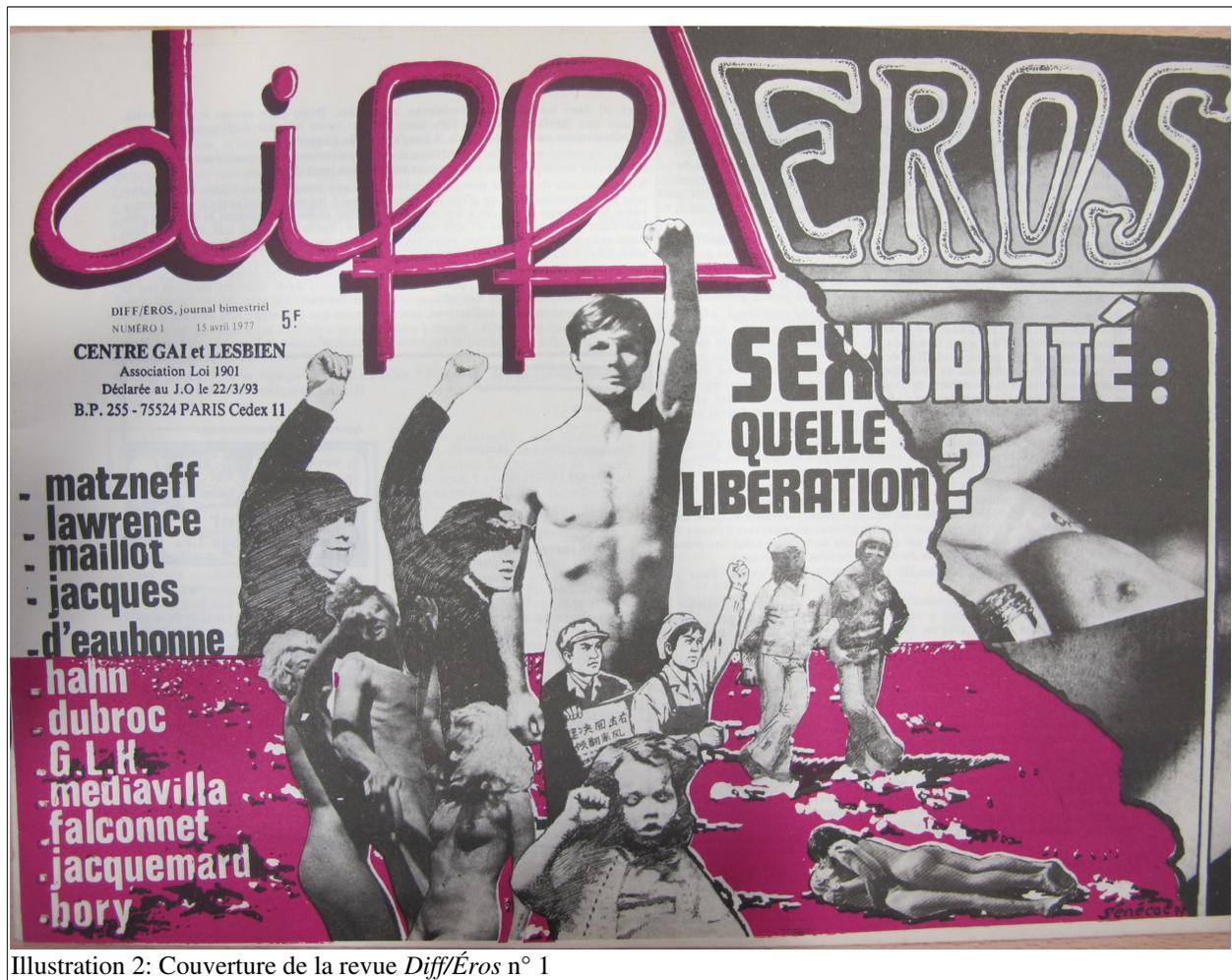


Illustration 2: Couverture de la revue *Diff/Éros* n° 1

Si, au lancement de l'*Agence Tasse*, la majorité des rédacteurs faisaient partie d'un GLH, cette situation évolue au cours du temps. À l'été 1977 les rédactions du bulletin et de *Diff/Éros* –

201 « Éditorial », *Agence Tasse*, n° 14, 5 décembre 1976, p. 1

qui sont peu ou prou les mêmes personnes – sont indépendantes des GLH. Cette évolution résulte autant des conséquences d'un choix (lié à l'évolution des GLH avec la disparition en ce début d'année du GLH – GB et du GLH 14 décembre) que d'un manque de temps pour lier les différentes activités militantes²⁰². Malgré cette distanciation, le journal et la revue restent les caisses de résonance principales des GLH.

Les GLH disposent donc dès le printemps 1976 de divers moyens de communication à partir desquels ils peuvent diffuser les informations nécessaires à la constitution d'un mouvement politique homosexuel. C'est à la lecture de ces différents organes de presse que je peux interroger l'action politique des groupes disséminés sur tout le territoire français.

1B. « LE GHETTO C'EST FOUTU, LES HOMOS SONT DANS LA RUE²⁰³ ! » OU LA VISIBILITÉ DE LA LUTTE HOMOSEXUELLE COMME GENÈSE D'UN MOUVEMENT.

La lecture des journaux et des bulletins d'informations donne à voir quelles sont les actions militantes et les luttes engagées par les Groupes de libération homosexuels. Il s'agit dans ce point de mettre au jour de quelle manière se développe cette lutte autonome homosexuelle. Au-delà des discours politiques et identitaires parfois opposés, les militant.e.s mettent en place une forme d'organisation politique propre aux mouvements spécifiques avec un enjeu particulier : être visible. Comme le souligne Massimo Prearo, ce renforcement d'un clivage intérieur/extérieur oriente l'action des groupes vers « la création d'un mouvement homosexuel autonome en rupture avec les faux amis et les formes traditionnelles de l'action politique²⁰⁴ ».

Il est important de souligner qu'un certain nombre des militant.e.s des GLH, comme l'avaient été avant eux les membres du FHAR, proviennent d'organisations et de groupes politiques de gauche ou gauchistes. Les fondateurs de Philandros étaient liés au PCF, Jean Nicolas du GLH – PQ appartenait à la LCR et les cas similaires sont multiples. Ces militant.e.s ont donc une formation politique et militante qui les pousse à intervenir dans l'espace public

202 « Éditorial », *Diff/Éros*, n°2, juin-juillet 1977, p. 2

203 Slogan du GLH PQ à la manif du 1^{er} mai 1977 à Paris. « Et s'il n'en reste qu'un », *Agence Tasse*, n°22-23, 5 et 20 mai 1977, p. 4

204 PREARO Massimo, *Le moment politique de l'homosexualité ...*, op. cit., p. 180

d'une manière déjà éprouvée. Le nouvel enjeu dans la perspective d'une lutte homosexuelle est à la fois de sortir du ghetto et bien plus encore d'apparaître comme visibles aux yeux de la société mais aussi des structures partisans. C'est la raison pour laquelle les GLH participent chaque année depuis 1975 à la traditionnelle manifestation du 1^{er} mai. Ils revendiquent leur place dans le cortège des travailleur.se.s l'après-midi aux côtés du MLF plutôt que de ne défiler qu'avec les groupes gauchistes le matin. Cette visibilité choque et dérange comme le rapportent les journaux *Libération* et *Le Progrès* après une marche du 1^{er} mai à Lyon. « Un froid parcourt l'assistance au moment du déploiement de cette bannière qui n'est pas normalisée "lutte des classes" » raconte *Libération*²⁰⁵. Quand au quotidien *Le Progrès*²⁰⁶, il s'insurge contre des démarches infantilisantes : « Une bande dorée attirait particulièrement l'attention. Le Groupe de libération des homosexuels n'avait pas choisi la sobriété. Sautillant et lançant des petits « hou hou », ils souhaitaient visiblement perturber la majorité silencieuse. C'est un moyen assez efficace, il est vrai, de déclencher la remise en cause de certains tabous. Est-ce le meilleur pour obtenir le droit d'assumer librement sa sexualité ? Le problème est suffisamment grave pour qu'on dépasse vite certaines démarches infantilisantes ». *Le Progrès* n'est pas le seul à s'offusquer de cette soudaine présence et de cette volonté de troubler l'ordre des choses. Dans un entretien avec Pierre Hahn, Jean Le Bitoux raconte l'attitude de la CGT face à la présence du GLH parisien dans la manifestation. « [...] Le hasard a voulu qu'ils se placent derrière la CGT. L'attitude de cette centrale syndicale et du PCF est bien connue. Duclos voulait qu'on aille se faire soigner. Les banderoles ont été déchirées et on les a tabassés avant de les exclure du cortège²⁰⁷ ». Face à la réaction engendrée par cette soudaine visibilité, le GLH – PQ revendique l'organisation du mouvement de façon autonome. Le tract distribué à la marche stipulait que « Nous affirmons aujourd'hui notre présence et notre existence de façon autonome : nous entendons lutter contre l'oppression dont sont victimes les homosexuel(le)s et contre le refoulement de la composante homosexuelle de toute sexualité²⁰⁸ ».

Deux autres manifestations dans l'histoire des GLH sont symboliques de cette quête de reconnaissance et participent à cette organisation autonome du mouvement. La première est le

205 A.A., « Les minorités s'affichent », *Libération*, 2 mai 1979

206 BELLERET Robert, « 1^{er} Mai, de Perrache aux Brotteaux », *Le Progrès*, 2 mai 1979

207 SANTIS Gilles « Entretien avec le GLH », *Don*, n°2, février 1976

208 « Homosexualité ? Hétérosexualité ? Sexualité ! Premier mai : fête des travailleurs », tract du GLH – PQ manifestation du 1^{er} mai 1976.

dépôt d'une gerbe par le GLH – GB pour commémorer le souvenir des déportés dans les camps nazis. Le 25 avril 1976 le groupe se rend au Mémorial de la déportation accompagné par une délégation de lesbiennes du Groupe de lesbiennes féministes (GLF). L'action avait déjà été menée l'année précédente mais les militant.e.s avaient été embarqué.e.s par la police et leur gerbe refusée. La gerbe déposée par le GB est cette fois-ci piétinée par un représentant d'une association de déporté.e.s sous le prétexte qu'elle salissait la mémoire des millions de martyrs du nazisme.²⁰⁹ Il y a dans cet hommage la volonté des militant.e.s de faire émerger leur histoire commune et de dénoncer le fait que l'histoire officielle ait passé sous silence la déportation de plusieurs milliers de personnes homosexuelles. Il s'agit de se réapproprier un passé dont illes ont été exclu.e.s, de rendre visible et de se rendre visible à partir d'une histoire qui est aussi la leur. Le deuxième événement est ce que *Libération*, sous la plume de Jean-Luc Henning, titre comme « Le premier rassemblement des homosexuels en plein air²¹⁰ ». Ce rassemblement organisé le 27 juin 1976 à nouveau par le GLH – GB et le GLF a rassemblé plusieurs centaines de personnes. Les organisateurs.trices voulaient s'associer aux manifestations anglo-saxonnes rappelant le soulèvement de Stonewall. Si la fête a semble-t-il été discrète elle représente tout de même la première manifestation publique (hors des manifestations partisans traditionnelles) pour les homosexuel.les en France. Visibilité et autonomie donc.

Cette pratique se renforce par l'action militante des groupes à travers tout le territoire français. Même si les postures politiques peuvent être très différentes et qu'en fonction des tendances tous les groupes ne militent pas de la même façon, il y a dans un premier temps une volonté partagée de vouloir s'affirmer en tant qu'homosexuel.le.s. La question de l'identité apparaît dans un second temps. Les membres du GLH de Rouen distribuent ainsi un tract à 3 000 exemplaires dans les rues piétonnes, les marchés et les universités intitulé « Pourquoi avez-vous peur des homosexuels, pourquoi avez-vous peur de votre homosexualité ? ». Ils y dénoncent « l'hostilité envers les homosexuels [qui] est une force de racisme. Nous demandons que chaque individu, homosexuel ou hétérosexuel, doit pouvoir vivre comme il l'entend sa propre vie affective et sexuelle²¹¹ ». Le GLH de Lyon de son côté organise une « quinzaine homosexuelle »

209 « Revue de presse », *Agence Tasse*, n°2, 5 mai 1976, p. 5

210 HENNING Jean Luc, « Le premier rassemblement des homosexuels en plein air », *Libération*, 25 juin 1976

211 « Groupe de libération homosexuel de Rouen », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 22

au Cinématographe en mai 1976²¹². Une autre action organisée par le réformiste GLH – GB est une pétition contre la discrimination des homosexuels par l'intermédiaire du Mouvement pour l'égalité sexuelle (MES) qui prend en charge toutes les actions menées sur le plan juridique et légal du groupe²¹³.

Les entreprises menées par les un.e.s et les autres sont relativement similaires d'une ville à l'autre ce qui participe à renforcer la perspective de l'émergence d'un mouvement national. Au-delà des diffusions de tracts qui semblent être des pratiques courantes dans tous les groupes, certains GLH organisent des réunions publiques. Le 15 avril 1976 le GLH de Bordeaux profite d'une mobilisation estudiantine pour organiser une réunion où sont présentes près de 150 personnes²¹⁴. Le groupe d'Orléans organise le même événement le 10 décembre 1976²¹⁵.

La visibilité des membres des GLH en tant que militant.e.s homosexuelles engendre un nouveau questionnement autour de l'identité homosexuelle. Les débats portent autour ce qu'elle est, de ce qu'elle implique et si elle est communément partagée. J'aborderai ce point sur l'identité dans la partie suivante. En parallèle de ces questionnements, le mouvement continue à s'organiser et à se structurer pour véritablement exister en tant que tel.

1C. FAIRE MOUVEMENT : SE STRUCTURER AU NIVEAU NATIONAL ET REGARDER VERS L'INTERNATIONAL.

À la différence du FHAR qui refusait de se structurer et en concurrence avec Arcadie qui revendique être *le* mouvement homophile français, les GLH cherchent à leur tour la constitution d'un mouvement politique homosexuel. Celui-ci est pensé et construit par ses militant.e.s.

La volonté de faire mouvement, de pouvoir revendiquer un mouvement homosexuel en France à l'image de ce qui a lieu aux États-Unis ou au Royaume-Uni est présent dès l'apparition des GLH. Il ne s'agissait pas de reproduire de façon idolâtre ce qu'il se passait à l'étranger.

212 « Nouvelles des GLH », *Agence Tasse*, n°12, 5 novembre 1976, p. 4

213 « Dernière minute », *Agence Tasse*, n°2, 5 mai 1976, p. 7

214 « Groupe de libération homosexuel de Bordeaux », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 5

215 « Les GLH », *Agence Tasse*, n°14, 5 décembre 1976, p. 4

L'argument avancé était que si les homosexuel.le.s voulaient disposer d'un certain crédit et établir un rapport de force avec une société fondamentalement hétérosexiste, il était nécessaire de se structurer. Cette volonté s'exprime très tôt. Jean-Luc Henning publie le 21 juin 1975 un article dans *Libération* dans lequel il affirme que « ce qui compte pour l'instant, c'est peut-être plus de mesurer leurs forces, de constituer un vaste mouvement (comme outre-atlantique) qui puisse mettre en échec dans l'immédiat le système répressif qui les mutile, les humilie²¹⁶ ».

Il est par ailleurs possible de considérer qu'à la suite de la création du GLH unitaire parisien, le fait que les groupes à travers tout le territoire s'emparent eux aussi de la dénomination de Groupe de libération homosexuel soit un élément de la constitution du mouvement. Le manifeste du GLH de Rennes est particulièrement explicite à ce sujet. Ses membres écrivent que « [leur] but est de lutter efficacement contre l'oppression en construisant un mouvement fort et structuré²¹⁷ ». Au début de l'année 1977 les GLH sont présents dans près d'une trentaine de villes en France. Même s'ils ne partagent pas nécessairement les mêmes lignes politiques – le fait qu'il y ait trois tendances à Paris est suffisamment éloquent – ils ont une certaine conscience de représenter une entité politique spécifique. Pierre de Mulhouse décrit cette situation de la manière suivante. « À l'heure actuelle, il y a des GLH dans plus de vingt villes de France. En province, certains sont en constitution. D'autres existent maintenant depuis plus d'un an et demi ; c'est une situation nouvelle par rapport à l'époque du FHAR où en province il n'y eut que quelques feux de paille bien vite éteints. Depuis quelques mois, parmi les désirs, apparaît le désir d'échange, d'information, d'idées, d'expériences, de la part de certains GLH qui souhaitent sortir de leur isolement. C'est d'ailleurs indispensable si le mouvement que l'on perçoit, veut déboucher sur de réelles perspectives²¹⁸ ». Il s'agit donc pour les GLH de se structurer, de mettre en place des outils pour communiquer de manière plus efficiente entre eux.elles.

La création d'un bulletin interne d'information en mai 1976 participe à la mise en place de ce mouvement. Il est le fruit d'une circulaire émise par le GLH de Bordeaux à destination de tous les GLH qui indique que « suite à une rencontre avec des copains d'Aix, Bordeaux, Rouen, Strasbourg à la dernière AG du GLH – PQ, on a pensé qu'un premier pas vers le développement

216 HENNING Jean Luc, « Naissance d'une autre histoire de l'homosexualité », *Libération*, 21 juin 1975

217 « GLH de Rennes », *Agence Tasse*, n°4, 5 juin 1976, p. 3

218 « Les groupes », *Agence Tasse*, n°18, 5 février 1977, p. 6

d'une liaison plus directe entre les groupes serait la création d'un bulletin province²¹⁹ ». Cette circulaire invite les différents groupes à se définir en répondant à quelques questions : - depuis quand existent les groupes, - qui est-ce qu'ils regroupent et sur quelle base, - quels sont les textes qu'ils ont déjà produits avec quelles analyses de fond, - comment est-ce que les groupes fonctionnent et quelles sont leurs interventions vers l'extérieur. La liste des questions est relativement longue. Il s'agit par là de permettre aux différents GLH de mieux se connaître, voire de rentrer en contact avec des groupes avec lesquels ils n'avaient encore aucun lien.

Ce nouvel outil est donc pensé pour accompagner la constitution d'un mouvement à l'échelle nationale et doit participer aux débats entre les différents groupes dans la perspective de rencontres hexagonales. Le GLH de Bordeaux, qui est en charge du premier numéro, conclut son invitation à participer à la réalisation de ce bulletin d'informations en soulignant que celui-ci « est une étape importante dans la perspective d'une future rencontre nationale, tant par ce qu'il fait circuler que par l'effort qu'il nous impose de nous situer²²⁰ ». Si l'idée d'une rencontre officielle des différents groupes existe dès 1976, celle-ci ne se tient qu'au printemps de l'année suivante, durant la Pentecôte de 1977. Pour autant des rencontres informelles entre les GLH ont déjà eu lieu. Que ce soient par des vacances partagées entre plusieurs groupes ou des visites d'une ville à l'autre, les membres des GLH se connaissent et nouent des complicités. Pour l'occasion de ces rencontres nationales, un bulletin spécial est élaboré. Il « est consacré à la préparation de la rencontre des GLH qui doit avoir lieu les 28/29/30 mai²²¹ ». Le but des contributions à ce numéro, selon Pierre de Mulhouse, est de dégager un ordre du jour pour cette rencontre²²². Après deux réunions de coordination en février et mars 1977, ce rassemblement organisé par le GLH d'Aix se tient dans une certaine confusion. Il ne réunit au final qu'une trentaine de personnes de Paris et d'Aix principalement. La trop grande diversité des participant.e.s n'a pas permis de débat de fond et malgré « un démarrage tendu, elle s'est retrouvée être une rencontre informelle d'homos en lutte venus là pour se connaître et s'aimer²²³ » commente Alain Huet. Une deuxième rencontre nationale des GLH a lieu en novembre 1978 sur laquelle je reviendrai.

Un autre événement d'ampleur nationale participe à la constitution du mouvement. Il s'agit

219 « Circulaire du GLH Bordeaux », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 3

220 *Ibid.*

221 « Éditorial », *GLH Info*, n°1, printemps 1977, p. 3

222 « Les groupes », *Agence Tasse*, n°18, 5 février 1977, p. 6

223 « Nouvelles des groupes et des rencontres de l'été », *Diff/Éros*, n°3, sept-octobre 1977, p. 22

de la semaine homosexuelle à l'Olympic (dont le directeur était Frédéric Mitterrand) organisée par le GLH – Politique et quotidien et plus particulièrement par Lionel Soukaz, du 20 au 26 avril 1977. Pendant une semaine, chaque soir, se sont succédé des projections de films et des débats autour de thèmes divers comme le travestisme, l'homosexualité féminine, les luttes homosexuelles ou encore la pédérastie et la sexualité des enfants. Les rédacteurs de la revue *Diff/Éros*, généralement peu amènes envers les initiatives du GLH – PQ, notent cependant qu'il s'agissait d'une « manifestation nouvelle, importante, originale, qui, du reste, réunissait de nombreux groupes venus de province²²⁴ ». Malgré les nombreuses critiques autour de cette semaine homosexuelle que j'ai pu constater dans *l'Agence Tasse* ou encore dans *Diff/Éros*, cette initiative est un succès. Le festival a attiré plus de 5 000 personnes et des mélanges politiques inattendus se sont opérés. C'était la première fois que dans une même salle l'on voyait autant d'hommes et de femmes homosexuel.le.s ensemble. Se sont aussi rencontrés des homosexuels inorganisés, des membres des GLH de « province », des groupes chrétiens, des militant.e.s d'organisations politiques diverses et même d'Arcadie²²⁵. *Libération* lui consacre une page quotidienne sous la plume de Jean le Bitoux²²⁶. La résonance de cet événement a donc été conséquente et a renforcé l'idée et la consistance d'un mouvement homosexuel.

Le FHAR avait déjà établi des contacts avec d'autres organisations homosexuelles à l'étranger. C'était ainsi le cas avec le FUORI en Italie : lors d'une action commune ils avaient saboté un congrès de psychiatres à San Remo. Dans de nombreux pays occidentaux existent des organisations homosexuelles plus ou moins structurées, plus ou moins révolutionnaires. *L'Agence Tasse* fait souvent état de ce qu'il se passe aux États-Unis, au Royaume-Uni ou encore en Espagne. Les connivences existent parfois et un certain nombre de militant.e.s des GLH ont voyagé à la rencontre de leurs semblables. Dans la perspective de structuration du mouvement homosexuel s'organisent aussi des rencontres à l'échelle européenne. Ainsi au cours de l'été 1977 s'est déroulée dans le Quercy une rencontre imaginée par un groupe hollandais, les Rooie Flikkers (les pédés rouges) qui a regroupé près de 80 personnes venant des Pays-Bas, de France, de Belgique, du Royaume-Uni, de Suède et d'Allemagne. Des rencontres qui ont fait apparaître des tensions dans les stratégies de luttes entre un modèle anglo-saxon (plutôt réformiste) et un

224 « La semaine homosexuelle », *Diff/Éros*, n°2, juin-juillet 1977, p. 20

225 « Éditorial », *Diff/Éros*, n°2, juin-juillet 1977, p. 2

226 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, op. cit., p. 142

modèle français (plus révolutionnaire)²²⁷.

« Le GLH s'est défini aussitôt comme une organisation de masse par rapport à d'autres groupes homosexuels comme le FHAR et tous les problèmes viennent de là. Nos objectifs sont assez spécifiques, d'où d'inévitables conflits, disons des divergences : notamment du point de vue de la reconnaissance de l'homosexualité²²⁸ » explique Christian d'un GLH parisien. Les GLH tentent donc de structurer un mouvement homosexuel balbutiant. Mais les constructions politiques et identitaires des différents groupes divergent régulièrement. Il ne semble pas y avoir de construction identitaire unitaire. Elle apparaît au contraire comme étant multiple sans être nécessairement contradictoire.

2. UNE CONSTRUCTION IDENTITAIRE PROPRE ET DIFFÉRENCIÉE.

Si un mouvement homosexuel est en train de se constituer autour des GLH, celui-ci n'est pourtant pas unifié. En fonction des groupes et des villes ce sont des perspectives politiques et des constructions identitaires distinctes qui sont portées dans les discours. Cette notion de l'identité est centrale dans la construction politique des GLH, dans le fonctionnement de ceux-ci et dans les revendications qu'ils portent. Massimo Prearo parle de l'émergence d'une politique de l'identité qu'il analyse être le « catalyseur d'une mobilisation collective qui agit en direction de l'appropriation et de la production d'une situation dans le but d'en renverser les rapports de domination qui la constituent et lui donnent une forme sociale particulière²²⁹ ». Si des discours divergents émergent autour de cette notion de l'identité comme le remarque Didier Éribon, c'est qu'elle « n'est ni une réalité ni un programme, ni un passé ni un futur ni un présent, mais un espace de contestations et de conflits politiques et culturels. Ce qui implique qu'elle ne peut jamais être totalement stabilisée dans un discours unique ou unitaire qui pourrait prétendre l'enfermer dans une appréhension figée²³⁰ ». Une logique réformiste s'oppose à une autre, se qualifiant de révolutionnaire.

227 « Nouvelles des groupes et des rencontres de l'été », *Diff/Éros*, n°3, sept-octobre 1977, p. 22

228 SANTIS Gilles « Entretien avec le GLH », *Don*, n°2, février 1976

229 PREARO Massimo, *Le moment politique de l'homosexualité...*, op. cit., p. 145

230 ÉRIBON Didier, *Réflexions sur la question gay*, Paris, France, Fayard, 1999, p. 113

2A. UNE HOMOSEXUALITÉ RÉFORMISTE TOURNÉE VERS LA COMMUNAUTÉ.

Une partie des militant.e.s homosexuel.le.s voyaient la lutte pour l'émancipation dans une logique réformiste. Ce sont par ailleurs ces différences de perspectives politiques qui ont contribué à l'éclatement du GLH unitaire parisien en trois tendances comme j'ai pu le souligner dans la première partie. Le GLH – Groupe de base est l'illustration de cette vision d'une homosexualité réformiste plutôt tournée vers la communauté et le ghetto. Si ce groupe se distingue tout de même dans son action politique du club d'André Baudry, certain.e.s l'affublaient malgré tout du qualificatif d'« Arcadie de gauche ». Le GLH – GB défendait une certaine idée de ce qu'était l'homosexualité et de comment l'identité homosexuelle devait s'exprimer. Les sources dont je dispose pour m'intéresser à ce courant réformiste sont relativement restreintes. Si certains groupes à l'instar de celui de Marseille défendaient eux aussi une perspective politique plus réformiste et certainement plus pragmatique²³¹, c'est principalement sur le GLH – GB que je vais m'attarder. La raison pour laquelle les matériaux dont je dispose sont relativement minces est en partie liée à un faible rayonnement médiatique. Le groupe, constitué autour de la figure de Michel Heim, ne s'exprimait que très peu dans les parutions du mouvement. Il est presque absent des publications de l'*Agence Tasse*²³², sans doute parce que le bulletin affirmait se situer « dans le courant révolutionnaire²³³ ». Au contraire d'autres tendances, il n'a jamais eu le souci de s'adresser aux partis politiques ou aux syndicats²³⁴. Son travail politique était essentiellement focalisé sur la population homosexuelle. C'est donc principalement par l'intermédiaire de l'ouvrage de Jacques Girard que je vais tenter d'esquisser les positions de cette tendance dite réformiste.

Le GLH – GB représente assez fidèlement ce que se voulait être le GLH unitaire parisien à sa création. Composé par les militant.e.s de la première heure, il revendique « la création d'un mouvement de masse, rassemblant les homosexuels femmes et hommes, décidés à lutter sur tous les plans pour l'amélioration de leur condition d'existence et la répression²³⁵ ». À la différence des courants plus révolutionnaires, le Groupe de base semble moins s'inscrire dans un contexte « lutte des classes ». En cela il apparaît comme plus proche de certaines positions d'Arcadie. C'est-à-dire

231 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, op. cit., p. 146

232 Sur les 33 numéros du journal je n'ai trouvé qu'un seul article envoyé par le GLH – GB pour être diffusé.

233 « Éditorial », *Agence Tasse*, n°15/16, 20 décembre 1976 – 5 janvier 1977, p. 1

234 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, op. cit., p. 125

235 « Présentation des groupes de base du GLH », *Agence Tasse*, n°4, 5 juin 1976, p. 6

qu'il ne s'affaire pas à constituer des liens et des alliances avec une certaine gauche. Il est tourné principalement vers la communauté homosexuelle dans la perspective de l'émanciper et souhaite d'une certaine manière s'adresser à tou.te.s les homosexuel.le.s quel.le.s qu'illes soient, le patron comme l'ouvrière. Sa base de recrutement (c'est sous ces termes qu'il la présente) est ouverte « à tous et toutes les homosexuels qui acceptent les principes fondamentaux du mouvement », sans « distinction [...] d'appartenance ou non appartenance à un groupe socio-professionnel²³⁶ ». Il y aurait donc une identité homosexuelle qu'il faudrait promouvoir dans laquelle chacun.e aurait sa place.

Ce qui fonde cette identité commune c'est une oppression liée à des conditions sociales de vie qui leur sont propres. Cette oppression est, selon les membres du GLH – GB, double. Collective d'un côté car les homosexuel.le.s sont enfermé.e.s dans un ghetto où on les surveille et où on « exploite commercialement leurs besoins de rencontre²³⁷ ». Individuelle d'un autre car les homosexuel.le.s sont autrement enfermé.e.s par « l'auto-répression ». Comme le souligne leur manifeste, « aucune loi ne punit les pratiques homosexuelles entre adultes. La répression contre les homosexuels recourt peu à la force de frappe ; elle préfère la force de dissuasion (mise à l'écart, discrimination dans l'emploi et le logement, agressions verbales et physiques, chantage, etc.). Cette attitude répressive conduit les homosexuels même s'ils sont convaincus de n'être ni tarés ni vicieux, ni malades, à réprimer chez eux toute parole, tout geste susceptible de trahir leur homosexualité. C'est cela qu'on appelle l'auto-répression²³⁸ ». C'est autour de cette répression partagée qu'illes doivent se regrouper. Personne ne doit être exclu de ce rassemblement. La perspective réformatrice du groupe se retrouve principalement dans les revendications et la manière proposée pour mettre fin à ces différentes formes de répression.

Face à ce constat la lutte politique du GB s'inscrit dans trois directions. La première consiste à vouloir combattre l'auto-répression en valorisant la culture du *come out* pour montrer que « nous sommes résolus à sortir du ghetto faussement sécurisant où les pouvoirs publics nous confinent²³⁹ ». La seconde entend pouvoir recourir à la voie légale pour transformer la situation. Il s'agit « d'agir pour qu'il n'existe plus aucune discrimination, dans la loi comme dans les faits²⁴⁰ ».

236 *Ibid.*

237 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 120

238 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 121

239 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 122

240 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 121

À l'image d'Arcadie, le Groupe de base considère qu'il existe un fort enjeu à faire de la pédagogie envers les oppresseurs.euses. « Se déclarer, informer, enseigner, telle est la volonté de "contre culture" du GB²⁴¹ » pour reprendre les termes de Jacques Girard.

LE GLH – GB entretient cependant des divergences conséquences avec Arcadie. Il n'aspire pas à la même logique d'intégration que le Club de Baudry. Il ne s'agit pas de se fondre dans la société hétérosexuelle car l'égalité est impossible. Il existe en quelque sorte un « eux.elles » et un « nous ». Le manifeste du GB exprime que « le GLH ne revendique pas l'égalité avec les hétérosexuels qui, prisonniers eux aussi d'une législation et d'un mode de pensée reproduit par la famille, l'éducation, la religion, la culture... demeurent dans l'impossibilité de vivre des rapports sociaux et une sexualité d'hommes et de femmes libres²⁴² ». Le monde hétérosexuel ne semble donc pas être plus enviable pour les membres du courant réformiste.

LE GLH – GB disparaît cependant après moins de deux ans d'existence²⁴³ et laisse tout l'espace discursif à la tendance Politique et quotidien. Se pose alors la question de la raison d'une disparition si soudaine. Est-ce qu'un courant réformiste avait sa place au sein des GLH ? Il ne faut pas oublier qu'Arcadie vit en cette période un relatif « âge d'or »²⁴⁴ et incarne certainement mieux que le GB ce que pourrait être une homosexualité réformiste. Cependant, outre-Manche et outre-Atlantique, les mouvements homosexuels réformistes à l'image du GB se développent considérablement, que ce soit aux États-Unis²⁴⁵ ou au Royaume-Uni avec le CHE. Jacques Girard soutient que s'il a voulu fédérer un maximum d'homosexuel.l.e.s sur une plate-forme idéologique minimale, il est pourtant toujours resté un groupe marginal avec une trentaine de membres²⁴⁶. Comme il le souligne, « dans le domaine idéologique, sa démarche le plaçait à contre-courant de la jeunesse radicalisée de l'époque qui baignait dans un discours très marxisant²⁴⁷ ».

Si les revendications politiques et identitaires du GLH – GB ne furent finalement que peu partagées en ce milieu des années 1970, elles vont cependant connaître de nouvelles perspectives avec l'apparition du CUARH en 1979 et durant la décennie suivante. La tendance Politique et quotidien qui disposait déjà d'une certaine suprématie idéologique n'allait pour un temps ne plus

241 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 123

242 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 122

243 « Les groupes », *Agence Tasse*, n°19, 20 mars 1977, p. 3

244 JACKSON Julian, *Arcadie...*, *op. cit.*, p. 249

245 « Et au Far West », *Sexpol*, n°12

246 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 124

247 *Ibid.*

avoir de véritables opposant.e.s.

2B. « PAS DE RÉVOLUTION SOCIALISTE SANS RÉVOLUTION SEXUELLE, PAS DE RÉVOLUTION SEXUELLE SANS RÉVOLUTION SOCIALISTE »

Le discours autour d'une homosexualité révolutionnaire est celui qui va marquer le plus profondément les GLH. Largement inspiré d'une rhétorique trotskyste, c'est le GLH – PQ qui en est le plus fort théoricien. Après l'effondrement du GLH – GB, il devient selon les termes de Jacques Girard la locomotive du mouvement, entraînant derrière lui la grande majorité des GLH de « province » qu'il a lui-même participé à créer²⁴⁸. Guy Hocquenghem, lorsqu'il était militant du FHAR, soutenait que l'homosexuel.le était révolutionnaire en soi. Avec plus de nuances, le discours tenu par le GLH – PQ affirmait que l'homosexuel.le se devait d'être révolutionnaire. Il ne l'était pas forcément car il était menacé par l'intégration et la récupération²⁴⁹. Si la pratique politique du GLH – GB était un militantisme de l'homosexualité (tourné vers les homosexuel.le.s) celle du GLH – PQ était de se considérer comme des homosexuels et des militant.e.s révolutionnaires, leur homosexualité les ayant justement menés vers un militantisme dépassant leur condition première.

La construction rhétorique d'une homosexualité révolutionnaire se fait à plusieurs niveaux. Il y a tout d'abord la volonté d'ouvrir une large réflexion collective sur l'homosexualité en tant que composante de la sexualité, qui est partout présente et partout refusée. La première étape est alors d'interroger l'idée même d'une identité homosexuelle. Les membres du GLH – PQ considèrent qu'en codifiant la sexualité, le discours social bourgeois a instauré la catégorie d'homosexualité comme un statut à part, en dehors de la norme. Cette bourgeoisie a institué une nature, une identité homosexuelle. Par leur simple existence, les homosexuel.le.s représentent un défi à la norme hétérosexuelle qui est un élément indispensable au maintien de la cellule familiale. Et, à ce titre, les homosexuel.le.s sont rejeté.e.s car asociaux²⁵⁰. Cette identité

248 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 127

249 « GLH Orléans », *Agence Tasse*, n°15/16, 20 décembre 1976 – 5 janvier 1977, p. 9

250 « La genèse objective et subjective de l'identité homosexuelle », *GLH PQ Réflexion*, n°2, juillet-septembre 1976, p. 23

homosexuelle est donc selon les militant.e.s un concept bourgeois qui a permis de les aliéner. Pour illustrer cette idée, Jacques Girard fait un parallèle avec l'identité ouvrière : « tout comme l'ouvrier serait « aliéné » de par sa place dans la production, l'homosexuel serait aliéné de par sa place dans la fonction sociale assignée à la sexualité. Le lieu privilégié de cette aliénation n'étant plus l'usine mais le ghetto²⁵¹ ». L'homosexualité doit donc être détruite car elle est le fruit de l'idéologie bourgeoise. Il n'est donc pas question pour la tendance révolutionnaire de vouloir panser leur condition en se tournant uniquement vers les homosexuel.le.s. Dans le premier bulletin de réflexion du GLH – PQ illes affirment qu'« on reste au seuil de l'analyse si l'on croit comprendre l'homosexualité sur la seule perception de son propre « mal » ; c'est se gratter le nombril et se condamner à l'impuissance... nous devons poser la question de l'homosexualité au niveau global de la sexualité et de sa fonction sociale²⁵² ». Cette logique marxiste veut donc qu'au lieu d'apaiser les contradictions, il revient aux homosexuel.le.s de les aiguïser pour faire éclater le système.²⁵³

Un autre point constitutif de la réflexion de la tendance révolutionnaire est la mise en exergue de la latence de l'homosexualité. L'institution d'une identité homosexuelle est indissolublement liée au refoulement de l'homosexualité qui est présente dans tout le corps de la société et dans les appareils d'État que sont l'armée, la justice et la police²⁵⁴. Cette latence ne fait que renforcer l'oppression de l'homosexualité car l'homosexuel.le renvoie au reste du corps social l'image de son propre refoulement. C'est pourquoi le point de départ de la lutte doit se faire contre le tabou homosexuel, qui rend l'homosexualité latente, refoulée, dans les institutions qu'elle cimente. Il faut faire jaillir l'homosexualité latente partout où elle se trouve, « ce qui dans le même mouvement va désagréger les institutions, leur supprimer leur force de cohésion, accentuer les contradictions sociales²⁵⁵ ».

Les terrains de luttes des homosexuel.le.s révolutionnaires sont donc nombreux. Il s'agit de mettre en œuvre une lutte générale contre les institutions et les valeurs sur lesquelles reposent les valeurs de l'ordre bourgeois comme le suggère le manifeste du GLH – PQ. Cet ordre

251 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, op. cit., p. 132

252 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, op. cit., p. 130

253 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, op. cit., p. 129

254 « La genèse objective et subjective de l'identité homosexuelle », *GLH PQ Réflexion*, n°2, juillet-septembre 1976, p. 24

255 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, op. cit., p. 134

bourgeois est incarné par la famille qui est la cellule de base de la société bourgeoise en tant que structure aliénante où se fait l'apprentissage des rôles sexuels et sociaux. Mais aussi par l'école comme lieu d'embrigadement de la jeunesse qui renforce le conditionnement et concourt à ce que les jeunes se plient aux structures d'exploitation et d'aliénation²⁵⁶. Une des principales différences entre les réformistes et les révolutionnaires est la volonté de ces dernier.e.s de lutter en faveur d'un idéal socialiste dans la logique de l'horizon révolutionnaire de l'époque. L'un des slogans des GLH est « Pas de révolution socialiste sans révolution sexuelle, pas de révolution sexuelle sans révolution socialiste ». Comme l'indique le manifeste du GLH de Bordeaux, illes se considèrent comme prenant part à la lutte anticapitaliste²⁵⁷. Selon le PQ, l'assimilation de l'homosexualité dans le corps social n'est pas possible dans un monde capitaliste. « Ce n'est que dans une société socialiste, [...] dans une période d'impétueux bouleversements de tous les rapports sociaux que nous l'envisageons²⁵⁸. » Lutter dans le mouvement révolutionnaire est aussi nécessaire pour que la révolution tant espérée soit totale et ne fasse pas le sacrifice de la libération des sexualités au profit de l'économie²⁵⁹.

À l'image des mouvements féministes de cette époque, les militant.e.s des GLH veulent aussi changer leur pratique quotidienne. Il faut donner à la sexualité et à l'homosexualité un sens nouveau lié au développement de leur réflexion et de leurs pratiques politiques, de développer de nouveaux comportements et de nouvelles manières d'interagir. Illes reprennent ici l'idée que le privé est politique. Le choix d'appellation du GLH révolutionnaire parisien n'est pas un hasard. Comme le raconte Charles, l'un de ses militants, « c'est la perception de cette nécessité, c'est la conscience de cette imbrication entre notre lutte et notre vécu que manifeste l'appellation GLH – PQ²⁶⁰ ». Le pari est de jeter des ponts entre les deux ; le vécu est politique. Il existe donc une lutte quotidienne qui est politique pas seulement dans le sens de la lutte des classes. Ce sont des manifestations d'auto-contestation de l'existence de tous les jours²⁶¹.

Au contraire du GLH – GB qui se tourne vers le ghetto homosexuel pour chercher à en émanciper ses membres, les militant.e.s révolutionnaires ne veulent rien de moins que le détruire.

256 « Manifeste du GLH - PQ », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 36

257 « GLH de Bordeaux », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 5

258 « Les modifications en cours du statut de l'homosexualité et le leurre de l'intégration de l'homosexualité en régime bourgeois », *GLH PQ Réflexion*, n°2, juillet-septembre 1976, p. 31

259 « GLH Orléans », *Agence Tasse*, n°15/16, 20 décembre 1976 – 5 janvier 1977, p. 9

260 « Les modifications en cours..., *op. cit.*, p. 34

261 SANTIS Gilles « Entretien avec le GLH », *Don*, n°2, février 1976

Illes considèrent qu'il ne peut exister de liberté pour les homosexuel.les ou même de liberté sexuelle dans le cadre d'une société basée sur l'oppression et l'exploitation. Leurs revendications sont donc contradictoires avec ce qu'elles pensent être une pseudo « révolution sexuelle » qui n'est en réalité selon eux.elles qu'une récupération marchande du désir sexuel à travers les boîtes et les sex-shops²⁶². Car le ghetto des bars et de la drague clandestine ne fait qu'accentuer la ségrégation dont sont victimes les homosexuel.le.s. Cela les pousse à devenir la proie « du fric, du milieu et des flics » alors qu'elles revendiquent vouloir des rapports sociaux nouveaux et « gueuler [leur] bonheur²⁶³ ».

Les différences entre une lutte réformiste et une autre plus radicale sont nombreuses. Le GLH – PQ et tous les autres GLH qui se revendiquent révolutionnaires axent leurs luttes sur la reconnaissance explicite de l'homosexualité dans le corps social tout en rejetant l'idéologie de l'identité homosexuelle. Une lutte consciente des homosexuel.le.s doit mettre fin à ce qu'elles considèrent être le mythe de l'identité homosexuelle. Le discours marxiste en faveur d'une révolution socialiste et la condamnation du ghetto parachève la rupture entre ces différentes tendances. Ce qui constitue cependant une spécificité des homosexuel.les par rapport aux organisations gauchistes classiques c'est le propre de leur condition. Cette condition commune est pour de nombreux.ses militant.e.s le point de départ d'un engagement politique. Il y a la volonté certaine de vouloir constituer des lieux de rencontre différents en essayant de développer un nouveau mode de relation qui leur est propre.

2C. LUTTER POUR SE TROUVER, EXISTER ET S'AIMER.

Ce qui constitue une des différences majeures entre les GLH et les autres groupes militants gauchistes, c'est le fait que ses membres expriment le besoin de se retrouver autour de quelque chose qui leur est propre, c'est-à-dire leur homosexualité. Illes partagent un vécu commun, des expériences similaires face à leur condition. Ne trouvant généralement pas leur place dans les organisations partisans, illes revendiquent, sans le formuler dans ces termes, la

262 « GLH de Rennes », *Agence Tasse*, n°4, 5 juin 1976, p. 3

263 « Les GLH », *Agence Tasse*, n°14, 5 décembre 1976, p. 4

nécessité d'éprouver une certaine non-mixité et de s'organiser à partir de cette homosexualité.

À l'image des militant.e.s du FHAR nombreux.ses sont les membres des GLH à avoir déserté les organisations gauchistes traditionnelles. Les raisons sont multiples. Au-delà d'un « racisme²⁶⁴ » anti-homosexuel que l'on retrouve au sein d'une grande partie de la gauche, la forme de militantisme proposée par les gauchistes ne convient plus. L'activisme forcené, la coupure entre la vie militante et les « problèmes personnels », les discours abstraits sans aucune prise sur le quotidien ont fatigué nombre d'entre eux.elles. Il ne faut pas non plus oublier que jusqu'à tardivement, aucune de ces organisations ne prenait en compte l'oppression spécifique des homosexuel.le.s²⁶⁵. Le témoignage de Jacques Prince dans l'éditorial du numéro 15/16 de l'*Agence Tasse* est particulièrement éloquent. « Notre tâche n'est pas facile car [...] je ne connais pas de parti politique auquel je puisse adhérer sans restriction pour me joindre au combat politique qui me conduira vers une société où chacun pourra choisir de vivre comme il lui plaît, sans avoir à craindre la répression²⁶⁶ ». La constitution des GLH est pour nombre d'entre eux.elles la possibilité de reprendre part à une activité politique. Mais ce qui est nouveau c'est que cette forme de militantisme attire aussi des individu.e.s pour qui l'engagement politique est quelque chose d'inédit et qui n'auraient jamais adhéré à une organisation partisane classique²⁶⁷. Il est important de souligner, comme je l'avais rapidement évoqué dans le point précédent, que la volonté que cette activité politique soit en prise avec le quotidien des militant.e.s, qu'elle transforme réellement leur manière de vivre et leur rapport aux autres, est prépondérante.

Dans un long article de leur bulletin interne, Charles du GLH – PQ reconnaît que des analyses théoriques et « une ligne politique correcte » ne suffisent pas à permettre la continuité et le développement de tels groupes si ceux.celles qui y participent ne sentent pas que quelque chose est changé dans leur vécu, dans leurs rapports quotidiens²⁶⁸. L'idée qui revient est de

264 Si le terme « racisme » est utilisé dans les textes des groupes homosexuels jusqu'à la fin des années 1970, c'est que le concept d'homophobie, apparu en 1971 aux États-Unis, est encore long à s'imposer en France. L'utilisation du mot « racisme » pour parler des discriminations à l'encontre des homosexuel.le.s peut heurter aujourd'hui. La première apparition du terme homophobie en France remonte à 1975 et n'est véritablement utilisé qu'à partir de la décennie suivante. C'est donc du fait d'un manque de vocabulaire que les militant.e.s ont eu recours à ce terme peu approprié à leur état.

265 « Les modifications en cours ..., *op. cit.*, p. 39

266 « Éditorial », *Agence Tasse*, n°15/16, 20 décembre 1976 – 5 janvier 1977, p. 1

267 « Réponse à la circulaire de Bordeaux par le GLH - PQ », *Bulletin des GLH province*, n° 2, janvier 1977, p. 40

268 « Les modifications en cours ..., *op. cit.*, p. 39

transformer le quotidien de la militance dans le cadre d'un mouvement homosexuel. Le groupe peut devenir une sorte de cocon pour ses membres, raconte Charles²⁶⁹. Il ne faut pas nier qu'il existe dans les GLH des enjeux affectifs, des rapports amicaux et des histoires d'amours. Certain.e.s ne prennent d'ailleurs part aux activités des GLH que pour trouver une relation. Comme le note cyniquement le GLH de Mulhouse soit « ils trouvent l'âme sœur et ils disparaissent la main dans la main » soit « ils ne la trouvent pas et ils disparaissent, seuls et déçus par le GLH²⁷⁰ ». Il est aussi intéressant de remarquer que là où les organisations gauchistes et les partis de gauche utilisent à outrance le terme de « camarade » pour évoquer les compagnon.e.s de lutte, les membres des GLH ont pris pour leur part l'habitude de parler des copains et des copines²⁷¹. Enfin des termes comme « bises » ou « bisous » sont souvent employés dans les différents échanges²⁷². La tendresse et la proximité affective sont de mises dans la manière qu'ont ces groupes de s'appréhender mutuellement.

La manière de vivre son homosexualité à Paris diffère de celle du reste de la France. Il y a une permissivité à Paris qui n'existe pas en région. La perspective d'un engagement militant est par conséquent distinct. Ce que les personnes viennent chercher dans un GLH d'une ville moyenne comme Tours ne peut être pensé et analysé de la même manière que pour des militant.e.s de l'une des tendances parisiennes. L'isolement des homosexuels en province – il suffit de se rappeler le questionnaire envoyé par Arcadie à ses membres – pousse un certain nombre d'homosexuel.l.e.s à se rapprocher des GLH. Il s'agit avant tout d'être moins seul.e.s et de trouver ses semblables.

Comme le souligne Jean Nicolas, ce qui peut se jouer en « province » c'est que, lorsque quelqu'un.e est investi.e quelque part, ce fait marque la vie quotidienne. « On ne peut pas faire comme beaucoup font à Paris, à savoir travailler de façon anonyme par rapport au reste de sa vie, militer de la même façon, être homosexuel également et militant homosexuel idem²⁷³ ». Les enjeux entre Paris et le reste de la France sont donc distincts. Une contribution du GLH de Rouen rappelle que « Paris a des années d'avance sur le travail de réflexion théorique, [et que] la province a plus besoin de mener une lutte au niveau quotidien, au niveau des mentalités, de la

269 *Ibid.*

270 « GLH de Mulhouse », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 6

271 « Éditorial », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 2

272 « Dernière minute... GLH Rouen », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 15

273 « Réponse à la circulaire de Bordeaux par le GLH - PQ », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 40

misère sexuelle et affective, au niveau des comportements [...]»²⁷⁴ ». Dans les GLH de région, l'un des principaux enjeux est donc de constituer un réseau de rencontres affinitaire *et* politique, où la solidarité et la cohésion dans le groupe ont une place prépondérante. Cela ne signifie pas pour autant que les GLH parisiens sont moins des espaces de drague et de séduction entre les militant.e.s. Il suffit de remonter quelques années auparavant et de se souvenir des orgies du FHAR ; cette question traverse le mouvement homosexuel depuis le début.

Pour comprendre ces quelques réflexions je peux rapidement présenter le cadre de la constitution du GLH d'Orléans qui illustre bien ces enjeux. Dans l'*Agence tasse* numéro 8 paraît une invitation signée par un certain Jacky Fougeray appelant à la constitution d'un groupe. Il conclut son invitation par ces quelques mots : « J'invite donc tous les homosexuels(elles) intéressés à divers titres (car il ne saurait être question de dissimuler l'inévitable caractère affectif et sexuel d'un tel regroupement, même si ce n'est pas sa raison d'être) [...]»²⁷⁵ ». Dans le même numéro du journal un dénommé Patrice lui répond en lui demandant pourquoi est-ce qu'il faudrait se défendre de « l'inévitable caractère sexuel et affectif ». Il poursuit sa réponse en affirmant qu'en réalité « on lutte sans conviction, et on oublie le plaisir ». Les débats selon lui ne rassemblent que les intellectuels alors que les autres, qui repartent bredouilles, sont renvoyés vers le ghetto. Il insiste sur le besoin d'un prolongement du théorique sur le vécu réel des individu.e.s. Il assène qu'un « GLH de "débat, d'analyse et d'action" risque de n'être que le théâtre d'affrontements politiques et la répétition de thèmes éculés (le soutien à la lutte des femmes et aux mouvements ouvriers, qui n'est d'ailleurs qu'en parole et prises de position), mais pas une volonté profonde de transformation de la vie quotidienne»²⁷⁶ ». Il existe donc une ambivalence à vouloir paraître crédibles, militant.e.s, gauchistes et vraiment vouloir travailler sur la libération sexuelle. Le « risque d'oublier la lutte » est constitutif de la morale gauchiste de ces années-là qui se retrouve régulièrement dans les groupes militants. Trois mois plus tard, Jacky Fougeray écrit à nouveau à l'*Agence Tasse* pour raconter qu'elles sont en train de sortir de ce militantisme conventionnel²⁷⁷. Il ne s'attarde pas à donner plus d'explication mais on peut imaginer que le pari initial a peut-être été atteint.

274 « Groupe de libération homosexuel de Rouen », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 19

275 « Vers la création d'un GLH à Orléans », *Agence Tasse*, n°8, 5 septembre 1976 p. 7

276 *Ibid.*

277 « GLH Orléans », *Agence Tasse*, n°15/16, 20 décembre 1976 - 5 janvier 1977, p. 9

La construction identitaire des GLH en comparaison avec les autres groupes politiques de l'époque, à l'image de ce que sont les mouvements spécifiques de cette décennie, accorde une place particulière à ce qui relève du vécu, d'une condition commune de ses militant.e.s. Il s'agit aussi de constater que la rigueur et le puritanisme propres à de nombreuses organisations gauchistes ne sont pas aussi présentes dans les groupes homosexuels. Y trouver des ami.e.s et des amant.e.s en plus du simple camarade est admis et revendiqué par certain.e.s. Toutes ces considérations sont par ailleurs fortement liées au contexte général dans lequel évoluent les GLH. La politisation du privé est l'héritage du mouvement féministe et la nécessité d'un mouvement autonome la conséquence d'une gauche hostile.

3. UN HORIZON POLITIQUE QUI RESTE FORTEMENT ANCRÉ DANS UN CONTEXTE GÉNÉRAL.

3A. LES GLH, LA GAUCHE ET L'EXTRÊME GAUCHE.

Si l'homosexualité, au moment du FHAR, avait réussi à faire l'unanimité contre elle de la gauche et de l'extrême gauche, la situation semble évoluer quelques années plus tard. Les GLH entretiennent une certaine proximité avec une partie de l'extrême gauche et même le PCF et le PS sont obligés de revoir leur position. Le dossier de presse réalisé par les soins du GLH – PQ donne une certaine idée de la place de l'homosexualité dans les discours et les débats militants : la question homosexuelle n'a jamais autant fait parler d'elle chez les adorateur.trices de Marx.

Florence Tamagne a conceptualisé l'idée qu'il existe un double mouvement permanent au sein des groupes homosexuels. Un mouvement qui « ne peut être compris qu'à la lumière d'événements internes et externes à la communauté homosexuelle²⁷⁸ ». Même si les GLH se réclament d'une complète autonomie vis-à-vis des structures partisans, un double mouvement est perceptible. D'une part il existe un intérêt ou parfois un dégoût de la part de ces organisations et partis de gauche et d'extrême gauche pour le mouvement homosexuel (dans une stratégie de récupération politique par exemple) et d'autre part l'attraction/répulsion des GLH pour ces mêmes

²⁷⁸ TAMAGNE Florence, *Histoire de l'homosexualité en Europe...*, op. cit., p. 15

entités est notable. Les références aux partis et groupes gauchistes sont particulièrement nombreuses dans les publications des GLH. Je l'ai déjà souligné dans le point précédent, nombreux.ses. sont les militant.e.s des GLH à venir de la gauche ou de l'extrême gauche et à être de fait dans des rapports ambigus avec les groupes gauchistes et les partis. Il peut être fait référence ici à la figure de Jean Nicolas. Tête pensante du GLH – PQ qui se retrouve dans un grand nombre d'écrits que j'aborde, il était membre – comme nombreux.ses de ses camarades – de la Ligue communiste révolutionnaire. Cette relation de proximité est aussi le fruit d'une stratégie politique des GLH qui cherchent à inscrire la question de l'homosexualité dans le fonctionnement et l'agenda politique de ces groupes, d'abord à l'extrême gauche puis au sein du PS et du PC.

Avant de chercher à définir l'attitude des appareils partisans vis-à-vis des GLH, il convient de rappeler qu'en toile de fond se joue alors un conflit au sein de la gauche, qui après avoir bâti l'Union de la gauche de 1972 à 1977, se déchire juste avant les élections municipales du printemps 1977. Cette rupture est la conséquence de la concurrence entre le PCF et le PS pour l'hégémonie sur le champ politique de la gauche parlementaire²⁷⁹. Jusqu'au milieu des années 1970 la gauche partisane n'est pas tendre quant à l'homosexualité. Elle considère que celle-ci est une dégénérescence petite-bourgeoise qui ne touche pas les « sain.e.s » travailleur.se.s. Dans une interview au *Nouvel Observateur*, Pierre Juquin du PCF déclare que « l'homosexualité et la drogue n'ont rien à voir avec le mouvement ouvrier²⁸⁰ » tandis que Jacques Duclos affirme que « la classe ouvrière n'aime pas les pédés²⁸¹ ». Après la participation des GLH parisiens à la manifestation du 1^{er} mai à Paris, la CGT se fend d'un article dans *Libération* à la date du 15 mai 1976 affirmant « que les mots d'ordre des homosexuels, des lesbiennes (...) n'ont rien à voir avec la lutte des classes et les revendications ouvrières²⁸² ». Les exemples sont malheureusement nombreux. Cette situation tend pourtant à évoluer à partir de 1977. Cette année-là, le Parti socialiste publie un texte intitulé « Libertés, Libertés » qui vise entre autres à l'abrogation de l'amendement Mirguet²⁸³. La même année, le Parti communiste français, sous l'autorité du même Pierre Juquin, institue une commission sur l'homosexualité – celle-ci n'aura cependant pas de

279 RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline, *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012, p. 42

280 « 15 jours de tasse », *Agence Tasse*, n°12, 5 novembre 1976, p. 8

281 « Dossier sur l'homosexualité », *Révolution !*, 15 octobre 1976

282 « Revue de presse », *Agence Tasse*, n°3, 20 mai 1976, p. 5

283 « Ce vice bourgeois », *Dossiers de presse sur l'homosexualité*, Savelli, p. 21

fonctionnement véritable²⁸⁴. L'interprétation de ces changements est double. D'un côté existe la perspective pour une partie de la gauche de chercher à récupérer ce qui commence à être qualifié de « vote homosexuel ». La deuxième lecture serait d'interpréter cette évolution comme le résultat de l'action militante des membres des GLH (et notamment de la persistance pour certain.e.s d'entre eux.elles à militer dans certains groupes ou partis) qui a fini par influencer et incliner les positions du PS et du PCF quant à l'homosexualité. Il est intéressant de rappeler que jusque dans les années 1930 les partis communistes européens ont soutenu les mouvements homosexuels, à l'image du PC allemand vis-à-vis de l'organisation de Magnus Hirschfeld²⁸⁵.

En ce qui concerne les groupes gauchistes, la situation est quelque peu différente. Jean Le Bitoux note que la relative tolérance de l'homosexualité dans ces groupes est la conséquence des luttes féministes. « Ce sont les femmes qui, les premières, ont essuyé les plâtres du moralisme et du phallocratisme des militants et des structures, réussissant à faire poser quelques questions sur la vie quotidienne et la crise du militantisme²⁸⁶ ». Les homosexuels ont pu bénéficier de cette avancée, et le GLH – PQ a réussi à publier un certain nombre d'articles dans les organes de presse gauchistes. Le Bitoux passe ces journaux en revue : *Point noir*, *Front libertaire* (ORA), *Crosse en l'air* (CDA), *Rouge* (LCR), *Tribune socialiste* (PSU), *Révolutions !*, *l'Outil-Révolution* (Révol! GOP). Il poursuit son article en indiquant que depuis 1975 plus aucun.e homosexuel.le n'a été exclu.e de ces différentes organisations pour vice bourgeois²⁸⁷. Une bien triste réjouissance.

L'autre aspect du double mouvement réside dans la relation que les GLH ont entretenu avec la gauche et l'extrême gauche. Qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires, les GLH apparaissent dans le sillage de mai 68 et du chamboulement politico-social des années 1970. Malgré tous leurs différends, leurs membres partagent nombre de considérations politiques avec les gauchistes. Un peu moins peut-être avec la gauche classique. Jean Nicolas explique ce dialogue avec l'extrême gauche en affirmant que « c'est la plus réceptive, qu'elle est moins stricte et moins bureaucratique que l'ensemble du mouvement ouvrier, qu'elle peut se poser aussi ce type de question et remettre en question la normalité du comportement²⁸⁸ ». Jacques Girard souligne

284 « 15 jours de tasse », *Agence Tasse*, n°12, 5 novembre 1976, p. 8

285 « Ce vice bourgeois », *op. cit.*, p. 21

286 *Ibid.*

287 *Ibid.*

288 « Réponse à la circulaire de Bordeaux par le GLH - PQ », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 40

lui que l'idéologisme du mouvement homosexuel correspondait assez bien au courant trotskyste²⁸⁹ habitué à saisir les problèmes par l'instrument de la théorie. Même s'il existe de nombreux écrits et tracts critiquant l'extrême gauche, celle-ci leur donne l'occasion de s'exprimer dans ses journaux et ses meetings, ce qui participe à assurer une plus forte visibilité. Le GLH – PQ, dans le bulletin numéro 2 de l'*Agence Tasse*, annonce tenir un stand à la fête de Politique Hebdo à Lyon les 14, 15 et 16 mai 1976²⁹⁰. Il participe la même année aux états généraux du Parti socialiste unifié²⁹¹. De son côté, le GLH de Bordeaux se rapproche de manière pragmatique du PCF, de la LCR, du PS et du PSU avec une série d'objectifs. Il s'agit de signaler son existence et ses buts, d'envisager une participation aux actions de ces partis et enfin de trouver comment ces derniers peuvent reprendre la lutte du GLH et l'analyse qui en découle²⁹².

Cette recherche de connivence n'est cependant pas sans risques et les différences d'appréciation sont multiples. Ainsi le journal de la LCR, *Rouge*, publie au mois d'avril 1977 un article traitant de l'homosexualité où il considère la candidature du GLH d'Aix-en-Provence aux élections de mars 1977 comme une « diversion par rapport à la lutte des classes » et somme les militant.e.s homosexuel.le.s d'introduire « une ligne de classe » dans l'homosexualité²⁹³. La réponse du GLH – PQ est cinglante et sans équivoque : « Le club bourgeois homosexuel Arcadie a fait plus pour les homos que vos baratins de solidarité dont on cherche partout la pratique [...] ». Et de conclure : « On en a marre de se faire sodomiser par votre ligne de classe. On n'y peut rien si vous ne voulez rien comprendre²⁹⁴ ». Ce conflit souligne l'ambiguïté que peut avoir ce double mouvement et les incompréhensions qui restent conséquentes entre l'extrême gauche et le mouvement homosexuel.

Tout au long de l'existence des GLH, la gauche et l'extrême gauche est sommée de se positionner sur la question homosexuelle. Les positions des groupes et partis, tout d'abord extrêmement virulentes envers l'homosexualité, évoluent cependant à partir de la seconde moitié de la décennie pour finalement intégrer les revendications des militant.e.s du mouvement

289 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 128

290 « Petites annonces », *Agence Tasse*, n°2, 5 mai 1976, p. 2

291 « PSU États généraux », *Dossier de presse sur l'homosexualité*, Savelli, p. 30

292 « Les GLH », *Agence Tasse*, n°14, 5 décembre 1976

293 « Et s'il n'en reste qu'un », *Agence Tasse*, n°22/23, 5 et 20 mai 1977, p. 4

294 *Ibid.*

homosexuel. De leur côté, les GLH maintiennent – parfois difficilement – un dialogue avec leurs « alliés objectifs » pour donner une résonance à leurs discours. Mais c'est principalement vers les mouvements féministes que l'attention des GLH se tourne.

3B. LA MIXITÉ D'UN MOUVEMENT EN QUESTION AVEC POUR HORIZON LE FÉMINISME.

Dans le sillage de mai 68 apparaissent les premiers mouvements féministes radicaux. Ils inaugurent la naissance d'une action politique revendicative ancrée dans le présent. Le FHAR, très fortement inspiré par la pensée féministe, est déserté par les femmes quand sa nature n'est plus autre chose qu'un gigantesque espace de drague pour les hommes. En plus de l'extrême gauche, les militantes des mouvements féministes sont les principales interlocutrices des GLH.

Alors que l'imaginaire homosexuel s' imagine – faussement – autonome dans sa genèse, il ne faut passer sous silence le fait que le mouvement militant homosexuel français a été fondé par des féministes. À la fin du XIX^e siècle, Anna Rüling, proche de Magnus Hirschfeld fondateur du mouvement homosexuel allemand, proclame un discours qui près d'un siècle plus tard, au beau milieu des années 1970, continue d'être d'actualité : « Quel intérêt le mouvement des femmes a-t-il de résoudre la question homosexuelle²⁹⁵ ? ». Sébastien Chauvin note que l'histoire des relations entre les mouvements de femmes et les mouvements homosexuels n'est pas celui d'une « rencontre inéluctable vers l'union ». Elle s'est construite, déconstruite et reconstruite tout au long du XX^e siècle. Une certaine oppression commune tisse malgré tout des liens entre les féministes et les homosexuels. À la manifestation du 1^{er} mai 1975 le GLH unitaire parisien défile aux côtés du MLF. Thierry Voeltzel, membre d'un GLH, décrit cette relation dans les termes suivants : « Les femmes, en réalité, nous ont acceptés parce que nous étions peut-être un peu moins oppresseurs ou moins emmerdants que les groupes politiques mecs ; a priori elles n'étaient pas tellement intéressées par notre truc. De toute manière, il y avait déjà dans le MLF une tendance des femmes lesbiennes qui marchait beaucoup mieux²⁹⁶ ».

Même si l'on retrouve un certain nombre de femmes dans les différents GLH il existe

295 CHAUVIN Sébastien, « Les aventures d'une "alliance objective" ..., *op. cit.*, p. 112

296 VOLTZEL Thierry, *Vingt ans et après*, Paris, Verticales, 2014, p. 25

aussi un mouvement lesbien féministe spécifique : le Groupe de lesbiennes féministes (GLF). Le séparatisme qu'elles imposent provient de la critique que les hommes homosexuels sont malgré tout fortement marqué par le phallocratisme et le sexisme. Un article du journal lesbien *Quand les femmes s'aiment* déplore une « fixation sur la bite » de la part des hommes²⁹⁷. Elles reprochent aux GLH des préoccupations très masculines, notamment à propos de la drague dans les pissotières. Malgré tout un certain nombre d'actions sont menées de concert entre le GLF et les GLH. Lors du défilé du 1^{er} mai 1976 illes défilent ensemble derrière le cortège du MLF²⁹⁸. Le premier rassemblement homosexuel au bois de Vincennes en 1975, que j'ai déjà mentionné, est le fruit d'une organisation commune entre le GLH – GB et le GLF.

La grande majorité des GLH affirme des positions pro-féministes et revendique une mixité. À la lecture des manifestes et des tracts, il existe un clair soutien à la lutte des femmes. Ainsi, le GLH d'Aix annonce que ses militants « luttent aux côtés des femmes », en Alsace ils sont « solidaires de la lutte des femmes », à Bordeaux ils appellent à « rejoindre le mouvement des femmes contre la virilité, la phallocratie, les normes et les rôles sexuels et sociaux développés par l'idéologie dominante » et à Paris le GLH – PQ veut « mener un débat et créer un rapport de force afin que la lutte contre l'oppression de l'homosexualité, comme celle des femmes, devienne partie intégrante de la lutte anti-capitaliste du mouvement ouvrier²⁹⁹ ». Entre ces discours et la réalité l'écart est cependant conséquent. La grande majorité des GLH se déclarent mixtes mais ne sont souvent composés que d'hommes. Le GLH de Rouen pose la question de cette absence dans le *Bulletin des GLH de province* numéro 1 : « Pourquoi si peu de filles dans les mouvements homosexuels ? Pour celles que nous avons rencontrées, elles se sentent d'abord opprimées en tant que femmes avant de l'être en tant que lesbiennes³⁰⁰ ». Cette situation n'est pourtant pas équivalente partout. Le GLH – PQ est composé d'une commission lesbienne intitulée les Pétroleuses et le groupe de Montpellier est majoritairement formée par des femmes³⁰¹. Les lesbiennes du GLH d'Orléans analyse la question de la mixité dans la plate-forme revendicative du groupe. Elles considèrent tout d'abord qu'une pratique homosexuelle ne peut pas être un lien suffisant entre les hommes et les femmes, même si le monde qui les entoure les contraint peut-

297 IDIER Antoine, *Dissidanse rose...*, op. cit., p. 109

298 « Dernière minute », *Agence Tasse*, n°2, 5 mai 1976, p. 7

299 « Femmes & le mouvement homosexuel », *Agence Tasse*, n°7, 5 août 1976, p. 1

300 « Groupe de libération homosexuel de Rouen », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 19

301 « Les GLH », *Agence Tasse*, n°14, 5 décembre 1976, p. 4

être à trouver une identité et une solidarité dans leur homosexualité³⁰². Elles poursuivent leur analyse en expliquant que « la mixité du GLH Orléans trouve son sens (outre l'intérêt tactique évident) dans la reconnaissance commune aux femmes et aux hommes de notre groupe, que nous sommes ensemble victimes de la phallocratie³⁰³ ». Elles concluent en soulignant que si elles ont accepté cette mixité au sein du GLH c'est aussi parce qu'elles peuvent éprouver la non-mixité dans un groupe de femmes. Cette mixité n'est cependant pas évidente et les hommes du groupe continuent à exercer des comportements phalocrates et sexistes. Elles relèvent certaines phrases de leurs camarades masculins : « les bonnes femmes, elles sont toutes pareilles, je les connais, j'ai travaillé avec elles » ou encore « Quoi, le viol ? Au début elles ne veulent peut-être pas mais après ...³⁰⁴ ». Après quelques mois de mixité les femmes du GLH décident d'orienter nettement leur militance vers les groupes femmes. Elle concluent leur mise au point en interrogeant leur participation aux rencontres nationales à Lyon en 1977 avec l'objectif d'y « soulever le problème général de la mixité des groupes, même si cela doit nous conduire à constater son impossibilité³⁰⁵ ».

Pour questionner une situation qui leur est spécifique, les lesbiennes des GLH d'Orléans et de Paris organisent une rencontre nationale des Lesbiennes les 22 et 23 mai 1976 en invitant les lesbiennes des différents GLH et celles des groupes femmes. Elles proposent de se rencontrer pour débattre de leur place spécifique dans la lutte homosexuelle et dans la lutte des femmes avec deux thématiques principales : quelle mixité possible du mouvement homosexuel et quelle parole des femmes lesbiennes dans le mouvement des femmes³⁰⁶ ?

Cette convergence revendiquée avec le féminisme est cependant remise en cause par quelques groupes. Tout particulièrement la tendance 14 décembre et le GLH de Lille. Je vais ici me concentrer sur le second car ce qui fait sa spécificité c'est qu'il est un des seuls GLH à être véritablement mixte et que le discours antiféministe est porté par les lesbiennes du groupe. Celles-ci refusent l'idéologie féministe et remettent en cause leur identification en tant que femmes. Cette position est très proche de ce que Monique Wittig pensait lorsqu'elle écrivait que « les lesbiennes ne sont pas des femmes ». Le manifeste du GLH est très clair : « Nous ne

302 « GLH Orléans », *Agence Tasse*, n°15/16, 20 décembre 1976 – 5 janvier 1977, p. 9

303 *Ibid.*

304 « Cinq mois de lutte contre la phallocratie », *GLH Infos*, n°1, printemps 1977, p. 14

305 *Ibid.*

306 « Pour une rencontre nationale des Lesbiennes » *GLH Infos*, n°1, printemps 1977, p. 4

prenons pas en compte la lutte des femmes dans la mesure où elle ne vise qu'à un aménagement de l'hétérosexualité (avortement, contraception etc.)³⁰⁷ ». Dans un article publié par *Libération* le 14 juin 1976, elles explicitent leurs positions. Pour elles le féminisme n'est « qu'un avatar de la division en deux classes sexuelles, alors que justement c'est cette différenciation sociale qui est à la base de notre exploitation, de notre oppression ». Selon elles la non-mixité n'aboutit qu'à une nouvelle forme de ghetto, assumé et revendiqué. « Dire "lutte de femmes" c'est toujours se cantonner dans le domaine réservé que la société a toujours octroyé aux femmes ». Elles critiquent aussi les GLH qui se veulent mixtes et pro-féministes à l'instar du PQ : « C'est un groupe qui n'est composé que des mecs et échoue dans ses velléités de mixité. Ce n'est qu'un ghetto pédérastique de plus qui renforce la cloison gouine/pédé³⁰⁸ ».

Du fait de sa genèse et de certaines oppressions communes, le mouvement homosexuel, et plus spécifiquement les GLH, partage une histoire commune avec la pensée féministe. La mixité des groupes, si elle est souvent revendiquée, n'est cependant pas une simple réalité. Les attitudes sexistes des militants et certains discours antiféministes font que cette « alliance objective » n'est pourtant pas une évidence et qu'elle est continuellement questionnée. Le mouvement féministe n'est pas le seul mouvement spécifique auquel les GLH prennent part. Ils se retrouvent dans une multitude de luttes qui ne leur sont pas propres.

3C. L'HOMOSEXUALITÉ PRÉSENTE SUR TOUS LES FRONTS DES « MOUVEMENTS SPÉCIFIQUES ».

Les GLH, comme je l'ai déjà souligné, s'inscrivent dans les nouveaux mouvements sociaux nés au cours des années 1970. À l'image du fonctionnement de nombre des mouvements sociaux de l'époque, ils sont présents sur des terrains de luttes qui ne sont pas les leurs spécifiquement. Ils développent un discours et une pratique autour de la lutte dans les prisons, de la vie communautaire ou encore des luttes écologistes. Dans chacune de ces luttes ils cherchent à intégrer le facteur de l'homosexualité. Comme le note Pierre du GLH de Mulhouse, « la lutte n'est donc possible et efficace qu'en collaboration étroite avec les autres luttes qui ont lieu dans

307 « Groupe de libération homosexuel de Lille », *Bulletin des GLH province*, n°1, mai 1976, p. 12

308 « Femme, je me sens femme... », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 25

différents domaines contre les mêmes causes économiques et politiques³⁰⁹ ».

La présence des GLH sur ces luttes spécifiques est une constante dès le début de leur histoire. Le groupe de Mulhouse participe en mai 1975 à la marche anti-nucléaire de Fessenheim où illes distribuent 3 000 tracts et tiennent un stand d'information. Pour illustrer la présence des GLH sur d'autres fronts, je vais m'attarder sur la présence du GLH de Lyon dans différentes manifestations écologistes. Le samedi 30 juillet 1977 le groupe participe à Montalieu à la marche contre le surgénérateur nucléaire en construction de Creys-Malville. Illes y sont présentes avec la banderole du GLH. Entre eux.elles se pose la question l'acceptation par les 60 000 marcheurs.euses d'une banderole qui propose un autre objectif que la lutte en cours. Malgré tout quelques contacts sont menés, quelques dossiers de presse vendus, quelques discussions amorcées³¹⁰. Mais ce qui semble être le plus important pour les militant.e.s c'est de partager cette après-midi d'incertitude sous la pluie, de faire front commun sur une lutte qui n'est pas la leur spécifiquement mais de laquelle, en vertu d'une ligne politique révolutionnaire, illes se sentent proche.

Ce même été le GLH participe à un rassemblement au Larzac contre l'extension du camp militaire prévu par le gouvernement de Valérie Giscard d'Estaing. Le journal du GLH de Lyon, *Interlopes*, fait le récit de cette journée du dimanche 14 août 1977. Si le manque « d'initiative ou de coordination » a fait qu'il n'y a pas de stand GLH les membres du groupe sont tout de même présent.e.s à la marche³¹¹. Apparaît alors un drapeau marqué d'un triangle rose sur fond blanc. « Le jeune londonien qui le porte vient de faire se rencontrer des gens qui se cherchaient et permet une nouvelle fois "d'être présent" et d'expliquer inlassablement la signification du triangle rose³¹² ». La suite de l'article pose deux questions qui interrogent la présence des GLH dans ces luttes spécifiques : « Qui représentations-nous, nous qui nous référons aux GLH, à ces rassemblements ? » et « Qu'ont à voir les GLH avec la construction d'un surgénérateur ou l'extension d'un camp militaire ?³¹³ ». L'argumentaire exprimé dans le journal se focalise sur deux points. Le premier dépasse la seule question homosexuelle. C'est un argumentaire écologiste

309 « Perspectives pour le mouvement homosexuel », *Bulletin des GLH province*, n°2, janvier 1977, p. 10

310 « Rose et vert », *Interlopes*, n°1, automne 1977, p. 5

311 « Rose et vert », *op. cit.*, p. 6

312 *Ibid.*

313 *Ibid.*

directement tiré des brochures anti-nucléaires des années 1970. Y est pointé le risque de l'incertitude énergétique, ainsi que le danger, la pollution et les déchets tout comme la violence et la répression policière. Un sujet que les homosexuel.le.s connaissent bien. Le rédacteur de l'article pose la question de si les GLH peuvent « ajouter un motif supplémentaire à cette liste incomplète et déjà longue » de critiques. Il questionne la possibilité pour les homosexuel.le.s d'analyser la structure des moyens de production d'après les critères utilisés pour examiner leurs propres oppressions, c'est-à-dire en pensant ces institutions comme étant phallogocratiques et répressives. Par une subtile allusion à l'identité homosexuelle il conclut son article en dénonçant une société du progrès qui ne se remet jamais en cause, qui ne questionne pas cette course effrénée vers la technologie et les risques qu'elle entraîne.

Sur la question de la présence des GLH au Larzac où à Malville et celle de savoir qui ces derniers représentent, l'auteur de l'article ne fait pas d'ambages. Ils ne représentent personne car illes ne sont délégués par personne mais illes projettent « un éclairage particulier parmi d'autres tout aussi indispensables, ils peuvent être un signe de ralliement comme ce drapeau inattendu brandi sur le Causse pour regrouper des marcheurs³¹⁴ ».

1976 et 1977 représentent des années cruciales pour les différents Groupes de libération homosexuels. Même si chaque groupe, chaque tendance dispose de sa temporalité propre, que ce qui se déroule à Paris ne résonne pas nécessairement de la même manière à Toulouse, ces deux années correspondent au développement d'un mouvement politique homosexuel autonome. Deux années où le mouvement se structure et se visibilise à travers des moyens de communications et de diffusions propres, des actions militantes qui affirment leur présence sur le terrain politique et des rencontres nationales et internationales qui renforcent une dynamique organisationnelle. C'est aussi pour les GLH le temps de la définition : l'identité homosexuelle est questionnée, renforcée par certain.e.s et remise en question par d'autres. Une identité différentielle se dessine en fonction des tendances politiques de chacun.e. Cette autonomie identitaire et politique développe dans le même temps des lectures du monde originales et un rapport au militantisme politique spécifique aux nouveaux mouvements sociaux. Le contexte général des années 1970 impose par ailleurs des positionnements et des réflexions spécifiques au mouvement homosexuel. Dans un double

314 *Ibid.*

mouvement, les GLH se confrontent à la gauche et à l'extrême gauche, cherchent des alliances avec les féministes (parfois les réfutent) et développent un soutien à tout un nombre de luttes qui ne sont pas spécifiquement les leurs. Avec le déclin de l'horizon révolutionnaire, la fin du libéralisme giscardien, des conflits idéologiques qui se multiplient et des groupes qui, après quelques années d'existence, rentrent en crise (certains le font dès 1977), les années 1978 et 1979 représentent un tournant dans l'histoire du mouvement homosexuel français.

III. UN MOUVEMENT FRAGILE : CONTRADICTIONS, RUPTURES ET MANQUES DE PERSPECTIVES DES GLH.

1. L'IMPOSSIBLE IDENTITÉ HOMOSEXUELLE.

1A. LA MOUVANCE FOLLE LESBIENNE À L'ASSAUT DU TROTSKYSME PARISIEN.

Le GLH Groupe de base ayant disparu, la tendance Politique et quotidien occupe un temps une position hégémonique dans la définition idéologique de ce qu'est l'identité homosexuelle. Cependant le GLH d'Aix-en-Provence cherche à remettre en cause cette idéologie trotskyste parisienne en proposant une autre figure de l'identité homosexuelle. Une identité qui s'attaque au modèle de la masculinité alors que l'époque promeut un chassé-croisé entre les homosexuels et les hétérosexuels quant à la question de la virilité. Si dans la population masculine hétérosexuelle semble apparaître un adoucissement concernant l'injonction à la virilité, la population homosexuelle masculine, elle, se tourne vers un modèle virilisant.

Le développement d'une identité homosexuelle spécifique au GLH d'Aix-en-Provence émerge avec les élections municipales de mars 1977. Cette liste est annoncée par le journal local, *Le Provençal*, le 4 février 1977. Ahuri face à cette initiative le journaliste note que la démarche du GLH va bien plus loin encore que ce à quoi il pouvait s'attendre. « L'homosexualité est présentée comme une idéologie conquérante³¹⁵ ». Il conclut son article en insistant de manière suggestive sur le fait qu'il ne « reste [qu']à établir la liste des candidats. Ils doivent bien être une quarantaine l'un dans l'autre³¹⁶ ». La principale revendication du GLH d'Aix n'est rien de moins que de détruire le monde hétérosexuel pour le remplacer par un monde homosexuel. Si cette liste n'a en réalité aucune visée électorale – elle n'a d'ailleurs même pas pu déposer sa liste faute de moyens³¹⁷ – il s'agissait pour les militant.e.s aixois.es de « mettre tout le monde mal à l'aise³¹⁸ » selon l'un de ses membres Patrick Cardon, de contester l'alliance objective avec les gauchistes et

315 « Municipales : une liste homosexuelle à Aix ? », *Le Provençal*, 4 février 1977

316 *Ibid.*

317 « Nouvelles des groupes », *Agence Tasse*, n°20, 5 avril 1977, p. 3

318 « Une liste municipale de 41 homosexuels », *Libération*, 5 février 1977

d'initier une nouvelle réflexion sur l'identité homosexuelle. Il y a là, selon l'analyse de Jacques Girard, la volonté de faire éclater le discours trotskyste et d'attirer l'attention de tout le pays sur l'homosexualité³¹⁹. La tendance gauchiste parisienne incarnée par le PQ ne tarde pas à réagir par la voix de son idéologue Jean Nicolas qui publie une tribune dans *Rouge*. Il insiste sur le fait qu'il ne s'agit tout de même pas de confondre un candidat ouvrier avec celui de la droite et leur reproche une inversion des valeurs établies en revendiquant la construction d'un monde homosexuel. Il les accuse de se tromper d'ennemi et de donner « l'illusion que l'oppression vient des hétérosexuels alors qu'elle est le produit d'un système qui aliène, en [...] cloisonnant, [les] sexualités³²⁰ ». La rupture est consommée.

Dans le bulletin *GLH Info* numéro 1 on apprend que le GLH d'Aix change de nom pour opter pour celui de GLH – Tendance homosexuelle. Ce choix est justifié par la volonté de se démarquer « des autres GLH qu'on dénommera sans volonté de figer "groupe de libération de l'hétérosexualité"³²¹ ». Au-delà de cette critique en règle des autres villes et de leurs positions qu'Aix qualifie de réformistes, elles développent dans ce bulletin leur conception de l'identité homosexuelle. Celle-ci diffère de celle des autres groupes car elle ne se « résume » pas à vouloir lutter contre l'aliénation bourgeoise engendrée par le capitalisme. Les militant.e.s d'Aix s'attaquent directement à l'hétérosexualité : « on en veut ni se faire tolérer, ni tolérer l'hétérosexualité³²² ». Elles sont particulièrement virulent.e.s envers les membres des groupes gauchistes dont « on taisait la répression de cette phallocratie libérale, de la sympathie raciste de ces tenants du droit à la différence³²³ ». Au contraire, elles revendiquent une intolérance pour toutes celles et ceux qui ne leur ressemblent pas. Il ne s'agit plus de toucher les masses – « qu'elle se touche elle-même la masse et qu'on en parle plus³²⁴ » – mais de revendiquer que l'on ne peut être révolutionnaire si l'on n'est pas homosexuel. Le tout comme on ne peut être féministe sans être lesbienne. L'homosexualité est selon leur prose un comportement, une vision du monde et non une simple attirance pour des personnes de même sexe. L'hétérosexualité devient donc l'ennemi et ce qu'il faut construire ce n'est plus le socialisme mais un monde homosexuel.

319 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 140

320 *Rouge*, février 1977

321 « GLH d'Aix en Provence », *GLH Info*, n°1, printemps 1977, p.10

322 « GLH d'Aix en Provence », *op. cit.*, p. 7

323 *Ibid.*

324 *Ibid.*

Cette redéfinition de l'identité homosexuelle doit aussi, selon les militant.e.s de la « Tendance homosexuelle », redéfinir ce que doit être l'action politique d'un GLH. D'après eux.elles celle-ci doit être basée sur des « relations vraies » parce que l'activisme hérité du gauchisme n'a jamais servi qu'à coller des affiches et distribuer des tracts. Ce qu'illes qualifient « d'activisme défoulement » n'est selon eux.elles pas crédible et n'est pas autre chose qu'une fuite en avant menacée de récupération³²⁵. Les GLH devraient être « un centre de rencontres non formel, là où les réunions ne [doivent] être que des points de repères et non la polarisation de l'activité du groupe³²⁶ ». La prétention des autres GLH de vouloir créer des espaces militants dans la perspective d'organiser les groupes et de structurer le mouvement homosexuel est ainsi mis à mal par les aixois.es. Leur discours proche du courant spontanéiste – qu'illes qualifient eux.elles même de « spontanéisme réfléchi » – rappelle particulièrement les orientations politiques du FHAR. Jacques Girard fait aussi le lien avec leur prédécesseur en soulignant que « plus une minorité est interdite de parole, plus son cri risque d'être agressif³²⁷ ». Illes appellent à la remise en cause de la croyance en la démocratie, basée sur les « lois de la majorité, celle des compromis³²⁸ ». Ces mythes sont pour eux.elles synonymes des illusions hétérosexuelles. Le « monde homosexuel » doit se défaire de ce carcan et libérer l'imagination-crédation qui lui est propre.

La position des militant.e.s d'Aix continue à se radicaliser jusqu'à adopter une nouvelle dénomination en 1978 : la Mouvance Folle Lesbienne. Comme le raconte un certain Grégoire dans une lettre adressée à l'*Agence Tasse*, c'est une « position expérimentale [...] à la recherche d'une identité entièrement nouvelle, dans les sentiers non battus, encore vierge³²⁹ ». L'idée portée par un tract publié dans ce même numéro du journal n'est pas de proclamer la fierté d'une quelconque « homosexualité honteuse » liée aux schémas imposés par l'hétérosexualité. Les homosexuels ont de tout temps été qualifiés de « tapette, pédales et femmes ». Il s'agit alors de vivre pleinement cette identité. « Nous sommes des femmes³³⁰ ». Non pas comme le veulent les hommes, c'est-à-dire pas à leur image ou de la manière dont ils peuvent se la représenter. S'il n'est

325 « GLH d'Aix en Provence », *op. cit.*, p. 9

326 *Ibid.*

327 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 141

328 « GLH d'Aix en Provence », *op. cit.*, p. 10

329 « Lettre de Grégoire », *Agence Tasse*, automne 1978, n°30/31/32, p. 13

330 « Mouvance Folle-Lesbienne », *Agence Tasse*, hiver 1978, n°30/31/32, p. 15

pas non plus question d'être travestis ils proclament avoir « tout un passé de femmes à retrouver et tout un devenir à proposer...³³¹ ». Comme le proclame la suite du tract, « fini les hommes homos ou/et hétéros : les folles vont s'aimer, et avec les femmes, s'efforcent de vivre une homosexualité délivrée du MÂLE dans une lesbiénitude balbutiante et prometteuse³³² ». Le pamphlet est finalement signé : « Des homosexuel(le)s qui n'aiment pas les hommes³³³ ».

Il ne s'agit pas ici de donner une place prépondérante au groupe d'Aix-en-Provence dans l'histoire des GLH. Les positions défendues par celui-ci quant à l'identité homosexuelle sont minoritaires par rapport aux autres groupes. Il est simplement question de montrer que la réflexion autour de l'identité homosexuelle est perpétuellement en mouvement, qu'elle est multiple et que, par le biais de certain.e.s, elle se radicalise. Le fait que le groupe aixois se soit présenté aux élections municipales de 1977 lui a donné un retentissement considérable et ses positions politiques ont été largement diffusées. Par ailleurs la radicalité du discours se traduisant en une radicalité en actes a aussi eu des conséquences non négligeables sur les autres GLH. Tout d'abord dans le fait que certains groupes se sont positionnés par rapport aux propositions d'Aix. Enfin parce que dans les différentes rencontres qui ont pu avoir lieu, les invectives et attaques des premiers sur le reste des GLH a souvent alimenté des tensions. Si les Folles-Lesbiennes reprochent aux autres groupes de ne pas chercher à sortir le mouvement du ghetto³³⁴, certain.e.s ont pu reprocher à Aix le fait de refuser « la contradiction, traitant les autres GLH de cons, d'hétéros, de refoulés³³⁵ ».

La perspective de l'homosexuel.le comme agent révolutionnaire œuvrant à la cause du socialisme est largement remise en cause par le discours du groupe d'Aix-en-Provence. Il démontre que la réflexion autour de l'identité homosexuelle n'est pas figée. Sa proposition est radicale et, si elle n'est pas reprise par les autres GLH, contribue à l'évolution du paradigme identitaire. La participation du GLH – PQ aux élections législatives de 1978 relance le débat autour de la communauté homosexuelle et de l'identité qui pourrait s'en dégager.

331 *Ibid.*

332 *Ibid.*

333 « Mouvance Folle-Lesbienne », *op. cit.*, p. 16

334 « Lettre de Grégoire », *op. cit.*, p. 13

335 « Les groupes », *Agence Tasse* n°19, 20 mars 1977, p. 3

1B. UNE IDENTITÉ SANS COMMUNAUTÉ.

Une réflexion autour de l'identité homosexuelle en perpétuel mouvement questionne dans le même temps l'idée de communauté. Existe-t-elle ? Faut-il s'adresser à elle ? Une nouvelle étape dans ce questionnement surgit avec les élections législatives du printemps 1978. Après l'expérience municipale aixoise, le GLH – PQ décide à son tour de présenter des candidats aux élections. Au cours du mois de janvier, les candidatures sont annoncées mais sans le nom des candidats.

France Soir l'avait annoncé dès novembre 1977. Cinq homosexuels sont candidats aux élections législatives du printemps suivant. De façon ironique, le journal calcule que si la France compte 3 500 000 homosexuels, la proportionnelle allait propulser 34 députés homosexuels à l'Assemblée nationale³³⁶. La démarche du GLH est pour le moins originale : « Nous n'avons pas de projet de société quelconque. Nous voulons seulement le droit à une société non homogène où l'on peut être pédé dans sa vie quotidienne : boulot, vie politique et syndicale, vie affective et sexuelle³³⁷ ». Ce ne sont finalement que deux candidats qui sont confirmés lors d'une conférence de presse organisée le 27 février 1978³³⁸. Jean Le Bitoux est candidat dans le VI^e arrondissement (6^{ème} circonscription) avec François Graille comme suppléant et Alain Secoué dans le XVIII^e (25^{ème} circonscription) avec Guy Hocquenghem comme second³³⁹. Les trois autres, résultat de la volonté politique du GLH d'être le candidat des exclu.e.s et des marginaux, sont écartés par la préfecture de police car l'un était travesti, le second immigré du Togo et le troisième, du haut de ses 23 ans, n'avait pas l'âge requis pour être candidat³⁴⁰.

Se présenter à des élections en tant que candidats homosexuels vient donc à nouveau poser la question de l'identité. Elle pose la question d'une communauté qui se retrouverait autour d'un dénominateur commun qu'est l'homosexualité et qui ici prend corps dans les élections. Cette question, je l'avais déjà souligné, est présente tout au long de la courte histoire des GLH. Les membres du groupe de Bordeaux avaient déjà, dans un texte qui les présentait, évoqué cette

336 *France Soir*, 7 novembre 1977

337 « Élections, piège à quoi déjà ? », *Agence Tasse*, n°27/28/29, mai 1978, p. 40

338 *Ibid.*

339 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 144

340 « Élections, piège à quoi déjà ? »..., *op. cit.*, p. 40

question. « Ce n'est pas notre rôle d'impulser le rassemblement des homosexuels sur le seul fait de leur homosexualité. Le ghetto le fait déjà et nous savons quelles contradictions cela cache. En effet, si l'homosexualité peut être un facteur de radicalisation politique, elle peut aussi être parfaitement intégrée, récupérée commercialement, et beaucoup de pédés sont prêts à défendre le système capitaliste³⁴¹ ». Autour des élections de 1978, un débat est amorcé au sein du GLH parisien pour questionner cette initiative et retranscrit dans l'*Agence Tasse*. Au-delà d'une stricte perspective identitaire, la question stratégique d'une candidature est posée. Certain.e.s voient un risque à ce que le candidat homosexuel recueille trop peu de voix et que cela permette à leurs opposant.e.s d'affirmer que les homosexuel.le.s ne représentent rien. C'était en quelque sorte donner des arguments à l'ennemi. Une comparaison est tentée avec les mouvement féministe mais illes considèrent que pour les femmes il y a des choses qui sont aménageables dans l'immédiat alors que ce n'est pas le cas avec l'homosexualité car « l'homosexualité ne s'aménage pas »³⁴².

Rapidement dans le débat émerge la question de la communauté. Selon les tenants d'une identité homosexuelle révolutionnaire, il n'existe pas de réalité homosexuelle. Un militant qui apparaît sous le pseudonyme de Robinson Simon Lawrence affirme qu'« il n'y a aucune convergence entre un grand bourgeois homo, un prolo homo et un petit-bourgeois homo³⁴³ ». Le paradigme politique dans lequel les membres du PQ évoluent est celui de la lutte des classes. Celle-ci prime sur l'idée d'homosexualité qui à leurs yeux n'est rien d'autre qu'une sous-culture. « Tout ce qui relie un petit-bourgeois homo et un prolo homo c'est uniquement une sous-culture, mais non une réalité homosexuelle³⁴⁴. » La réalité homosexuelle dont illes parlent est de nature sociale et économique. Un ouvrier homosexuel ne peut pas vivre sa condition de la même manière qu'un bourgeois. Il est condamné à fréquenter les tasses, à subir les vexations quotidiennes à l'usine. Le bourgeois au contraire, s'il évolue dans un milieu intellectuel, ne subit pas la même répression. Il peut fréquenter un ghetto où il est relativement en sécurité. L'analyse va même plus loin pour les tenants de cette ligne « lutte des classes ». Il n'y a selon eux.elles pas de différence entre un petit-bourgeois homosexuel et un petit-bourgeois hétérosexuel. Ils défendent la même chose, les mêmes intérêts et les mêmes privilèges.

341 « Groupe de libération homosexuel de Bordeaux », *Bulletin des GLH de province*, n°1, mai 1976, p. 6

342 *Agence Tasse*, n°27/28/29, mai 1978, p. 34

343 *Ibid.*

344 *Ibid.*

À partir de là, se présenter aux élections c'est accepter de rentrer dans le rang et de laisser de côté leur marginalité qui les défend d'une assimilation au monde hétérosexuel. Alain Huet, dans cette même veine, soutient que « ça n'a rien de subversif, et le peu de subversif qui pourrait exister, avec des élections comme ça, on se ferait baiser la gueule³⁴⁵ ». Des candidatures qui allaient octroyer une nouvelle notoriété aux candidats et participer à créer des « stars homosexuelles ». Des stars qui, à l'image de Bory ou Peyrefitte, lorsqu'elles parlent en public, détruisent le côté subversif du mouvement homosexuel³⁴⁶. Dans les réflexions portées par certain.e.s, pour que les élections aient du sens, il fallait tenir un discours qui soit entendu par les hétérosexuel.le.s ce qui allait engendrer une récupération du discours homosexuel. Par ailleurs de nombreuses comparaisons sont faites avec les États-Unis où le mouvement qui s'est institutionnalisé en tant que communauté et qui a intégré le jeu politique classique n'a plus rien de subversif ni de révolutionnaire³⁴⁷.



Illustration 3: Affiche pour la campagne législative de 1978 réalisée par Copi

345 Agence Tasse, *op. cit.*, p. 34

346 Agence Tasse, *op. cit.*, p. 35

347 *Ibid.*

La question qui les préoccupe donc dans cette dynamique identitaire est de savoir s'elles souhaitent mener un combat homosexuel ou un combat politique. Le premier se place dans une logique identitaire et le deuxième dans une perspective lutte des classes. L'idée sous-jacente est que s'elles veulent mener un combat politique, celui-ci doit se faire à l'intérieur du mouvement politique existant, c'est-à-dire plutôt dans un combat en faveur de la lutte des classes qu'une lutte pour la communauté³⁴⁸. En creux, cette question des élections porte celle du ghetto. Il existe dans tous les GLH la volonté claire d'en sortir et de mener un travail politique qui permette aux autres homosexuels de s'en défaire. Mais le discours « lutte des classes » opposé à celui de la communauté rend cette revendication complexe. Cet état d'esprit est parfaitement résumé par la réflexion d'un certain Roger Leducq : « C'est une contradiction parce que l'on veut d'une part sortir du ghetto et d'autre part dès qu'on en sort on dit "Ouh làlà, qu'il fait froid dehors" ³⁴⁹».

Une identité homosexuelle partagée par tou.te.s n'est pour les tenants d'une ligne politique révolutionnaire pas possible. La communauté homosexuelle ne peut exister du seul fait d'une sous-culture partagée. Les rapports de classes n'offrent aucun commun possible entre un.e ouvrier.e et un petit.e bourgeois.e homosexuel.le.s. Cette intransigeance politique distingue donc le mouvement homosexuel français de certains de ses homologues anglo-saxons qui eux se pensent d'abord en tant que communauté, quitte à s'institutionnaliser. La question du ghetto toujours irrésolue s'invite alors dans cette réflexion identitaire.

1C. COMMENT SE SORTIR DU GHETTO ?

Le milieu des années 1970 représente le moment où tend à se développer la marchandisation de l'homosexualité. Les tasses qui disparaissent les unes après les autres sont concurrencées par les bars, les boîtes et les magasins homosexuels. La question que se posent les militant.e.s des GLH est de savoir comment s'opposer à ce nouveau ghetto marchand sans devenir une élite intellectuelle coupée du reste d'une « communauté » parfois fantasmée souvent critiquée. Il apparaît dans la grande majorité des tracts et des manifestes des différents groupes la

³⁴⁸ *Ibid.*

³⁴⁹ *Agence Tasse, op. cit., p. 37*

volonté de sortir et de détruire le ghetto homosexuel. Dans sa plate-forme, le GLH de Bruxelles écrit qu'ils refusent « la ségrégation qui [les] cantonne dans le ghetto des bars et de la drague clandestine, pour y être la proie du fric, du milieu, des flics (...)»³⁵⁰.

Une géographie de l'homosexualité permet d'interroger la notion de ghetto en tant qu'espace. Je peux ici donner la définition du concept de ghetto, formulé par l'abécédaire du journal *Interlopes* de Lyon : « ce sont des lieux de rencontres (saunas, quais...) souvent décrits en termes d'aliénations par les pédales radicales qui ne fréquentent pas ces lieux et qui sont effectivement aliénants pour ceux qui ne peuvent vivre leurs désirs que dans ces lieux là³⁵¹ ». En réalité, d'après les discours des GLH, il n'existe pas un seul ghetto homosexuel, mais plusieurs formes d'enfermement qui ne sont pas homogènes. D'une part existe le ghetto marchand et de l'autre le ghetto sauvage, engendré par le rejet de l'homosexualité en dehors de la norme qui pousse les homosexuel.le.s à se réfugier dans ce que certains qualifient de piège. Ces différentes formes de ghettos sont souvent liées aux classes et couches sociales de ses membres. La critique qui est faite au ghetto – quel qu'il soit – est qu'il conditionne les homosexuels à un vécu nocturne où les rapports sociaux sont dénaturés car souvent réduits à la drague dont est exclue toute autre forme de communication³⁵². Ce ghetto déforme les rapports que les individu.e.s peuvent avoir en dehors de ce milieu et développe des sentiments de culpabilisation et d'infériorité³⁵³. Cette forme de sexualité cloisonne la vie de ses acteurs. D'un côté il y a la façade de la vie normale et de l'autre une vie nocturne inavouable mais seule forme de vie où le désir peut s'exprimer.

Jean Nicolas du GLH – PQ analyse le ghetto non pas comme une forme de désir mais plutôt comme un besoin précis autour de la quête d'un partenaire. Cette quête pouvant prendre la forme soit « d'une recherche occasionnelle pour une baise vite fait bien fait, soit la recherche du grand amour, du prince charmant et souvent les deux à la fois³⁵⁴ ». Selon lui le ghetto non-marchand subit une répression bien supérieure à l'autre. La menace d'une descente policière ou des « loubards » est constamment présente, ce qui y développe un état de tension qui rend toute

350 « Les GLH », *Agence Tasse*, n°14, 5 décembre 1976, p. 4

351 « À nos luttes », *Interlopes*, n°5, 1979, p. 2

352 « La genèse objective et subjective de l'identité homosexuelle », *GLH PQ réflexions*, n°2, juillet-septembre 1976, p. 24

353 *Ibid.*

354 « La genèse objective et subjective de l'identité homosexuelle », *op. cit.*, p. 25

communication ardue et favorise une consommation de sexe hâtive et sans lendemain³⁵⁵. Dans le ghetto commercialisé, comme tout passe par des rapports marchands, il note une surreprésentation de l'apparence où le culte de la beauté fige toutes les représentations. Il considère aussi que c'est dans cette forme de ghetto que « s'enracine le plus fortement l'idéologie de l'identité homosexuelle³⁵⁶ ». Ce même ghetto marchand est, d'après Jean Nicolas, lui aussi divisé en plusieurs catégories. Il y a les boîtes « sélects » pour un public aisé et de classe sociale plus ou moins élevée et celles, plus populaires, qui accueillent les homosexuels chassés du ghetto non marchand. Une des principales critiques qu'il adresse au ghetto marchand est que dans la mesure où l'homosexualité tend à s'arroger un droit de cité dans la société française, le pouvoir cherche à s'y immiscer. Il essaye de supprimer le ghetto non-marchand – car difficilement contrôlable – pour favoriser le ghetto commercialisé sur lequel il peut imposer sa dynamique de pouvoir et de contrôle³⁵⁷. Une fois ce constat établi se pose donc la question de l'attitude à adopter face au ghetto. Les GLH sont plutôt unanimes sur ce point. Ils sont pour la disparition des ghettos en tant que « système d'aliénation particulièrement mutilateur des rapports humains qu'il instaure³⁵⁸ ». Dans le même temps ils reconnaissent que si le ghetto existe, c'est bien du fait du rejet de l'homosexualité en dehors du corps social et que tant que les homosexuel.le.s seront opprimé.e.s ce ghetto existera. Ils ont donc pour devoir de dénoncer toutes les formes de répression que les homosexuel.le.s peuvent subir au sein même du ghetto³⁵⁹. La perspective pour les GLH, au-delà de cette solidarité, est de chercher à radicaliser les homosexuel.le.s qui fréquentent ce ghetto pour les amener à rompre avec les « rapports aliénés » qu'illes y vivent et renoncer à « l'idéologie de l'identité homosexuelle »³⁶⁰. Une logique du droit à la différence accompagne souvent la logique du ghetto. Il peut être interprété comme une façon d'assumer de se retrouver dans le ghetto et de s'y épanouir. Pour ses pourfendeurs.euses, ce droit à la différence est un statut octroyé par l'hétérosexualité dominante, une reconnaissance de leur différence située au niveau d'une différence de pratique sexuelle. Il accompagne un aménagement du ghetto qui devient le lieu où la différence est autorisée à se dire.

355 *Ibid.*

356 *Ibid.*

357 *Ibid.*

358 *Ibid.*

359 *Ibid.*

360 *Ibid.*

En réalité, comme le note Pierre du GLH – PQ, c'est la libéralisation de l'homosexualité et la revendication d'une identité homosexuelle par certain.e.s qui a accompagné voire favorisé le développement du ghetto. En effet, tant que l'homosexualité était un phénomène honteux, le capitalisme n'avait que très peu de marge pour en tirer profit. Il n'existait que quelques établissements dans certaines grandes villes, intégrés dans les circuits commerciaux. Pire encore, « cette intégration de l'homosexualité devient un élément essentiel du dispositif policier visant à encadrer chaque citoyen, et par delà tout le corps social ³⁶¹ ». Il n'est donc guère surprenant que les GLH aient entamé – certainement en vain – une lutte contre le ghetto homosexuel. La question d'une identité homosexuelle n'est donc pas résolue en cette fin des années 1970. Certain.e.s l'accusent de tous les maux, synonyme d'aliénation bourgeoise. D'autres veulent la penser comme multiple. Au sein même des GLH, des oppositions quant aux revendications identitaires surgissent et fragilisent le mouvement. Enfin, si du commun est partagé entre les individu.e.s à partir d'une sous-culture, la communauté homosexuelle elle, semble être impossible et même non désirable. Ces tensions idéologiques accompagnent une série de crises successives au sein des GLH.

2. DIFFICILE DE TROUVER UN SECOND SOUFFLE.

2A. UNE NOUVELLE PHASE DE RÉPRESSION.

En cette fin de décennie, le libéralisme giscardien a pris fin et la France s'installe progressivement dans la crise. Alors que la gauche croyait en sa victoire, les élections législatives de 1978 sont remportées par la droite. La rupture du pacte commun entre le PS et le PCF n'y est certainement pas pour rien. Dans le même temps le gauchisme s'essouffle et l'horizon révolutionnaire est de moins en moins probable. C'est dans ce contexte qu'une nouvelle phase de répression se met en place. Les journaux sont à nouveaux censurés et les procès se multiplient.

Une des principales raisons de la fin du libéralisme giscardien est à chercher dans les

361 « Capitalisme et homosexualité », *GLH – PQ Réflexion*, n°3, octobre 1976 - janvier 1977, p. 1

stratégies politiciennes du président de la République. Le jeune Premier ministre gaulliste Jacques Chirac a démissionné du gouvernement en 1976 et n'a eu de cesse depuis d'attaquer le gouvernement par un discours bien plus marqué à droite. Si les élections législatives ont reconduit la majorité gouvernementale au pouvoir, la gauche, malgré ses divisions, ne cesse de progresser dans les votes. C'est donc dans la perspective des élections présidentielles de 1981 et du nécessaire soutien des forces conservatrices que Valérie Giscard d'Estaing infléchit sa politique vers la droite.

La législation concernant l'homosexualité n'a pas évolué depuis 1974 mais un espoir inattendu surgit lorsqu'au Sénat, durant l'examen d'une loi relative au viol et aux attentats à la pudeur, une proposition de loi du sénateur Caillavet est reprise par la secrétaire d'État au garde des Sceaux Alain Peyrefitte, Mme Pelletier. Cette proposition vise à l'abrogation des alinéas 2 de l'article 330 et 3 de l'article 331 du Code pénal, lesquels pénalisent les relations homosexuelles entre un majeur et un mineur et l'outrage public à la pudeur³⁶². La proposition de loi est reprise sous forme d'amendement et votée par le Sénat. Mais à son passage devant l'Assemblée nationale, celle-ci s'y oppose et la proposition est définitivement enterrée. Cette démarche inattendue ne doit pas occulter le fait que la période est à la répression. Une loi en vigueur depuis 1949 permet l'interdiction de l'affichage « [d]es publications de toute nature présentant un danger pour la jeunesse en raison de leur caractère licencieux ou pornographique ou de la place faite au crime ». La revue d'Arcadie en avait fait les frais jusqu'en 1975. 1978 voit le retour de cette pratique et de nombreux journaux et revues sont censurés. Le 19 janvier 1978 ce sont les revues *Dialogues* et *Incognito-Magazine* qui sont touchées. Le 1^{er} mars c'est au tour de *Gaie Presse* (toute nouvellement fondée) et de *In-Magazine*. Le 24 mars enfin c'est *Gay Magazine* qui se trouve interdit d'affichage³⁶³. L'ALEPH, par la plume de Claude Courrouve, dénonce « une dangereuse inclination à l'ordre moral³⁶⁴ ».

Les lois sur l'homosexualité, l'incitation à la débauche ou encore l'outrage public à la pudeur sont toujours en vigueur en 1978 et le nombre de condamnations, comme je l'ai déjà noté, est en constante diminution. Mais la fin du libéralisme giscardien correspond aussi à un retour conséquent des affaires en justice. L'*Agence Tasse* numéro 27/28/29 se fait l'écho d'un certain

362 « La loi Caillavet », *Agence Tasse*, n°27/28/29, 1978, p. 5

363 « Communiqué de l'ALEPH », *Agence Tasse*, n°27/28/29, 1978, p. 22

364 *Ibid.*

nombre de cas en ce début d'année 1978. Le 18 janvier, un enseignant de St-Leu-La-Forêt est inculpé pour incitation de mineurs à la débauche et actes impudiques sur des personnes de même sexe. Le 7 mars 1978 la 24^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris condamne quatre homosexuels, supposément pris en flagrant délit, à 3 000 francs d'amende et deux mois de prison avec sursis³⁶⁵. En juin de cette même année est organisée une campagne de solidarité en faveur du Docteur Buisson après son arrestation. Le seul délit de ce médecin psychiatre installé à la Réunion est d'être homosexuel et de ne pas le cacher. Si rien n'a pu lui être reproché sur le plan professionnel, l'Ordre des médecins considère que « ses tendances profondes [sont] incompatibles avec l'éthique médicale³⁶⁶ ». Ce qui autorise le journal *Le Monde* dans son édition du 16 décembre à le présenter comme coupable³⁶⁷. Il est sanctionné par l'Ordre des médecins de six mois d'interdiction de pratiquer. Un autre cas emblématique est celui rapporté par *Libération* autour de l'affaire Rossignol. Jean Rossignol est révoqué par le conseil de discipline de l'académie d'Aix-Marseille le 7 septembre 1978 aux motifs de « retards et d'absences injustifiées ». Ce qu'on reproche en réalité à ce surveillant syndicaliste, c'est son homosexualité et son appartenance au GLH de Marseille. Après avoir été muté une première fois il est à nouveau accusé pour avoir « affiché dans le réfectoire des élèves une annonce pour le bal du GLH », ce qu'il dément. Le 26 janvier 1979 il est révoqué définitivement³⁶⁸. La répression de l'homosexualité, qu'elle soit sociale ou pénale, est ainsi toujours le lot quotidien de nombreuses personnes.

Alors que la décennie des années 1970 s'achève forte de plus de dix ans de mouvements sociaux qui ont profondément ébranlé la France, celle-ci connaît un retour à l'ordre moral incarné par la fin du libéralisme giscardien. Les revues homosexuelles sont à nouveau interdites à l'affichage et la poursuite en justice des homosexuel.le.s retrouve une certaine vigueur. C'est dans ce contexte que le dernier GLH parisien disparaît à son tour.

365 « Usage des lois ... », *Agence Tasse*, n° 27/28/29, 1978, p. 26

366 « Dernière minute », *Agence Tasse*, n°33, non daté, p. 51

367 *Ibid.*

368 « Quand l'homosexualité devient tare sociale ou politique », *op. cit.*, p. 10

2B. LE CHANT DU CYGNE OU LA DISPARITION DU GLH – PQ.

Le GLH – PQ est en cette année 1978 le dernier GLH des différentes tendances parisiennes encore existant. La tendance 14 décembre a disparu fin 1976³⁶⁹. Quelques rescapé.e.s du groupe fonde Entropie, une instance principalement de réflexion. Début 1977 c'est la tendance Groupe de base qui disparaît sans laisser de suite³⁷⁰. La tendance Politique et quotidien continue quant à elle d'exister. Mais en 1978, elle entre à son tour en crise. Ce n'est pas par excès de parisianisme qu'il convient de s'intéresser à sa disparition. Il s'agit juste de reconnaître que sa place a été prépondérante dans l'histoire nationale des GLH et que sa disparition fait écho à la fin d'une époque.

La fin du GLH – PQ est la conséquence d'une multiplicité de crises internes et externes propres à la tendance. Le groupe parisien est certainement le GLH qui compte le plus grand nombre de militant.e.s. et donc de sensibilités politiques diverses. Il est déjà relativement assez surprenant qu'un groupe de cette teneur puisse revendiquer près de quatre ans d'histoire. Si les débats et les divergences sont courants dans le groupe, la première référence à un sentiment de crise apparaît au début de l'année 1977. Un militant dénommé Charlos fait un point relativement pessimiste sur l'ambiance du GLH dans le bulletin interne du groupe *Réflexions*. « Un curieux climat règne actuellement dans le GLH – PQ. D'un côté, les commissions se renforcent, débattent, préparent des interventions. Mais en même temps, certains expriment un malaise évident, un manque de confiance dans le groupe, de la défiance envers le collectif, soulèvent le problème posé par la présence de militants d'organisations politiques – et en particulier de militants de la LCR – dans le GLH – PQ. Ce n'est pas une mauvaise chose que ces questions (re)viennent sur le tapis ; ce qui, en revanche, est assez malsain, c'est la manière dont elles sont amenées : par allusions, par bruits de couloir, par des critiques vagues et générales sans s'appuyer sur des cas précis, bref, par un climat de grogne qui ne semble pas déboucher sur une volonté d'analyser sérieusement les problèmes³⁷¹ ». Dans la suite de son article, il remarque aussi une tendance à la dévalorisation personnelle qui tourne à la dévalorisation du groupe. Il analyse ce

369 « Les groupes », *Agence Tasse*, n°17, 20 janvier 1977, p. 4

370 « Les groupes », *Agence Tasse*, n°19, 20 mars 1977, p. 3

371 « Après la crise, le malaise ? », *GLH – PQ Réflexions*, n°3, octobre 1976 - janvier 1977, p. 13

phénomène comme étant le produit direct de l'oppression, de la violence subie quotidiennement au travail ou dans la famille³⁷². Charlos termine son propos en expliquant que la plupart d'entre eux.elles sont à la recherche d'une identité, d'une reconnaissance sociale qui peut s'exprimer par la fuite dans une identité militante pour certain.e.s et pour d'autres par l'enfermement dans une identité marginale³⁷³. Ce que souligne ce témoignage et qu'il est important de noter, c'est que malgré les discours et l'activité militante, être homosexuel.le dans les années 1970 est loin encore d'être une évidence pour tou.te.s. Déconstruire son sentiment de culpabilité vis-à-vis de sa condition d'homosexuel.le est un processus long et complexe. Militer dans un GLH peut donc, au-delà des désirs de chacun.e, être une tâche complexe où l'émancipation n'est pas assurée. Dans un contexte tel que celui-ci, il n'est donc peut-être guère étonnant que les GLH s'essoufflent après quelques années d'existence.

Le GLH – Politique et quotidien est un groupe qui se veut révolutionnaire, proche de la tendance gauchiste et marqué par le discours trotskyste. Mais en cette fin des années 1970 où l'horizon révolutionnaire semble s'estomper, ce discours commence lui aussi à tomber en désuétude. La rigidité du discours politique lasse une partie des militant.e.s, fatigué.e.s de se culpabiliser quant au couple, à la drague ou au ghetto³⁷⁴. Maxime Journiac explique que « le discours marxiste empêchait toute expression spontanée³⁷⁵ ». Un nouveau discours émerge, porté par les folles radicales, s'opposant à la ligne trotskyste et assez proche des positions du groupe d'Aix-en-Provence. À leur tour elles s'attaquent à l'hétérosexualité et clament que le ghetto homosexuel n'existe pas. Si ghetto il y a, alors il est hétérosexuel³⁷⁶. Elles réintroduisent l'identité homosexuelle au sein du groupe au grand dam de certain.e.s. C'est à ce moment-là que le terme anglo-saxon *gay* fait son entrée dans les discours et bouscule les qualificatifs d'homosexuel.le ou même de pédé. Comme le note Jacques Girard, « le gay s'oppose au *straight*, c'est-à-dire à tout ce qui est normal, intégré, dans la ligne. Avec en fond, cet éternel retour au doux frisson du subversif. [...] Être gai, c'est transformer la tragédie homosexuelle en comédie³⁷⁷ ». Pour les folles radicales il n'est plus question de faire de la politique mais d'*être* politique. Face à tant de

372 *Ibid.*

373 *Ibid.*

374 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 142

375 *Ibid.*

376 *Ibid.*

377 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 143

divergences elles s'éloignent de la structure rigide du PQ et squattent deux immeubles. Pendant quelques mois, de juin à octobre 1977, elles s'essayent à la vie communautaire et lancent un nouveau journal, *gaie-presse*³⁷⁸.

En 1977 avait eu lieu un premier Festival homosexuel au cinéma l'Olympic. Fort de son succès, un deuxième festival de film homosexuel doit avoir lieu en janvier 1978 au cinéma la Pagode. Son déroulé sera tout autre et l'*Agence Tasse* s'en fait l'écho. Le festival est inauguré le 17 janvier et le dimanche 21 est organisé un débat sur la pédophilie. Jean-Marie Colombani du journal *Le Monde* rapporte que « la plupart des propos tombaient sous le coup de la loi³⁷⁹ ». Le vendredi 27 des policiers se faisant passer pour des agents du Centre national du cinéma (CNC) entrent dans la cabine de projection et saisissent 17 films ayant été interdits par le ministère de la Culture, sous prétexte qu'ils n'avaient pas de visa pour les projeter. Ces agents de la police judiciaire décident d'occuper les lieux jusqu'à la fin du festival pour s'assurer qu'aucun film interdit ne soit projeté³⁸⁰. Le même jour, vers 20h45, « un commando de Jeune nation³⁸¹ d'une vingtaine de personnes, casqué, masqué et armé de barres de fer fait irruption, casse les vitrines, rentre dans la salle, envoie de la peinture rouge et des grenades fumigènes sur les 200 personnes regardant le film projeté *Le droit du plus fort*³⁸² ». C'est la panique et six personnes sont blessées. Les policiers présents n'ont par ailleurs pas réagi. La journée du samedi se veut revendicative. Après une manifestation dans la journée qui réclame le droit à une « différence homosexuelle » les militant.e.s distribuent le soir des tracts dans la rue Sainte-Anne. La police intervient et interpelle huit personnes. Alors que les manifestant.e.s empêchent les cars de police d'emmener les personnes arrêtées, ces derniers répliquent en matraquant et tirant des gaz lacrymogènes. Des pierres et divers autres objets s'abattent alors sur la police. La manifestation tourne à l'émeute et deux personnes sont inculpées pour violence à l'encontre des forces de l'ordre³⁸³. Michel et Patrick sont condamnés à 15 jours de prison avec sursis et 500 francs d'amende. Cette nouvelle phase de répression ressoudé un instant un GLH où l'ambiance « était devenue désagréable³⁸⁴ ». L'échec du festival de la Pagode continue à affaiblir le PQ. Jacques Girard interprète la mort du

378 *Ibid.*

379 « Castagne et censure », *Agence Tasse*, n°27/28/29, mai 1978 p. 19

380 *Ibid.*

381 Un groupuscule d'extrême droite

382 « Castagne et censure », *op. cit.*, p. 20

383 *Ibid.*

384 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, *op. cit.*, p. 144

groupe du fait d'une incapacité à réagir devant la répression, quelle qu'elle soit. « Une mort qui ressemble à celle d'un enfant qui crierait pour empêcher le toit de la maison de s'écrouler³⁸⁵. »

Alors que les élections législatives approchent, le GLH – PQ ne semble plus être autre chose qu'un coquille vide. Pour prendre en charge la campagne électorale sont constitués des Comités homosexuels d'arrondissement (CHA). Les deux premiers sont ceux du XVIII^e et du V^e-VI^e arrondissements. D'autres apparaissent ensuite avec la création des CHA du IX^e, X^e, XII^e, XV^e, Halles et Ouest parisien. Une lettre ouverte du CHA du V^e-VI^e explique pourquoi ils ne se reconnaissent plus dans le GLH – PQ. « Démarche de quelques garçons déroutés par la paradoxale difficulté à s'exprimer au sein d'un mouvement de libération où tout ne tient que par quelques personnes qui s'essoufflent, s'isolent, s'entredéchirent, et qu'on voudrait aider... Désir de tracer quelque chose de plus humain, de parler de soi, de ses pratiques sexuelles, de se remettre en cause, de se retrouver entre copains, de se tracer des repères affectifs, de ne surtout plus se déguiser ni aborder « l'autre » sous des masques provocateurs qui l'effraient³⁸⁶... ».

Il n'y a pas de mort prononcée du GLH – PQ. Tout au plus un délitement continu. L'apparition des CHA au cours de l'année 1978 participe à l'ambiance de désillusion générale face au gauchisme. Les homosexuel.le.s parisien.ne.s qui n'ont plus de projet politique se mettent à théoriser la fête³⁸⁷. Dans le reste de la France, en fonction des villes, les GLH sont eux aussi en questionnement. Certains sont à bout de souffle, d'autres renaissent de leurs cendres. Être homosexuel en province est une autre réalité.

2C. EN PROVINCE, « ON TOURNE EN ROND³⁸⁸ ».

Les groupes à travers la France sont nombreux dès 1977 à indiquer par leurs contributions aux différents bulletins qu'ils sont à bout de souffle, qu'ils se trouvent confrontés à une série de problématiques qu'ils n'arrivent pas à dépasser. Ce n'est en réalité pas un problème qui est uniquement vécu par les GLH dans les différentes villes de régions. À Paris ces problèmes

385 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, op. cit., p. 145

386 « Lettre ouverte », *EntreCHA*, n°1, non daté, p. 1

387 GIRARD Jacques, *Le Mouvement...*, op. cit., p. 145

388 « GLH Mulhouse », *Bulletin des GLH de province*, n° 2, janvier 1977, p. 6

existent aussi. Mais le fait que dans les GLH de « province » illes soient numériquement moins nombreux.ses que leurs camarades parisien.ne.s accentue ces tensions. La récurrence de ces problèmes limite indubitablement le développement du mouvement homosexuel français si ardemment souhaité par certain.e.s.

Si 1975 et 1976 paraissent être des années fastes pour les GLH – ils s'en constituent dans presque toutes les grandes et moyennes villes en France – la lecture des comptes rendus des groupes montre qu'après quelques temps d'existence, ceux-ci sont comme paralysés, incapables d'avancer et de se projeter. Le GLH de Rouen dans le *Bulletin des GLH de province* numéro 2 fait cet amère constat où il note que l'enthousiasme du début est retombé et que les activités sont au point mort depuis plusieurs mois. S'il y a bien quelques projets, les forces vives du groupe ne sont pas assez nombreuses pour pouvoir les prendre en charge. Les réunions sont tout sauf enthousiasmante : « On se regardait assez souvent en chien de faïence et c'étaient toujours les mêmes qui parlaient³⁸⁹ ».

Il est donc nécessaire de comprendre ce qui se joue dans ces groupes et pourquoi après avoir mobilisé, il est si compliqué de maintenir une rigueur d'organisation et de militance. Un dénommé Pierre, dans un texte publié dans l'*Agence Tasse* en 1976 (ce qui souligne que cette problématique surgit très tôt), permet d'entrevoir une première analyse autour de cette problématique. « Le thème de l'homosexualité [...] n'est pas mobilisateur à long terme, et tout regroupement d'homosexuel(le)s de ce type, malgré d'éventuels succès ponctuels, tourne en rond ou se perd dans des querelles en raison de l'ambiguïté du "recrutement". Il peut, tout au plus, apporter une aide individuelles (non négligeable) par une action d'assistance sociale aux homosexuels. Un mouvement spécifique homosexuel est toutefois nécessaire, tant que le problème n'est pris en charge par personne d'autre³⁹⁰ ».

Celui qui en fait l'analyse la plus fine est certainement Alain Huet dans un éditorial publié lui aussi dans l'*Agence Tasse*. Ce texte paru en 1978 laisse supposer qu'un certain recul et plusieurs années de mouvement ont permis d'étudier ce phénomène en profondeur. La réflexion qu'il propose n'est pas tendre envers les militant.e.s mais s'avère certainement nécessaire. Les

389 « GLH de Rouen », *Bulletin des GLH de province*, n° 2, janvier 1977, p. 15

390 « Nouvelles des GLH », *Agence Tasse*, n° 11, 20 octobre 1976, p. 3

GLH doivent selon lui faire un examen de conscience de leurs pratiques. Il établit qu'il est nécessaire de réviser les modes de fonctionnement des groupes, liés à des manières de faire qu'il considère comme étant propres au mouvement homosexuel³⁹¹. Ces blocages s'expliquent selon lui par le fait que la première et seule communauté d'intérêt qui lie les membres des GLH est leur homosexualité et que ces groupes sont essentiellement des lieux de passages. Le GLH de Bordeaux note que « le groupe a dû redémarrer amoindri de quelques militants homosexuels qui avaient joué un rôle capital dans sa construction en 1975. Il y a un perpétuel renouvellement des membres³⁹² ». Ce phénomène de « passage » est tellement commun qu'avec un brin de cynisme Alain Huet explique que les quelques exceptions qui existent « sont tellement bien des exceptions, que [les] militants qui sont dans le mouvement depuis plus de trois ans se connaissent les uns les autres³⁹³ ».

Ceux.celles qui se joignent à un GLH le font selon lui, soit pour sortir de leur isolement, soit pour rencontrer une ou des âmes sœurs et donner corps à leurs désirs. Bordeaux insiste sur le fait qu'avec cette double pratique il risque de simplement devenir un lieu de rencontre et de ne plus être autre chose qu'un « ghetto aménagé³⁹⁴ ». Alain Huet fait enfin état d'une troisième raison pour se joindre à un GLH, qui est celle de la militance politique et sociale³⁹⁵. La combinaison de ces trois facteurs provoque une situation qui rend complexe la possibilité de trouver une orientation précise pour le groupe. La cause étant la disparité trop évidente des attentes et des désirs de chacun.e.s³⁹⁶, voire un total manque de motivation³⁹⁷. Les récits des différents GLH corroborent l'analyse que propose l'éditorialiste de l'*Agence Tasse*. Le GLH de Rouen établit lui aussi plusieurs catégories de personnes dans sa réflexion autour des blocages du groupe. « L'une des raisons du calage du groupe est la grande hétérogénéité des demandes et des prises de conscience sur l'homosexualité tant à un niveau individuel qu'à un niveau plus général ou qui plus est politique. Certains se sentaient très mal dans leur peau et voulaient s'en sortir. Certains venaient pour briser leur isolement et faire des rencontres. Certains venaient pour "militier" pour

391 « Jouons les stars pendant que nous sommes jeunes et après on verra », *Agence Tasse*, n° 27/28/29, mai 1978, p. 6

392 « GLH Bordeaux : nos débats, nos premières conclusions », *GLH Info*, n°1, printemps 1977, p. 21

393 *Ibid.*

394 « GLH Bordeaux : nos débats, nos premières conclusions », *op. cit.*, p. 22

395 « Jouons les stars pendant que nous sommes jeunes et après on verra », *op. cit.*, p. 7

396 « Strasbourg », *GLH Info*, n°1, printemps 1977, p. 27

397 « Strasbourg », *op. cit.*, p. 30

une "cause" qui leur paraissait bonne³⁹⁸ ».

Alain Huet poursuit sa réflexion en supposant que les militant.e.s des GLH réalisent plus ou moins les deux premiers objectifs, au besoin en participant à des actions du troisième type³⁹⁹. Mais dès que celles-ci risquent d'empiéter sur la réalisation des deux premiers illes s'en vont. Il reconnaît qu'« il y a bien sûr les exceptions, aussi étoiles filantes que les précédents, des gens qui ont déjà une conscience politique ou sociale et qui ne trouvent pas ce qu'ils veulent dans le groupe dans lequel ils ont atterri⁴⁰⁰ ». Mais ces dernier.e.s n'ont selon lui pas d'influence au sein du groupe. Il émet par ailleurs l'hypothèse qu'il n'y a pas de grande différence dans les groupes de lesbiennes. Pour illustrer ce propos je peux citer Pierre de Mulhouse qui note qu'il n'y a que très peu de conscience politique à l'entrée dans le groupe et une « réticence presque unanime à toute analyse politique de la situation des homosexuels et de la sexualité en générale⁴⁰¹ ». Cette première réticence en amène une autre, plus lourde de conséquence vis-à-vis de l'action politique.

Dans la perspective où participer à un GLH se fait pour sortir de l'isolement ou trouver l'âme sœur, il n'existe alors dans ces groupes aucune nécessité d'une continuité dans l'action. Ce qu'Alain Huet considère être du spontanéisme au coup par coup, répond aux désirs de réalisation des deux premiers objectifs. Et ceux.celles qui veulent essayer de réaliser le troisième objectif, se trouvent coincé.e.s par le plus grand nombre des précédentes catégories. Cette situation peut à son tour engendrer une forte insatisfaction du troisième groupe qui les mène eux.elles aussi à parfois quitter le GLH.

Après une première période d'activité, face à ces différentes réalités, se pose souvent la question de pourquoi illes se réunissent. Il y a donc l'obligation de discuter prioritairement de l'attente de chacun.e pour pouvoir établir un minimum de bases communes. Le GLH de Bordeaux pose cette question dans les termes suivants : « sommes-nous un seul regroupement d'homos à fonction de copinage en tout et pour tout ou bien devons nous chercher plus loin, élaborer une analyse sur l'oppression spécifique des homos⁴⁰² ». D'après le groupe de Strasbourg, l'un des enjeux cruciaux est que toute motivation est à chercher à travers le vécu, les expériences et les espérances de chacun.e. La prise de conscience de la nécessité d'une lutte pour la libération

398 « GLH de Rouen », *op. cit.*, p. 15

399 « Jouons les stars pendant que nous sommes jeunes et après on verra », *op. cit.*, p. 7

400 *Ibid.*

401 « GLH Mulhouse », *op. cit.*, p. 6

402 « GLH Bordeaux », *Bulletin des GLH de province*, n° 2, janvier 1977, p. 3

homosexuelle se fait d'après eux.elles, d'abord par la confrontation des expériences individuelles. Il considère qu'il serait vain d'attendre un engagement militant solide des personnes qui rejoignent le groupe sans tenir compte de ces différents facteurs. Et de conclure qu'« il ne faut pas se leurrer, cette problématique se retrouve certainement dans la plupart des groupes. Sa résolution est une condition nécessaire au bon fonctionnement et souvent même à la survivance d'un groupe⁴⁰³ ».

Les raisons pour rejoindre un GLH sont donc variables et propres à chacun.e. Cette disparité dans les désirs des un.e.s et des autres entraîne rapidement des points de blocages et de crispations. Le sentiment de tourner en rond occupe une grande partie des réflexions de ses militant.e.s après quelques années – voire moins – d'existence. Ce sont alors des GLH qui naissent, meurent et qui renaissent de leurs cendres, en fonction des dynamiques et des énergies mises dans le fonctionnement interne des groupes. Cette réalité fait que le mouvement au milieu de l'année 1978 est mal en point. Sa fragilité rend presque inaudible les combats menés par ses militant.e.s. Pour ne pas simplement disparaître certains groupes cherchent à élaborer un renouvellement des pratiques et à restructurer le mouvement, quitte à changer de stratégie politique.

3. À LA RECHERCHE D'UN NOUVEL ÉLAN.

En parallèle et au-delà des problématiques et des errements dans lesquels se trouvent les GLH, plusieurs initiatives prennent corps pour donner un nouvel élan au mouvement et à la question homosexuelle. Entre 1978 et l'été 1979 ce sont deux dynamiques parallèles qui prennent forme : la créations de nouveaux médias et la reconfiguration des perspectives militantes des GLH pour restructurer le mouvement homosexuel. Ces deux dynamiques participent grandement à la naissance de la première Université d'été homosexuelle, moment clef dans le basculement vers une nouvelle forme de militance. Si tous ces événements s'entrecroisent je fais le choix de les présenter séparément pour plus de clarté, quitte à faire des aller-retours dans la chronologie.

403 « GLH Strasbourg », *Bulletin des GLH de province*, n° 2, janvier 1977, p. 11

3A. REDONNER UNE VOIX À L'HOMOSEXUALITÉ : LA NAISSANCE DE NOUVEAUX MÉDIAS.

D'une manière qui ne semble pas être coordonnée mais la résultante d'une même dynamique, de nombreux GLH se lancent dans la publication d'un journal, synonyme pour eux d'une nouvelle ouverture et d'une nouvelle étape dans l'histoire du mouvement. Dans le même temps d'autres publications cherchent à se défaire du cadre militant pour trouver un écho beaucoup plus large.

Même s'il revendiquait une totale indépendance par rapport aux GLH et certainement encore plus, pour des raisons idéologiques, avec le GLH – PQ, le bulletin de l'*Agence Tasse* a malgré tout été le porte voix du mouvement. De mai 1976 à mai 1977 son tirage bimensuel n'est presque jamais interrompu. Avec la parution de la revue *Diff/Éros*, imaginée par le même groupe de personnes, la parution du bulletin devient beaucoup plus aléatoire. L'*Agence Tasse* se retrouve d'abord intégrée à la revue ce qui réduit tout d'abord sa sortie à une parution bimestrielle. Les membres de l'APPELS veulent donner la priorité à *Diff/Éros*⁴⁰⁴. Les auteurs du journal reconnaissent par ailleurs être confrontés à des problèmes de temps, d'argent et de publicité, ce qui rend la situation plus délicate et la régularité de la publication plus difficile à tenir⁴⁰⁵. Au delà des discours, l'APPELS est cependant au point mort. Après la parution du numéro 3 de *Diff/Éros* sur « la sexualité en province » en septembre-octobre 1977, le bulletin qui suit – c'est à dire l'*Agence Tasse* numéro 27/28/29 – ne sort qu'en mai 1978, auquel est ajouté un numéro de *Diff/Éros*. C'est le contraire donc de ce qui avait été souhaité. Et ce n'est que près d'un an plus tard, au printemps 1979 qu'apparaît le numéro 30/31/32 (qui comporte lui aussi un supplément *Diff/Éros*). Le numéro 33 de l'*Agence Tasse*, paru dans la foulée, semble être la dernière parution de l'APPELS. Avec la progressive disparition du journal, les groupes ne disposent donc plus de cet outil de coordination nationale essentiel.

Mais au même moment, dans de nombreuses villes, des groupes se lancent dans la publication de leur propre journal. En 1978 les GLH ont déjà plusieurs années d'existence. Si la structuration des groupes a pu être relativement longue et que les difficultés matérielles pour

404 « Éditorial », *Agence Tasse*, n° 27/28/29, mai 1978, p. 2

405 « Éditorial », *Agence Tasse*, n° 30/31/32, non daté, p. 3

sortir un journal sont nombreuses il faut voir dans ces parutions une nouvelles dynamique et de nouvelles perspectives pour les groupes. Le GLH de Rouen est un des premiers groupe à se doter d'une parution au printemps 1978 avec un journal intitulé *Pourquoi pas*. On y décèle une première envie d'ouverture du fait de la volonté affichée de se tourner vers tou.te.s les homosexuel.le.s de Rouen⁴⁰⁶. Cette dynamique est encore plus forte dans les déclarations d'intentions des journaux qui apparaissent par la suite. Le journal du groupe de Marseille qui paraît pour la première fois au printemps 1979 sous le titre de *Comme ça* indique ne pas vouloir être un bulletin à l'usage des seuls membres du GLH. « Nous adressons, et nous espérons dialoguer avec la grande majorité des homosexuels qui pour diverses raisons ne s'expriment pas en tant que tels. [...] Les "militants homosexuels" n'ont pas toujours su trouver un langage accessible et concret pour communiquer leurs idées, leurs actions, leur enthousiasme⁴⁰⁷ ». Dans un courrier qui précède la parution du numéro 0, l'équipe de rédaction indique vouloir initier un journal pour la grande masse des homosexuel.le.s, « ceux qui se disent plus volontiers "comme ça" que pédé, folle ou autre ». Vouloir faire paraître un journal est aussi une manière pour certain.e.s de transcender les conflits qui ont pu exister à travers les groupes, avec l'idée de redonner une consistance au mouvement. C'est le cas des GLH de l'ouest de la France qui s'aventurent dans la publication d'un journal inter-régional intitulé *Gay West* avec une première parution en mai 1979. Illes indiquent que « les GLH ont compris après la coordination nationale de Lyon en fin 78 que le gauchisme d'idées qui consistait à croire à un mouvement de masse unitaire et structuré, était passé de mode. Après plus de 2 ans de réunions manquées et de guerre idéologique meurtrières (ou presque), les GLH ont enfin découvert la « coexistence pacifique⁴⁰⁸ ». C'est de là qu'est né le journal avec le regroupement des GLH et des Groupes Lesbiennes de Brest, Angers, Caen, Nantes, Rennes, Tours et de Rouen. Il se défend d'être « l'expression d'une hypothétique ligne unitaire⁴⁰⁹ » et souhaite permettre à tous les courants de s'y exprimer. L'éditorial va même plus loin dans la remise en cause de l'existence dogmatique des GLH en proposant toute une série de formules pour l'acronyme qui est le leur : Groupe de libération homosexuelle, Groupe de libération des homosexuels, Groupe de libération des

406 « Éditorial », *Pourquoi pas*, n° 1, printemps 1978, p. 2

407 « Éditorial », *Comme ça*, n° 0, printemps 1979, p. 1

408 « Éditorial », *Gay West*, n° 1, avril-mai 1979, p. 2

409 *Ibid.*

homosexualités, Groupe de luttes homosexuelles. Le renouveau se fait sentir et l'envie de passer à une nouvelle étape semble être partagée par tous les groupes, sur tout le territoire. Au cours de ces deux années d'autres villes initient leur propre publication. Le groupe d'Aix en Provence publie *Aixema*, le CHA du V^e et VI^e diffuse *EntreCha*, le CHA du XVIII^e annonce la revue *Masques* et Angers propose *Le fond de l'air est rose*.

Au delà des GLH, d'autres publications prennent forme. Elles sont souvent le fruit du départ des militant.e.s qui ne se retrouvent plus dans la logique groupusculaire des GLH et qui cherchent à offrir à la question homosexuelle une résonance nationale. C'est le début de la presse gay. Le premier journal à paraître est *Gaie-Presse*. Fondé par quatre garçons, cette publication est fortement imprégnée par la culture punk émergente⁴¹⁰. Mais victime de la nouvelle phase de répression giscardienne la revue est interdite à l'affichage le 11 mars 1978 et ne survit pas à cette interdiction⁴¹¹. C'est un an plus tard que paraît un autre journal qui marque profondément la sous-culture homosexuelle : le journal *Gai Pied*. Jean Le Bitoux, l'un de ses fondateurs, exprime la nécessité d'inventer un nouveau média largement diffusé à l'échelle nationale pour « atteindre désormais le plus grand nombre possible d'homosexuels, quels que soit leur âge, leur situation géographique ou sociale et leur niveau de conscience politique ou culturelle⁴¹² ». Il est question de créer une autre presse homosexuelle qui dépasse largement le cadre militant. C'est en avril 1979 que le journal paraît pour la première fois en kiosque avec en couverture une formule qui annonce la teneur de la publication. « Pour être gai et pour le pied. Pour ne plus tomber dans le guêpier des ghettos⁴¹³ ». Le choix du vocable gay est en phase avec cette fin des années 1970. Il remplace lentement le terme « homosexuel » considéré par les nouveaux militant.e.s comme étant trop médical. Michel Foucault considère qu'il « faut s'acharner à être gay », car « être gay c'est [...] non pas s'identifier aux traits psychologiques et aux masques visibles de l'homosexuel, mais chercher à définir et à développer un mode de vie⁴¹⁴ ». De nombreuses figures du mouvement homosexuel participent à l'aventure de *Gai Pied* : Guy Hocquenghem, Pierre Hahn, Dominique Fernandez, Jean-Paul Aron, Copi⁴¹⁵. L'une des principale rupture du journal avec la tradition

410 GIRARD Jacques, *Le Mouvement ...*, op. cit., p. 143

411 *Ibid.*

412 LE BITOUX Jean, CHEVAUX Hervé et PROTH Bruno-Marcel, *Citoyen de seconde zone : trente ans de lutte pour la reconnaissance de l'homosexualité en France (1971-2002)*, Paris, France, Hachette Littératures, 2003, p. 177

413 LE BITOUX Jean, op. cit., p. 185

414 « De l'amitié comme mode de vie », entretien à *Gai Pied*, avril 1981

415 MARTEL Frédéric, *Le rose et le noir ...*, op. cit., p. 185

militante est qu'il prend la forme d'une véritable entreprise de presse⁴¹⁶. Une fête au Bataclan est organisée le 30 avril 1979 pour lancer le journal et payer les premières factures. Le numéro 0, tiré à 20 000 exemplaires, est gratuit et donne au mensuel une publicité non négligeable⁴¹⁷. Le numéro 1 permet de lancer définitivement le journal et grâce à une entreprise audacieuse de Jean Le Bitoux il est préservé de la menace d'interdiction à l'affichage : en Une du journal, se trouve un article sur le suicide, intitulé « Un plaisir si simple », signé par Michel Foucault⁴¹⁸. *Gai Pied* prend par la suite une part active dans la lutte pour la dépénalisation de l'homosexualité et devient la référence de la presse homosexuelle française.

Les publications se multiplient. Au sein même des GLH avec des journaux locaux, tout comme en dehors du mouvement et à l'échelle nationale. *Gai Pied* en est son meilleur exemple. Ces nouveaux médias donnent une nouvelle voix à la question homosexuelle et accompagnent les GLH dans leur reconfiguration du mouvement homosexuel. C'est par ce double mouvement que les groupes s'attellent à redonner corps à la militance homosexuelle.

3B. SORTIR DE L'ISOLEMENT : IL FAUT REDONNER CORPS AU MOUVEMENT.

Le constat en cette fin de décennie est amère pour les GLH. Le mouvement est inconsistant et n'existe en réalité que dans les discours. La fin du GLH – PQ qui pendant plusieurs années avait incarné un certain leadership, désoriente une partie des groupes de « province ». Les dynamiques internes des GLH sont fluctuantes, tournent parfois en rond, à la recherche de sens. C'est pourtant à partir de l'action des groupes en région que la mobilisation se restructure. Pour reprendre les termes de Jacques Girard, alors que « Paris dépérit, le salut va venir de la province⁴¹⁹ ». Pour ce faire, une reconfiguration de la militance locale et des rencontres nationales permet aux GLH de reprendre corps.

416 MARTEL Frédéric, *Le rose et le noir ...*, op. cit., p. 186

417 LE BITOUX Jean, op. cit., p. 191

418 MARTEL Frédéric, *Le rose et le noir ...*, op. cit., p. 187

419 GIRARD Jacques, *Le Mouvement ...*, op. cit., p. 145

Il est possible de considérer qu'au delà des impasses propres à chaque groupe la recomposition de l'échiquier politique et les errements du gauchisme aient poussé les GLH à interroger leur pratique militante. Julian Jackson souligne que « l'infléchissement giscardien pousse les militants du GLH et d'autres à changer de tactique, au moment précis où ces militants reconnaissent que leur alignement avec l'extrême gauche ne les a conduit nulle part⁴²⁰ ». Même s'il les lui adressaient de nombreuses critiques, il y avait une relative confiance dans la LCR qui en 1976 avait constitué une « commission nationale homosexuelle ». Mais faute d'influence, les membres de cette commission claquent la porte en janvier 1979. Il s'agit donc à présent moins d'aller distribuer des tracts à la sortie des boîtes et des usines, que de chercher à se rendre plus visible, toucher plus de personnes et d'axer la lutte contre la répression. La lettre d'intention présentant le journal *Comme ça* à Marseille explique que « le GLH est certes une réussite mais elle est actuellement menacée de piétinement si elle n'évolue pas vers son élargissement. Or l'élargissement du groupe passe surtout par l'élargissement de ses activités, ainsi le ciné club, ainsi le journal⁴²¹ ». Cette volonté d'ouverture est expliquée dans l'éditorial du numéro 0 du journal. Il explique que la lutte pour l'abrogation des lois anti-homosexuel.le.s, contre les diverses brimades et pour que les mentalités évoluent ne concerne pas seulement les homosexuel.le.s militant.e.s. Cette lutte concerne bien tou.te.s les homosexuel.le.s⁴²². Les membres du GLH de Marseille justifient aussi leur volonté d'ouverture en remettant en cause l'élitisme qu'incarneraient les GLH. « Nul ne peut nier la distance qui sépare actuellement une frange d'homosexuels agissants qui ont souvent un langage qui les fait paraître éloignés des réalités quotidiennes que nous rencontrons dans notre travail et au sein de notre famille par exemple⁴²³ ».

Cette volonté d'ouverture dépasse largement la simple publication d'un journal. Il est de bon ton semble-t-il d'organiser une « semaine homosexuelle », souvent dans le cadre d'un festival de cinéma. À Mulhouse près de 900 personnes ont participé au cycle « Cinéma et homosexualité » en février 1978⁴²⁴. Nantes a eu la même idée et à Rennes le festival qui s'est déroulé à la MJC est qualifié de « semaine hystérique », couronné par un bal le 3 mars⁴²⁵. L'année

420 JACKSON Julian, *Arcadie ...*, *op. cit.*, p. 279

421 Lettre d'intention au journal marseillais *Comme ça*. Archives de Christian Deleusse à Marseille.

422 « Éditorial », *Comme ça*, *op. cit.*, p. 1

423 *Ibid.*

424 « Nouvelles des groupes », *Agence Tasse*, n° 27/28/29, mai 1978, p. 13

425 « Nouvelles des groupes », *Agence Tasse*, n° 27/28/29, mai 1978, p. 14

suivante c'est au tour d'Angers et de Marseille d'organiser leur festival. Les militant.e.s de la cité phocéenne l'ont organisé du 10 au 14 mai en portant un intérêt particulier à la question de l'abrogation des articles pénalisant l'homosexualité⁴²⁶. De leur côté, les angevin.e.s ont proposé du 14 au 20 juin 1979 une autre semaine homosexuelle avec des débats, une exposition et bien évidemment un bal⁴²⁷. Cette nouvelle dynamique permet aux GLH de toucher des personnes qu'une simple réunion effraie et que la théorie décourage.

Si les groupes reformulent leurs objectifs au niveau local, des initiatives nationales cherchent à restructurer le mouvement et à lui donner une nouvelle perspective. C'est dans ce cadre qu'ont lieu le 29 avril 1978 les États Généraux de l'homosexualité à Paris. L'idée de ces rencontres est de « dégager des points de convergence qui pourraient déboucher sur des perspectives communes⁴²⁸ ». À ce rendez ne sont pas seulement présent les CHA et les GLH d'un peu partout en France. Le Centre du christ libérateur (CCL) y participe ainsi que le journal Gaie-*presse*, le Groupe de lesbiennes de CHOISIR et du MLF ainsi que les Jeunes homosexuels chrétiens (JHC)⁴²⁹. Plusieurs discussions sont proposées pour parler de « l'homosexualité aujourd'hui » : un débat est prévu sur les rôles et vécus homosexuels féminins et masculins, un autre sur les lois et les structures oppressives et un dernier sur les projets communs en ce qui concerne le domaine juridique, médical ou de coordination⁴³⁰. Un bilan de cette journée fait état de « désirs plus ou moins contradictoires qui ont été positif » et qui ont mené à l'organisation d'une nouvelle coordination. Ces contradictions relevaient du pari d'organiser des rencontres qui permettraient à des personnes venues d'horizons différents de témoigner de leur vécu et de leurs expérience d'une part, et d'arriver à des prises de positions communes d'autre part. Lors de la deuxième coordination il fut question d'élaborer un projet de réforme à la loi de juillet 1972 qui concernait le racisme, pour y intégrer les discriminations contre les homosexuel.le.s. D'autres projets y sont par ailleurs amorcés : examen des législations étrangères, le lancement d'une campagne pour l'abrogation des lois répressives concernant l'homosexualité, la prise de contact avec des organismes comme Amnesty International et la Ligue des droits de l'homme. Des débats ont aussi été engagé autour des problèmes médicaux et de la psychiatrie. Suite à cette rencontre

426 « Nouvelles des GLH », *Agence Tasse*, n° 30/31/32, non daté, p. 7

427 « Nouvelles des GLH », *Agence Tasse*, n° 30/31/32, non daté, p. 6

428 « États généraux de l'homosexualité », *Agence Tasse*, n° 27/28/29, mai 1978, p. 56

429 *Ibid.*

430 *Ibid.*

du 2 mai 1978 la coordination décide de se réunir tous les 15 jours⁴³¹. Je n'ai pour le moment pas pu trouver d'autres documents ni de traces de ces rencontres. Il m'est donc impossible de dire si elles ont perduré ou si au contraire elles ont été – une nouvelle fois – éphémères. Au delà de ces efforts de coordination ce qui est intéressant de souligner, c'est que les discours et les revendications s'orientent nettement vers le terrain législatif et contre la répression. Cette démarche semble être la seule sur laquelle tous les groupes peuvent s'entendre et collaborer.

Une autre rencontre se déroule les 11 et 12 novembre 1978, plus restreinte cette fois, dans la mesure où elle ne concerne que les GLH et les CHA. 160 personnes venues de 25 groupes différents et de l'étranger se sont retrouvées le temps d'un week-end pour chercher à redonner corps au mouvement. Le constat est cependant sévère. Jacques Prince rédacteur de l'*Agence Tasse* qui participait aux débats note que les discussions pointaient le fait que « le mouvement homosexuel n'existe pas, il n'y a qu'une infime minorité de militants homosexuels, [qui] ne représent[ent] ni une force, ni une puissance électorale⁴³² ». Durant ces rencontres des groupes de travail se sont constitués autour de quatre thèmes principaux : la presse homosexuelle, la coordination du mouvement, l'idéologie et le vécu des groupes. Dans la commission presse fut discuté le lancement d'un magazine alors encore nommé *Gay Life* (c'est en réalité le futur *Gai Pied*). Si les avis autour de la pertinence d'une telle revue n'étaient pas partagés par tou.te.s, certain.e.s reconnaissent qu'un périodique qui parle d'homosexualité d'une autre manière était nécessaire⁴³³. Sur l'initiative du GLH de Marseille est lancée une campagne nationale pour l'abolition des lois anti-homosexuelles. Elle s'exprime en quatre points. Tout d'abord l'abrogation des lois anti-homosexuelles, ensuite le droit à l'expression publique de son homosexualité et au travestissement, puis l'interdiction des interdictions professionnelles pour homosexualité et enfin, l'arrêt de tout fichage, la destruction des fichiers de surveillance et dissolution des brigades spéciales⁴³⁴. La commission idéologie s'est, elle, intéressée à l'inépuisable question de l'identité homosexuelle. Les discussions ont porté autour de l'identité individuelle et collective. Il a par ailleurs été précisé que si les militant.e.s étaient homosexuel.les, illes « n'étaient pas que ça⁴³⁵ ». Jacques Prince considère que lors de ces rencontres s'est amorcé une nouvelle étape du

431 « Coordination des états généraux de l'homosexualité », archives de Christian Deleusse, 2 mai 1978

432 « Éditorial : de Lyon à Marseille », *Agence Tasse*, n° 30/31/32, non daté, p. 4

433 « Éditorial : de Lyon à Marseille » ..., *op. cit.*, p. 2

434 « Lyon 11-12 novembre », *Le fond de l'air est rose*, n° 2, janvier 1979, p. 5

435 *Ibid.*

mouvement. Si celui-ci est en mesure de se restructurer c'est que tou.te.s reconnaissent qu'il peut exister dans sa diversité. Prince note ainsi – malgré des assemblées générales houleuses qui ont « permis aux folles et aux stars de faire leur numéro⁴³⁶ » - que « le temps du "star system", des querelles de chapelles, des hystérisations épidermiques est révolu. À force de se battre pour le droit à la différence, il semble bien que nous commençons aussi à accepter les différences que nous avons entre nous⁴³⁷ ». Deux jours pour organiser le mouvement homosexuel est un temps court. Suite à une autre proposition du GLH de Marseille, il est décidé de se retrouver le temps d'une semaine l'été suivant pour ce qui sera la première Université d'été de l'homosexualité.

Par une reconfiguration de l'action politique et la multiplication des rencontres nationales, les GLH cherchent à redonner corps à la militance homosexuelle et à renforcer le mouvement. Les terrains de luttes semblent évoluer pour privilégier la question de la répression. L'organisation à l'été 1979 de l'Université d'été homosexuelle (UEH) doit accompagner ce nouvel élan.

3C. L'UEH, UN TOURNANT POUR LA MILITANCE HOMOSEXUELLE.

« Dans le désert que représente actuellement le mouvement en France, Marseille apparaît comme une oasis. C'est la première, ou peut être la dernière chance de voir un jour ce mouvement prendre une dimension nationale⁴³⁸ ». Annoncée aux rencontres de Lyon, l'Université d'été homosexuelle doit permettre de donner des perspectives au mouvement et accompagner la requalification militante qui émergent dans les différents groupes vers des revendications anti-répressive.

En parallèle de l'évolution politique générale de cette fin de décennie, les GLH actualisent leurs discours quitte à s'engager dans une voie réformiste qu'ils décriaient quelques années auparavant. L'injonction à lutter sur le terrain de la répression se fait de plus en plus pressante. Les actions des groupes au niveau local s'en étaient fait l'écho et les diverses rencontres

436 « Lyon 11-12 novembre » ..., *op. cit.*, p. 6

437 « Éditorial : de Lyon à Marseille » ..., *op. cit.*, p. 5

438 « Éditorial », *Agence Tasse*, n° 33, non daté, p. 1

nationales ont accompagné cette dynamique. Dès janvier 1979 est lancée l'idée d'un « collectif national contre la répression des homosexuel(le)s⁴³⁹ », porté par le CHA du XVIII^e arrondissement. C'est l'affaire Buisson, dont j'ai déjà parlé, qui est à l'origine de cette nouvelle initiative. Il s'agit selon ses instigateurs.trices de « permettre la défense des homos sur le plan juridique » et par une structure définie d'avoir accès à la presse⁴⁴⁰. Les nouvelles revendications semblent faire preuve d'un certain pragmatisme, nécessaire pour continuer à exister. Cette démarche implique de repenser les fonctionnements militants, ce qu'avait déjà mis en lumière Alain Huet dès le printemps 1978. « Il nous faut donc commencer par avoir derrière nous le maximum de gens de tous horizon, sans discriminations, donc faire des compromis entre nous. Il nous faut une coordination entre eux qui puisse avoir un poids public important, dans les médias et devant les législateurs. Et enfin, j'ai le regret d'ajouter qu'il nous faudra aussi un minimum de bureaucratie⁴⁴¹ ». Il considère en outre que se battre sur le terrain des lois et de la répression doit se faire conjointement avec des groupes divers, agissant dans des domaines qui leurs sont propres⁴⁴². L'UEH permet véritablement d'ouvrir le débat autour de ce nouveau paradigme.

Du 15 au 21 juillet 1979, sur le campus universitaire de Luminy près de Marseille, a lieu la première Université d'été homosexuelle. Si elle émane d'une proposition du GLH phocéen, la préparation, l'organisation et la programmation de celle-ci doit se faire de manière concertée et permanente avec tous les groupes existants. L'*Agence Tasse* par exemple, dans son rôle d'information et de coordination des GLH doit devenir le journal de l'UEH. Chaque mois « nous ferons paraître les textes, les informations, les suggestions, les demandes concernant l'UEH. En mai nous publierons un numéro spécial comprenant le programme complet de Marseille [...]»⁴⁴³. Pour pouvoir se projeter dans l'avenir, l'invitation aux rencontres propose un bilan des dix dernières années. De manière générale une grande part du programme propose de revenir sur l'histoire du mouvement homosexuel en France. L'envie de faire de ces rencontres la première étape d'un nouveau mouvement homosexuel est évident. « [...] Si ce forum d'idées que sera à son début l'Université d'été devenait, grâce à une réflexion commune, les premières vertèbres du

439 « Dernière minute », *Agence Tasse*, n° 30/31/32, non daté, p. 51

440 *Ibid.*

441 « Jouons les stars pendant que nous sommes encore jeunes et après on verra ... », *Agence Tasse*, n° 27/28/29, mai 1978, p. 5

442 « Jouons les stars pendant que nous sommes encore jeunes et après on verra ... », *op. cit.*, p. 8

443 « Éditorial », *Agence Tasse*, n° 33, non daté, p. 1

mouvement qui lui donnerait ainsi consistance et solidité tout en lui évitant une raideur idéologique paralysante et excluante, nous pourrions être satisfaits de cette semaine passée ensemble⁴⁴⁴ ». Dans la construction du mouvement, la dimension internationale est elle aussi importante. Cet aspect appréhendé avec soin par les organisateurs.trices du rassemblement. D'un côté des camarades homosexuel.le.s sont invité.e.s de Belgique, de Suisse ou encore d'Italie et de l'autre le programme souhaite mettre en lumière la situation du mouvement homosexuel au Québec, aux États-Unis, en Italie, en Espagne ou encore en Catalogne⁴⁴⁵. Il s'agit d'établir des comparaisons et mettre en parallèle « la vitalité du mouvement homo dans ces pays où la condition homo paraissait il y a peu de temps plus difficile qu'en France et l'évolution favorable rapide que des pays semblent connaître actuellement⁴⁴⁶ ». D'après les fiches de travail pour l'organisation de ces rencontres une conférence est prévue par jour autour de sujets se rapportant au mouvement homosexuel avec des « conférenciers connus ». Dans le même temps sont organisés des ateliers, des débats animés par les différents GLH sans oublier les immanquables soirées dansantes, bals et l'incontournable gala. La drague n'étant jamais occultée ni même dépréciée, il est précisé dans l'invitation que des calanques nudistes se trouvent à moins de vingt minutes de marche du campus universitaire. Si je ne dispose pas des chiffres concernant la participation à cette Université d'été, le comité d'organisation dans l'invitation qu'il fait parvenir aux GLH fait part de trois cent chambres réservées sur le campus⁴⁴⁷. À l'image des États généraux de l'homosexualité en 1978 ces rencontres ne sont pas réservées aux seuls GLH. Des groupes comme David et Jonathan, l'ALEPH ou encore Arcadie sont également conviés à participer à cet événement. Les lesbiennes de leur côté annoncent qu'elles ont pris la décision d'organiser elles aussi une rencontre de leurs groupes, parallèlement à l'UEH et dans le même lieu⁴⁴⁸. Un premier bilan de ces rencontres publié par le journal du GLH de Marseille *Comme ça*, exprimer le fait qu'il y avait une envie claire de la part des participant.e.s de dépasser « les vieilles questions paralysantes et excluantes⁴⁴⁹ ». S'il ne s'agit pas de faire table rase du passé, les regards semblent globalement être tournés vers l'avenir. Il n'est pas question ici de retracer une histoire de ces

444 « Pour une université d'été homosexuelle », *Agence Tasse*, n° 33, non daté, p. 4

445 *Ibid.*

446 *Ibid.*

447 « Pour une université d'été homosexuelle », *Agence Tasse*, n° 33, non daté, p. 5

448 *Ibid.*

449 « L'université », *Comme ça*, n° 1, non daté, p. 1

premières rencontres qui vont se dérouler chaque été jusqu'en 1985. Elles sont ensuite suspendues jusqu'en 1999 et se poursuivent depuis jusqu'à aujourd'hui. Un travail de recherche spécifique est en train d'être réalisé par des participant.e.s à ces UEH. Une démarche qui s'inscrit dans l'écriture de l'histoire du mouvement homosexuel. L'université d'été homosexuelle représentent un tournant majeur dans l'histoire des GLH. À la suite de ces rencontres est fondé le Comité urgence anti répression homosexuelle (CUARH). Il prend la suite de l'action politique des GLH et porte clairement les revendications de ceux-ci sur un terrain législatif et réformiste. Le CUARH est la somme du regroupement de différentes organisations – à l'instar des groupes religieux homosexuels – dont font partie les GLH. Structuré et organisé il symbolise le début d'un mouvement homosexuel clair et identifiable, interlocuteur privilégié du pouvoir politique.

Les militant.e.s des GLH ont compris que pour donner corps au mouvement et lui assurer une certaine pérennité illes doivent se structurer et assumer des formes d'organisations qu'illes n'avaient jusqu'à présent que fort peu expérimenté. L'Université d'été homosexuelle permet au mouvement de trouver un nouvel élan d'où naît une nouvelle entité, le CUARH. Ce comité prend la relève politique des GLH et incarne la militance gay de la nouvelle décennie qui s'annonce.

CONCLUSION

L'homosexualité, avec les Groupes de libération homosexuels, a cherché à se penser et à se constituer en tant que mouvement. C'est dans un contexte politique et social profondément bouleversé que ces groupes surgissent en 1974 pour investir l'espace politique laissé aux luttes homosexuelles et l'occupent jusqu'à la fin de la décennie. Après un premier temps d'expansion où les GLH se sont développés sur une grande partie du territoire français, les problématiques structurelles et théoriques auxquelles ils se sont rapidement retrouvés confrontés ont été nombreuses et souvent complexes à résoudre. En introduisant ce mémoire j'ai fait mien d'un certain nombre de paradigmes pour étudier et comprendre l'histoire de ces groupes. Ces référentiels thématiques n'existent pas seulement pour eux mêmes. Ils s'entrecroisent, s'influencent et agissent souvent de concert. S'il est plus aisé de les distinguer pour mieux les comprendre, ils sont pourtant intrinsèquement liés. L'identité homosexuelle devenue multiple, défendue ou combattue par les GLH, ne peut être comprise sans le prisme d'une étude géographique et spatiale. Tout comme l'autonomie de cette lutte doit être analysée à la lumière de sa propre temporalité par exemple.

Les GLH ont contribué à constituer un mouvement qui se voulait autonome, lié à la nécessité de faire exister des revendications spécifiques, que la grande majorité des organisations de gauche et d'extrême gauche leur refusaient. Cette autonomie s'est forgée dans l'établissement de moyens de communications qui leurs étaient propres, à l'image des nombreux journaux qui fleurissent en cette fin de décennie post soixante-huitarde. Mettre en place un mouvement autonome impliquait également une lutte pour la visibilité sur l'échiquier politique en place. Ceci par une participation aux grands rendez-vous politiques et militants de l'époque mais aussi par une présence dans l'action politique quotidienne à l'image des tractages devant les usines, les boîtes ou les pissotières. Il s'agissait aussi de structurer un mouvement qui ne l'avait encore jamais été à l'échelle nationale en organisant des rencontres et des coordinations où les groupes pouvaient se rencontrer et élaborer des stratégies à visée hexagonale. Cette lutte pour un mouvement autonome ne se voulait pour autant pas isolée et ne revendiquait pas de séparatisme. Le dialogue avec les mouvements féministes était continu. Dans un double mouvement parfois

plein de contradictions, le lien avec la gauche et les groupes gauchistes ne fut jamais totalement rompu. La tentative, deux fois explorée, de présenter des candidats homosexuels aux élections municipales et législatives accrut encore cette perspective autonome. L'objectif revendiqué ne fut jamais de gagner les élections. Il s'agissait avant tout de rendre visible leur lutte spécifique et les revendications qui l'accompagnaient. La requalification politique et stratégique des luttes homosexuelles avec le CUARH dans les années 1980 et l'apparition du SIDA à partir de 1982 transforme ce paradigme de l'autonomie en un désir de communauté. Il ne s'agit plus de faire bande à part mais il ne reste d'autre possibilité que d'être un monde à part.

La temporalité dans laquelle se sont engagés les GLH est une temporalité du présent. Si les discours pour une action révolutionnaire se maintiennent, ils sont toutefois réorientés dans une direction plus revendicative et réformatrice vers la fin de la décennie. Les revendications se veulent immédiates avec une véritable prise sur la réalité quotidienne des homosexuel.le.s. Si le privé est politique alors les changements doivent advenir immédiatement. Il n'est plus question de souscrire aux promesses gauchistes qui assurent que la question homosexuelle sera résolue avec l'avènement de la révolution. Il est nécessaire que les forces politiques et militantes l'incorporent immédiatement à leurs discours et à leurs pratiques pour que le grand soir ne soit pas viril et patriarcal. Vivre un militantisme politique homosexuel à Paris ne peut être comparé avec les multiples réalités des membres des GLH en « province ». La dynamique temporelle engagée par ces groupes à travers tout le territoire leur est spécifique. Leurs attentes, leurs réalités et leurs envies diffèrent d'une ville à l'autre. Participer à l'aventure d'un GLH à Brest ou à Lyon ne résonne pas de la même façon. Les implications et les mises en jeu sont spécifiques et différentielles. Par cette compilation de facteurs, les GLH naissent, meurent et se reconstituent de multiples fois. Les engagements et les réflexions qui peuvent alimenter les discours d'un groupe peuvent ainsi apparaître bien plus tard dans une autre ville, tout comme ils peuvent se contredire. Si la volonté est commune, l'expérience immédiate est propre à chaque groupe. C'est aussi cette temporalité différentielle qui complexifie la structuration des GLH en tant que mouvement d'envergure nationale.

Si la question du temps joue activement dans l'histoire des groupes, le fait géographique et spatial est lui aussi significatif dans l'histoire des GLH. Le mouvement qui se veut hexagonal cherche à dépasser le clivage Paris/province. Dans les faits, les différentes tendances parisiennes

exercent une forte influence sur les dynamiques des groupes de région. Si elles ne sont pas toujours actrices dans la formation et le développement d'un groupe elles ont néanmoins le privilège de diriger certaines des réflexions théoriques qui traversent le mouvement et obligent régulièrement les autres groupes à se positionner dans un sens ou dans un autre. Face à ses divisions internes, son essoufflement idéologique et du fait des nouvelles mesures répressives qui surviennent à partir de 1978, l'homosexualité militante parisienne se retrouve affaiblie. C'est de la « province » que surgit l'élan pour redonner corps au mouvement homosexuel. Des rencontres nationales sont organisées et la tenue à Marseille lors de l'été 1979 de la première Université d'été homosexuelle donne de nouvelles perspectives à la militance devenue gay. La question autour du fait spatial prend tout particulièrement corps avec la lutte et la réflexion engagée contre le ghetto. Qu'il soit sauvage ou marchand il engendre critiques et rejets qui transcendent les clivages politiques entre les différentes tendances. Il est perçu comme une réalité aliénante, fruit de la logique ségrégationniste et de la volonté de contrôle du pouvoir et du capital. Les réponses apportées par les GLH face à ce constat diffèrent. Les un.e.s veulent tout simplement le détruire quand d'autres préfèrent imaginer émanciper ses membres. Pour certain.e.s au contraire, le ghetto c'est l'hétérosexualité et il s'agit alors de construire un monde homosexuel.

La dynamique certainement la plus importante et la plus consistante au sein des GLH est celle de l'identité. Elle traverse l'histoire des groupes sans jamais être définitive ni unanimement partagée. Le GLH – GB proposait une identité homosexuelle inclusive où chacun.e avait sa place et où son action devait être orientée vers une supposée communauté homosexuelle par ailleurs peu regardante sur l'origine de ses membres. Le GLH – PQ dans une parfaite tradition marxiste nie l'identité homosexuelle qu'il considère être une figure aliénante imposée par la société bourgeoise et qui enferme les homosexuel.le.s dans le ghetto. À mesure que l'horizon gauchiste révolutionnaire s'étirole, d'autres formes de revendications identitaires émergent. Il y a les folles radicales à Paris qui amorcent une réflexion sur l'identité gay alors qu'à Aix en Provence la mouvance Folle-Lesbienne souhaite imposer l'homosexualité comme norme. Les différentes identités homosexuelles sont aussi questionnées à partir du moment où ce sont celles-ci qui poussent des individu.e.s à se retrouver, se regrouper et s'organiser collectivement. Les GLH ne sont pas des structures politiques classiques. À l'image des mouvements féministes, les homosexuel.les portent une attention toute particulière à articuler le politique et le quotidien. Le

privé est encore une fois politique. Les GLH ne sont donc pas seulement des lieux de militance, mais aussi des lieux de sociabilité et de rencontres, d'un entre soi qui permet d'exister face au monde. Cette dimension n'est pour autant pas toujours une évidence. Face à celles et ceux qui rejoignent les GLH pour mener un combat politique d'autres investissent ces espaces pour mettre fin à leur solitude. Les attentes et les objectifs de chacun.e sont multiples, au point de fragiliser la structure des groupes et parfois d'accélérer leur disparition. Si les attentes prosaïques d'une partie des membres des GLH rendent difficiles la constance militante dans les groupes et fragilisent le mouvement, un certain rapport à la culpabilité est aussi à souligner. Les schémas de l'action politique classique pensés par la rhétorique gauchiste ont engendré une culpabilité identitaire chez les homosexuel.le.s. L'auto-répression est difficile à combattre. C'est toute une lutte que de rendre celle de l'homosexualité légitime. Se convaincre de ne pas être le symbole de la dégénérescence bourgeoise est un processus complexe pour les militant.e.s issu.e.s du sérail gauchiste. Par ailleurs, l'ascétisme révolutionnaire prôné par tant de groupes et de structures partisans rend l'exercice d'une nouvelle façon de faire de la politique difficile. C'est pourtant un des enjeux de la lutte des GLH qui n'envisagent pas l'organisation d'une rencontre nationale sans un bal ou la participation à une marche du 1^{er} mai qui ne soit pas une fête.

L'effacement des différents GLH derrière la nouvelle organisation homosexuelle qu'est le CUARH transforme définitivement la lutte des « anormaux ». Celle-ci se repositionne dans une militance qui officie pour l'abrogation des lois anti-homosexuel.le.s. La principale réussite du CUARH va être de réaliser ce que les GLH avaient comme projet à leurs débuts : massifier la lutte homosexuelle. À quelques jours des élections présidentielle de 1981 qui portent finalement la gauche socialiste au pouvoir, il organise le samedi 4 avril une marche qui regroupe plus de 10 000 homosexuel.le.s dans les rues de Paris. C'est la plus grande manifestation publique de l'homosexualité en ce début de décennie en France. Une fois élu, François Mitterrand, qui a pris au sérieux la possibilité d'un vote homosexuel, honore sa promesse électorale et supprime définitivement une partie des textes discriminatoires à l'égard des homosexuel.le.s. Les années 1980 semblent représenter l'autre versant d'une homosexualité qui veut exister au grand jour. La militance politique se tourne vers l'associatif et la dépolitisation générale de l'époque fait basculer les groupes militants homosexuels dans le passé. Il n'est alors plus possible de parler de mouvement politique de l'homosexualité. L'hypothèse que je pourrais proposer est concomitante

à l'arrivée du SIDA en France. Là où la militance politique requérait une certaine projection dans l'avenir, qu'elle s'exprime soit par un horizon révolutionnaire ou simplement par celle d'une réforme législative, le SIDA transforme radicalement cette projection. L'avenir ne se perçoit plus en années mais se compte en mois. Ce sont des vies qui se retrouvent confrontées au fait qu'elles seront particulièrement courtes. À partir de là, il est difficile de trouver du sens à s'engager dans une lutte politique. L'avenir est hypothétique et l'expérience immédiate de la vie par l'intermédiaire de la fête devient un exutoire recherché. L'apparition d'Act Up en 1989 et la politisation de l'épidémie du VIH participe à faire évoluer cette position. C'est donc cette image d'une communauté homosexuelle principalement tournée vers la fête et la décadence qui s'est imposée dans l'imaginaire collectif. L'écho de sa mobilisation, de son organisation et de ses luttes, il y a maintenant près de quarante ans, ne nous parvient plus que sous la forme d'un faible murmure. Il nous appartient donc aujourd'hui de l'amplifier et de lui redonner toute sa place dans l'histoire de l'homosexualité.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX.

1. OUTILS DE RECHERCHE.

- . ABELOVE Henry, BARALE Michèle, HALPERIN David, *The Lesbian and Gay Studies Reader*, New York, Routledge, 1993.
- . APRILE Sylvie, DUCLERT Vincent, BEAUPRÉ Nicolas, ZANCARINI-FOURNEL Michelle et DELACROIX Christian, *Le Grand Atelier de l'Histoire de France : L'époque contemporaine 1815-2005*, Belin, 2012, 384 p.
- . BERNSTEIN MARY, Identities and Politics : Toward a Historical Understanding of the Lesbian and Gay Movement, *Social Science History*, vol.26, n°3, 2005, 531-581 p.
- . BLASIUS Mark et PHELAN Shane (dir.), *We are everywhere : a historical sourcebook of gay and lesbian politics*, New York, 1997, 844 p.
- . CARDON Patrick (dir.), *Les cahiers GKC*, Revue d'études sur les homosexualités, Gay-Kitsch-Camp, Lille, France.
- . CHAMBERLAND Line, Homosexualités : enjeux scientifiques et militants, *Sociologie et sociétés*, vol. 29, n°1, Montréal, Canada, Presses de l'Université de Montréal, 1997.
- . DALLAYRAC Dominique, *Dossier homosexualité*, Paris, France, R. Laffont, 1968, 415 p.
- . DYNES R. Waynes (dir.), *Encyclopedia of Homosexuality*, New York–Londres, Garland, 1990, vol. 1 et 2, 1484 p.
- . ERIBON Didier, *Les études gay et lesbiennes : colloque du Centre Georges Pompidou, 23 et 27 juin 1997*, Paris, France, Centre Georges Pompidou, coll. « Supplémentaires », 1998, 126 p.
- . ERIBON Didier (dir.), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, France, Larousse, 2003, 548 p.
- . *GLQ : A JOURNAL OF LESBIAN AND GAY STUDIES*, Yverdon, Duke University Press, 1993 - ...
- . GERSTNER David A., *Routledge international encyclopedia of queer culture*, London,

2006,720 p.

- . HALPERIN David M., *How to do the history of homosexuality*, Chicago, 2002, 208 p.
- . *Homosexualité et lesbianisme, mythes, mémoires, historiographies : actes du colloque international, Sorbonne 1er et 2 décembre 1989*, Lille, France, Cahiers Gai-Kitsch-Camp, 1990, 126 p.
- . *JOURNAL OF HOMOSEXUALITY*, Binghamton, New York, Haworth Press, 1974 - ...
- . *La Revue h*, Paris, France, Les Amis de la Revue h, 1996.
- . MINTON Henry (dir.), *Gay and Lesbian Studies. The Emergence of a Discipline*, New York, Haworth Press, 1992.
- . MOSSUZ-LAVAU Janine (dir.), *Dictionnaire des sexualités*, Paris, France, R. Laffont, 2014, 973 p.
- . MURPHY Timothy F. (dir.), *Reader's guide to lesbian and gay studies*, Chicago, 2000, 720 p.
- . NARDI M. Peter et SCHNEIDER E. Beth, *Social Perspectives in Lesbian and Gay Studies. A Reader*, New York, Routledge, 1998, 625 p.
- . POVERT Lionel et GRANCHER Michel, *Dictionnaire gay*, Paris, France, Jacques Grancher, 1994, 483 p.
- . SEIDMAN Steven et RICHARDSON Diane, *The Handbook of Lesbian and Gay Studies*, Londres, Sage, 2002, 472 p.
- . TIN Louis George (dir.), *Dictionnaire de l'homophobie*, Paris, France, Presses universitaires de France, 2003, 451 p.

2. HISTORIOGRAPHIE.

- . CHAPERON Sylvie, « La sexologie française contemporaine : un premier bilan historiographique », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n°17, février 2007, pp. 7-22.
- . Chaperon Sylvie, « *L'histoire contemporaine des sexualités en France* », Vingtième Siècle, n°75, 2002.
- . FASSIN Eric, « Politique de l'histoire : *Gay New York* et l'historiographie homosexuelle

aux États-Unis », *Actes de la recherche en science sociale*, n°125, décembre 1998.

- . MARTEL Frédéric, *Matériaux pour servir à l'histoire des homosexuels en France : chronologie, bibliographie, 1968-1996*, Lille, France, Cahiers Gai-Kitsch-Camp, 1996, 99 p.
- . MURAT Laure, « Tentative de bilan historiographique des études gay et lesbiennes », dans Bruno PERREAU (dir.), *Le choix de l'homosexualité. Recherches inédites sur la question gay et lesbienne*, Paris, France EPEL, 2007, p. 239-245.
- . PREARO Massimo, Réflexions critiques sur l'histoire contemporaine de l'homosexualité, dans *Bulletin d'Histoire Politique*, Homosexualités et politique en Europe, volume 16, n° 3, Université Laval, Québec, janvier 2010.
- . REBREYEND Anne-Claire, « Comment écrire l'histoire des sexualités au XXe siècle ? », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n° 22, 2005, pp. 185-209.
- . REVENIN Régis, « Les études et recherches lesbiennes et gays en France (1970-2006) », *Genre & Histoire*, Automne 2007, 18 p.
- . TAMAGNE Florence (dir.), *Histoire des homosexualités en Europe : un état des lieux*, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, *Écrire l'histoire des homosexualités en Europe : XIXe-XXe siècles*, Paris, France, Société d'histoire moderne et contemporaine, n°53, avril 2006, 239 p.

3. RÉFLEXIONS ÉPISTÉMOLOGIQUES.

- . BUTLER Judith, *Défaire le genre*, Paris, France, Amsterdam, 2012, 331 p.
- . BUTLER Judith, *Trouble dans le genre : le féminisme et la subversion de l'identité*, Paris, France, la Découverte, 2006, 283 p.
- . CHAPERON Sylvie, « De l'usage du genre en histoire », *Le genre comme catégorie d'analyse : sociologie, histoire, littérature*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 107-112
- . DAVIDSON Arnold Ira, *L'émergence de la sexualité : épistémologie historique et formation des concepts*, traduit par Pierre-Emmanuel DAUZAT, Paris, France, Albin Michel, 2005, 365 p.
- . FASSIN Eric, « Genre et sexualité : des langages de pouvoir », *Histoire et sociétés : revue européenne d'histoire sociale*, n°3, 3e trimestre 2002.
- . JACKSON Julian, « Arcadie : sens et enjeux de l'« homophilie » en France, 1954-1982 »,

Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, n°53, avril 2006.

- . RIOT-SARCEY Michèle, « De l'usage du genre en histoire », *Le genre comme catégorie d'analyse : sociologie, histoire, littérature*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 81-86.

4. HISTOIRES GÉNÉRALES DE L'HOMOSEXUALITÉ.

- . ALDRICH Robert (dir.), *Une histoire de l'homosexualité*, Paris, France, Seuil, 2006, 383 p.
- . DUBERMAN Martin, VICINUS Martha et CHAUNCEY George (dir.), *Hidden from history : reclaiming the gay and lesbian past*, London, Penguin, 1991, 579 p.
- . JABLONSKI Olivier, « The birth of the French Homosexual Press in the 1950' », dans MERRICK et SIBALIS (dir.), *Homosexuality in French History*, Oxford University Press, 2001
- . MENDES-LEITE Rommel (dir.), *Sodomites, invertis, homosexuels : perspectives historiques*, Lille, France, Cahiers Gai-Kitsch-Camp, 1994, 193 p.
- . MERRICK Jeffrey W. et SIBALIS Michael, *Homosexuality in French history and culture*, New York, 2001, 293 p.
- . SPENCER COLIN, *Histoire de l'homosexualité : de l'Antiquité à nos jours*, traduit par Olivier SULMON, Paris, France, Pocket, 2005, 472 p.
- . TAMAGNE Florence, *Mauvais genre ? : une histoire des représentations de l'homosexualité*, Paris, France, La Martinière, 2001, 286 p.

CONTEXTE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.

- . ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68, une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2008, 847 p.
- . ARTOUS Antoine, EPSZTAJN Didier, SILBERTSTEIN Patrick (dir.), *La France des années 1968*, Paris, Syllepse, 2008, 901 p.
- . BENASSAYA Philippe et TAILLAC Pierre de, *Les années Giscard : 1974-1981*, Paris, France, F. Bourin, 2011, 223 p.

- . BLONCOURT G eral, *Peuples de gauche : 1972-1982*, Paris, France, Bourin, 2011, 207 p.
- . CHASSAIGNE Philippe, *Les années 1970 : fin d'un monde et origine de notre modernité*, Paris, Armand Colin, 2008, 368 p.
- . CRETTEZ Xavier, SOMMIER Isabelle (dir.), *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, 697 p.
- . CROZIER Michel, *La société bloquée*, Paris, Seuil, 1970, 251 p.
- . DREYFUS-ARMAND Geneviève (dir.), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2008, 525 p.
- . GARRIGUES Jean (dir.), *La France de la Vème République, 1958-2008*, Paris, Armand Colin, 2008, 628 p.
- . GAURON André, *Histoire économique et sociale de la Cinquième République, Tome 2 : Années de rêves, années de crises (1970-1981)*, Paris, La Découverte, 1988, 309 p.
- . GUERIN-JOLLET Jean-Octave, GEORGI Frank et PIGENET Michel, *L'autonomie politique en France : itinéraires de groupes et d'individus entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990*, Paris, France, 2011, 628 p.
- . HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, *Génération. Tome 1, Les années de rêve*, 1990, 615 p., Tome 2, *Les années de poudre*, Paris, France, Seuil, 1990, 615 p.
- . HATZFELD Hélène, *Faire de la politique autrement : les expériences inachevées des années 1970*, Paris, France, Adels-Revue Territoires, 2005, 328 p.
- . LE GOFF Jean Pierre, *Mai 1968, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 2006, 485 p.
- . MATHIEU Lilian, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, Paris, Textuel, 2009, 141 p.
- . MAUGER Gérard, « Gauchisme, contre-culture et néolibéralisme : pour une histoire de la " génération 68 " », dans CURAPP, *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994.
- . PAGIS Julie, *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, 300 p.
- . PARODI Maurice, LANGEVIN Philippe, OPPENHEIM Jean Pierre, *La question sociale en France depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2000, 233 p.
- . PERCHERON Annick, « Se faire entendre : morale quotidienne et attitudes politiques des jeunes », *La Sagesse et le désordre*, Gallimard, Paris, 1980.

- . RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline, *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012, 280 p.
- . ROSS Kristin, *May 1968 and its afterlives*, Chicago, The University of Chicago press, 2002, 238 p.
- . TOURAINE Alain (dir.), *Mouvements sociaux d'aujourd'hui*, Paris, Éditions ouvrières, 1982, 263 p.
- . VIGNA Xavier, *L'Insubordination ouvrière dans les années 68*, Rennes, PUR, 2007, 378 p.
- . WINOCK Michel, *Le XXe siècle idéologique et politique*, Paris, Perrin, 2009, 535 p.
- . ZANCARINI-FOURNEL Michelle, DELACROIX Christian, *La France du temps présent, 1945-2005*, Paris, Belin, 2010, 653 p.

OUVRAGES AUTOUR DU GENRE ET DE LA SEXUALITÉ.

- . ARIÈS Philippe et BÉJIN André, *Sexualités occidentales*, Paris, France, Seuil, 1982, 245 p.
- . BOZON Michel et BAJOS Nathalie (dir.), *Enquête sur la sexualité en France : pratiques, genre et santé*, Paris, France, La Découverte, 2008, 609 p.
- . BOZON Michel, *Les jeunes et la sexualité : initiations, interdits, identités (XIXe-XXIe siècle)*, Paris, France, Autrement, 2010, 407 p.
- . BOZON Michel, *Sociologie de la sexualité*, Paris, France, A. Colin, 2013, 125 p.
- . CASTA-ROSAZ Fabienne, *Histoire de la sexualité en Occident*, Paris, France, La Martinière, 2004, 223 p.
- . CHAPERON Sylvie, « Kinsey en France : les sexualité féminine et masculine en débat », *Le Mouvement social*, n°198, janvier-mars 2002, pp. 91-110.
- . DUBY Georges (dir.), *Amour et sexualité en Occident*, Paris, Le Seuil, 1991
- . FOUCAULT Michel, *Histoire de la sexualité*, tome 1 : *La volonté de savoir* tome, 1976, 211 p., tome 2 : *L'Usage des plaisirs*, 1976, 285 p., tome 3 : *Le souci de soi*, 1976, Paris, France, Gallimard, 284 p.

- . GIAMI Alain et HEKMA Gert (dir.), *Révolutions sexuelles*, Paris, France, la Musardine, 2015, 394 p.
- . GUÉRIN Daniel, *Essai sur la révolution sexuelle*, Paris, France, Belfond, 1969, 247 p.
- . GUÉRIN Daniel, *Kinsey et la sexualité*, Paris, Julliard, 1955.
- . KNIBIEHLER Yvonne, *La sexualité et l'histoire*, Paris, France, O. Jacob, 2002, 267 p.
- . LAQUEUR Thomas W., *La fabrique du sexe : essai sur le corps et le genre en Occident*, Paris, Gallimard, 1990.
- . PORHEL Vincent et ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir.), *68', révolutions dans le genre ?*, Toulouse, France, Presses universitaires du Mirail, 2009, 288 p.
- . RAUCH André, *L'identité masculine à l'ombre des femmes : de la Grande Guerre à la Gay Pride*, Paris, Hachette, 2004.
- . REICH Wilhelm, *La Révolution sexuelle : pour une autonomie caractérielle de l'homme*, Paris, France, Plon, 1968, 384 p.
- . REVENIN Régis, *Hommes et masculinités de 1789 à nos jours : contributions à l'histoire du genre et de la sexualité en France*, Paris, France, Autrement, 2007, 293 p.
- . REVENIN Régis, *Les garçons, l'amour, la sexualité : une jeunesse sous surveillance ?*, Paris, France, Atelier national de reproduction des thèses, 2014.
- . REBREYEND Anne-Claire, « *Pour une histoire de l'intime : sexualités et sentiments amoureux en France de 1920 à 1975* », Thèse de doctorat d'histoire, Université Paris VII, 2006.
- . SIMON Pierre et LÉVY Claude, *Rapport Simon sur le comportement sexuel des Français*, Paris, France, Pierre Charron, 1972, 353 p.
- . SPIRA Alfred, BAJOS Nathalie, *Les comportements sexuels en France*, Paris, La Documentation française, 1993, 351 p.

HISTOIRE DES HOMOSEXUALITÉS EN FRANCE.

1. UNE HISTOIRE GÉNÉRALE.

- . BARBEDETTE Gilles et CARASSOU Michel, *Paris gay 1925*, Paris, France, Presses de la Renaissance, 1981, 243 p.
- . BONELLO Christian, *Discours médical sur l'homosexualité en France au XIXe siècle*, Paris, France, 1984, 421 p.
- . BONNET Marie-Jo, *Les relations amoureuses entre les femmes : XVIe-XXe siècle*, Paris, Odile Jacob, 2001 (1981).
- . BUOT François, *Gay Paris, Une histoire du Paris Interlope entre 1900 et 1940*, Paris, France, Fayard, 2013, 285 p.
- . HAHN Pierre, *Nos ancêtres les pervers : la vie des homosexuels sous le Second Empire*, Paris, France, O. Orban, 1979, 335 p.
- . MURAT Laure, *La loi du genre : une histoire culturelle du « troisième sexe »*, Paris, France, Fayard, 2006, 459 p.
- . LEVER Maurice, *Les bûchers de Sodome : histoire des « infâmes »*, Paris, France, Fayard, 1985, 426 p.
- . TAMAGNE Florence, *Histoire de l'homosexualité en Europe : Berlin, Londres, Paris*, Paris, France, Seuil, 2000, 691 p.

2. UNE HISTOIRE SPÉCIFIQUE : LE MOUVEMENT HOMOSEXUEL ET LES GROUPES MILITANTS.

- . BOURGI Hussein, *Jean Le Bitoux : passeur de mémoire, 1948-2010*, Lyon, France, M. Chomarat, coll. « Mémoire active », 2010, 139 p.
- . CHAUVIN Sébastien, « Les aventures d'une "alliance objective" : Quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au XXe siècle », *L'Homme et la Société*, n°158, 2006, 111-130 p.
- . FILLIEULE Olivier, « Le mouvement homosexuel », dans CRETTEZ Xavier et SOMMIER Isabelle (dir.), *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2002.

- . FORT Vanessa, *Le Front homosexuel d'action révolutionnaire*, Paris, France, 2005, 99 p.
- . IDIER Antoine, *Dissidance rose : fragments de vies homosexuelles à Lyon dans les années 70*, Lyon, France, Michel Chomarat, 2012, 153 p.
- . GIRARD Jacques, *Le Mouvement homosexuel en France : 1945-1980*, Paris, France, Syros, 1981, 206 p.
- . JACKSON Julian, *Arcadie : la vie homosexuelle en France, de l'après-guerre à la dépénalisation*, Paris, France, Autrement, 2009, 363 p.
- . LE BITOUX Jean, CHEVAUX Hervé et PROTH Bruno-Marcel, *Citoyen de seconde zone : trente ans de lutte pour la reconnaissance de l'homosexualité en France (1971-2002)*, Paris, France, Hachette Littératures, 2003, 441 p.
- . MARCHANT Alexandre, *Le discours militant sur l'homosexualité masculine en France (1952-1982) : de la discrétion à la politisation*, Mémoire de maîtrise, École normale supérieure, Cachan, France, 2005, 427 p.
- . MARTEL Frédéric, *Le rose et le noir : les homosexuels en France depuis 1968*, Paris, France, Seuil, 2008, 772 p.
- . PREARO Massimo, « Le moment 70 de la sexualité?: de la dissidence identitaire en milieu militant », *Genre, sexualité & société*, n° 3, 1 Juin 2010.
- . SIBALIS Michael, « L'arrivée de la libération gay en France. Le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR) », *Genre, sexualité & société*, traduit par Nathalie PAULME, n° 3, 1 Juin 2010.
- . SIBALIS Michael, « Le mouvement de libération gay (1960 - 1990) » dans GIAMI Alain et HEKMA Gert (dir.), *Révolutions sexuelles*, Paris, France, la Musardine, 2015, pp. 197-222.
- . SIBALIS Michael, « Mai 68?: le Comité d'Action Pédérastique Révolutionnaire occupe la Sorbonne », *Genre, sexualité & société*, n° 10, 1 Décembre 2013.

3. AUTOUR DE LA QUESTION JURIDIQUE ET DE LA RÉPRESSION.

- . ARON Jean-Paul et KEMPF Roger, *Le pénis et la démoralisation de l'Occident*, Paris, France, B. Grasset, 1978, 277 p.
- . BACH Gérard, *Homosexualités : expression, répression*, Paris, France, Le Sycomore, 1982.

- . BORRILLO Daniel (dir.), *Homosexualités et droit : de la tolérance à la reconnaissance juridique*, Paris, PUF, 1999 (1998).
- . COUROUVE Claude, *Les Origines de la répression de l'homosexualité*, Paris, France, C. Courouve, coll. « Archives de l'homosexualité », 1978, 19 p.
- . DANET Jean, *Discours juridique et perversions sexuelles (XIXème et XXème siècles)*, Nantes, France, Faculté de droit et des sciences politiques, 1977, 105 p.
- . HAHN Pierre, *Français, encore un effort : l'homosexualité et sa répression*, Paris, France, J. Martineau, 1970.
- . IDIER Antoine, *Les alinéas au placard : l'abrogation du délit d'homosexualité, 1977-1982*, Paris, France, Cartouche?: Institut François Mitterrand, 2012, 201 p.
- . LEROY-FORGEOT Flora, *Histoire juridique de l'homosexualité en Europe*, Paris, France, Presses universitaires de France, 1997.
- . TIN Louis george ET PASTRE Geneviève, *Homosexualités : expression / répression*, Paris, France, Stock, 2000, 256 p.

QUESTIONNER L'IDENTITÉ HOMOSEXUELLE.

- . ALTMAN Dennis et ELSÉN Claude, *Homosexuel(le) : oppression et libération*, Paris, France, Fayard, 1976, 230 p.
- . BAUDRY André, *La Condition des homosexuels*, Toulouse, France, Privat, 1982, 238 p.
- . BERSANI Leo, *Homos. Repenser l'identité*, Paris, Odile Jacob, 1998, 217 p.
- . BON Michel, D'ARC Antoine, *Rapport sur l'homosexualité de l'homme*, Paris, Editions universitaires, 1974.
- . BORILLO Daniel, *L'homophobie*, Paris, PUF, 2001 (2000).
- . BOURDIEU Pierre, « Quelques questions sur le mouvement gay et lesbien », *La domination masculine*, Paris, France, Seuil, 2014, 161-168 p.
- . BUISSON-FENET Hélène, *Un sexe problématique : l'Église et l'homosexualité masculine en France : 1971-2000*, Paris, PUV, 2004.
- . BRETT Beemyn B., *Creating a Place for Ourselves. Lesbian, Gay and Bisexual Community Histories*, Oxford, 1995.

- . CAVAILHES Jean, DUTEY Pierre et IGNASSE Gérard, *Rapport gai : enquête sur les modes de vie homosexuels en France*, Paris, France, Persona, 1984, 277 p.
- . CHAUVIN Sébastien, LERCH Arnaud, *Sociologie de l'homosexualité*, La Découverte, Paris, 2013, 128 p.
- . COUROUVE Claude, *Vocabulaire de l'homosexualité masculine*, Paris, France, Payot, 1985, 248 p.
- . CHAUNCEY George, « Après Stonewall, le déplacement de la frontière entre le « soi » public et le « soi » privé », *Histoire et société*, n°3, 2002.
- . CHAUNCEY George, *Gay New York : 1890-1940*, Paris, Fayard, 2003 (1994).
- . DANIEL Marc et BAUDRY André, *Les homosexuels*, Paris, France, Casterman, 1973, 151 p.
- . ERIBON Didier, *Réflexions sur la question gay*, Paris, France, Fayard, coll. « Histoire de la pensée », 1999, 526 p.
- . FASSIN Éric, *L'inversion de la question homosexuelle*, Paris, Amsterdam, 2005, 263 p.
- . FORTIN Jacques, *L'homosexualité est-elle soluble dans le conformisme ?*, Paris, France, Textuel, 2010, 142 p.
- . FOUCAULT Michel, *Les Anormaux*, Paris, Gallimard, 1999, 351 p.
- . GAY LEFT COLLECTIVE (dir.), *Homosexuality, Power and Politics*, Londres, Allison & Busby, 1980, 223 p.
- . GUÉRIN Daniel, *Homosexualité et révolution*, Paris, France, Le vent du ch'min, 1983, 79 p.
- . HALPERIN David M., *L'art d'être gai*, traduit par Marie YMONET, Paris, France, EPEL, 2015, 622 p.
- . HEKMA Gert, OOTERHUIS Harry et STEAKLEY James, *Gay Men and the Sexual History of the Political Left*, Haworth Press, 1995.
- . HOCQUENGHEM Guy, *Comment nous appelez-vous déjà ? : ces hommes que l'on dit homosexuels*, Paris, Calman-Lévy 1977.
- . HOCQUENGHEM Guy, *La dérive homosexuelle*, Paris, Delarge, 1977.
- . HOCQUENGHEM Guy, *Le Désir homosexuel*, Paris, France, Fayard, 1972, 187 p.

- . HOCQUENGHEM Guy, *Race d'Ep ! : un siècle d'images de l'homosexualité*, Paris, Hallier, 1979.
- . JONQUET François, *Jenny Bel'Air : une créature*, Paris, France, Pauvert, 2001, 332 p.
- . LE BITOUX Jean et SIBALIS Michael, *Entretiens sur la question gay*, Béziers, France, H&O, 2005, 162 p.
- . LE TALEC Jean-Yves, *Folles de France : repenser l'homosexualité masculine*, Paris, France, la Découverte, 2008, 331 p.
- . LELAIT David, *Gayculture : codes, looks, idoles, humour, mode de vie, sens de la fête, revendications et attentes*, Paris, Anne Carrière, 1998.
- . LEONETTI Paul-François, « *Je suis un homo ... comme ils disent* », Paris, France, Alain Lefeuve, 1978.
- . MARTEL Frédéric, *Global Gay : comment la révolution gay change le monde*, Paris, France, Flammarion, 2013, 347 p.
- . MENDÈS-LEITE, *Le sens de l'altérité : penser les (homo)sexualités*, Paris, France, 2000, 181 p.
- . MIELI Mario, *Éléments de critique homosexuelle*, Paris, France, EPEL, 2008, 355 p.
- . MOORE Patrick, *Beyond Shame : Reclaiming the Abandoned History of Radical Gay Sexuality*, Beacon Press, 2004, 236 p.
- . ORAISON Marc, *La Question homosexuelle*, Paris, France, Seuil, 1975, 171 p.
- . POLLAK Michel, « L'homosexualité masculine, ou le bonheur dans le ghetto ? » dans ARIÈS Philippe et BEJIN André (dir.), *Sexualités occidentales*, Paris, France, Seuil, 1982
- . PREARO Massimo, *Le moment politique de l'homosexualité : mouvements, identités et communautés en France*, Lyon, France, Presses universitaires de Lyon, 2014, 329 p.
- . RAMBACH Anne et RAMBACH Marine, *La culture gaie et lesbienne*, Paris, Fayard, 2003, 420 p.
- . SHERER René, *Émile perversi ou des Rapports entre l'éducation et la sexualité*, Paris, Laffont, 1974.
- . VOLTZEL Thierry, *Vingt ans et après*, Paris, Verticales, 2014, 211p.
- . WITTIG Monique, *La pensée straight*, Paris, Balland, 2001 (1978).

ANNEXES

INVENTAIRE DES SOURCES :

Bibliothèque du Centre LGBT Paris Île de France.

Agence Tasse, bulletin de l'APPELS.

- N°2, 5 mai 1976, 8 pages.
- N°3, 20 mai 1976, 8 pages.
- N°4, 5 juin 1976, 8 pages.
- N°5, 20 juin 1976, 8 pages.
- N°6, 15 juillet 1976, 8 pages.
- N°7, 5 août 1976, 8 pages.
- N°8, 5 septembre 1976, 8 pages.
- N°9, 20 septembre 1976, 8 pages.
- N°10, 5 octobre 1976, 8 pages.
- N°11, 20 octobre 1976, 8 pages.
- N°12, 5 novembre 1976, 8 pages.
- N° 13, 20 novembre 1976, 8 pages.
- N° 14, 5 décembre 1976, 8 pages.
- N° 15/16, 20 décembre 1976/ 5 janvier 1977, 16 pages.
- N° 17, 20 janvier 1977, 8 pages.
- N° 18, 5 février 1977, 8 pages.
- N° 19, 20 mars 1977, 8 pages.
- N° 21, 20 avril 1977, 8 pages.
- N° 22/23, 5 & 20 mai 1977, 16 pages.
- N° 24, 5 avril 1977, 8 pages (intégré au n° 1 de la revue *Diff/Éros*).
- N° 25, non daté, 15 pages, (intégré au n° 2 de la revue *Diff/Éros*)

- N° 27/28/29, mai 1978, 56 pages.
- N° 30/31/32, non daté, 51 pages.
- N° 33, non daté, 16 pages.

Revue Diff/Éros.

- N°1, 15 avril 1977, 24 pages.
- N° 2, juin – juillet 1977, 24 pages.
- N° 3, septembre – octobre 1977, 28 pages.
- N° 4, avril – mai 1978, (intégré dans le n° 27/28/29 de l'*Agence Tasse* sans distinction entre les deux titres).
- N° 5, non daté, 28 pages (intégré dans le n° 30/31/32 de l'*Agence Tasse*).

Bibliothèque nationale de France.

Interlopes (journal du GLH de Lyon).

- N° 1, automne 1977, 31 pages.
- N° 5, printemps 1979, 16 pages.

Fonds Privé de Christian Deleusse, Marseille.

Bulletin des GLH de province.

- N° 1, mai 1976, 24 pages.
- N° 2, janvier 1977, 48 pages.
- *GLH Infos*, Bulletin des Groupes de libération homosexuel, printemps 1977, 36 pages.
- *Dossier de presse sur l'homosexualité* par le GLH – PQ, 1977, 110 pages.

Comme ça (journal du GLH de Marseille).

- Lettre d'intention à la création du journal marseillais *Comme ça*.

- N° 0, printemps 1979, 4 pages.
- N° 1, non daté, 5 pages.

Pourquoi pas (journal du GLH de Rouen).

- N° 1, printemps 1978, 19 pages.

Gay West (journal des GLH de l'ouest).

- N° 1, avril-mai 1979, 22 pages.

Le fond de l'air est rose (journal du GLH d'Orléans).

- N° 2, janvier 1979, 23 pages.

- Tract sur la « Coordination des États généraux de l'homosexualité », 2 mai 1978.

Fonds Privé Jean le Bitoux, Paris.

GLH – PQ, Réflexions. Bulletin intérieur pour le débat d'orientation.

- N° 2, juillet / septembre 1976, 24 pages.
- N° 3, octobre 1976 / janvier 1977, 26 pages.

- Entretien avec Michel Heim provenant initialement du site web de Jacques Girard, www.multimania.com/jgir qui n'est plus en ligne.

- « Manifeste programme pour la libération des homosexuels », janvier 1975, provenant initialement du site web de Jacques Girard, www.multimania.com/jgir qui n'est plus en ligne.

Index des illustrations

Illustration 1: Carte des GLH à travers toute la France en 1977.....	63
Illustration 2: Couverture de la revue Diff/Éros n° 1.....	69
Illustration 3: Affiche pour la campagne législative de 1978 réalisée par Copi.....	105

Table des matières

Remerciements.....	3
Sommaire.....	4
Introduction.....	7
Première partie : Méthodologie.....	15
I. Une historiographie en construction.....	15
Les années 68, historiographie d'un contexte politique et social.....	15
L'histoire de l'homosexualité en France, la difficile mise en place d'une historiographie.....	19
Une historiographie à construire : l'histoire du mouvement militant homosexuel français.....	27
II. Présentation du corpus de sources.....	31
Deuxième partie : Les Groupes de libération homosexuels en France entre 1974 et 1979.....	37
I. Une recomposition politique de l'homosexualité à l'image de son temps.....	37
1. Les années Giscard.....	37
1a. Une libéralisation politique, sociale et économique.....	37
1b. L'enracinement des nouveaux mouvements sociaux.....	40
1c. Autour de la question juridique et de la répression.....	43
2. Un héritage complexe en cours de réactualisation.....	46
2a. Arcadie.....	46
2b. Le FHAR.....	49
2c. La question homosexuelle obtient lentement droit de cité.....	52
3. La naissance des Groupes de libération homosexuels.....	55
3a. Du GLH unitaire parisien.....	55
3b. ... à l'éclatement en tendances.....	57
3c. Des GLH à travers toute la France.....	61

II. Du groupement au mouvement : affirmation identitaire et autonomie dans une perspective politique.....	66
1. Un mouvement qui cherche à se visibilitéer et à s'organiser.....	66
1a. Des organes de presse pour sortir de l'isolement.....	66
1b. « Le ghetto c'est foutu, les homos sont dans la rue ! » ou la visibilité de la lutte homosexuelle comme genèse d'un mouvement.....	70
1c. Faire mouvement : se structurer au niveau national et regarder vers l'international.....	73
2. Une construction identitaire propre et différenciée.....	77
2a. Une homosexualité réformiste tournée vers la communauté.....	78
2b. « Pas de révolution socialiste sans révolution sexuelle, pas de révolution sexuelle sans révolution socialiste ».....	81
2c. Lutter pour se trouver, exister et s'aimer.....	84
3. Un horizon politique qui reste fortement ancré dans un contexte général.....	88
3a. Les GLH, la gauche et l'extrême gauche.....	88
3b. La mixité d'un mouvement en question avec pour horizon le féminisme.....	92
3c. L'homosexualité présente sur tous les fronts des « mouvements spécifiques ».....	95
III. Un mouvement fragile : contradictions, ruptures et manques de perspectives des GLH.....	99
1. L'impossible identité homosexuelle.....	99
1a. La mouvance Folle Lesbienne à l'assaut du trotskysme parisien.....	99
1b. Une identité sans communauté.....	103
1c. Comment se sortir du ghetto ?.....	106
2. Difficile de trouver un second souffle.....	109
2a. Une nouvelle phase de répression.....	109
2b. Le chant du cygne ou la disparition du GLH – PQ.....	112
2c. En province, « on tourne en rond ».....	115
3. À la recherche d'un nouvel élan.....	119
3a. Redonner une voix à l'homosexualité : la naissance de nouveaux médias.....	120

3b. Sortir de l'isolement : il faut redonner corps au mouvement.....	123
3c. L'UEH, un tournant pour la militance homosexuelle.....	127
Conclusion.....	131
Bibliographie.....	136
Annexes.....	148
Inventaire des sources :.....	148
Tables des illustrations.....	151